

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
ET SÉNAT
DE BELGIQUE

12 mai 2023

**Conférence sur
l'avenir de l'Europe**

**Les propositions de l'assemblée plénière
Strasbourg, 29-30 avril 2022**

Rapport

fait par

Mme **Van Hoof** (Ch.), M. **Bayet** (Ch.),
Mme **Ryckmans** (S.) et M. **Vanlouwe** (S.)

TABLE DES MATIÈRES

Les propositions de l'assemblée plénière de la Conférence sur l'avenir de l'Europe	3
De voorstellen van de plenaire vergadering van de Conferentie over de toekomst van Europa	57

Voir:

Doc 55 **2191/ (2020/2021):**
001 à 007: Rapports.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS
EN SENAAT

12 mei 2023

**Conferentie over
de toekomst van Europa**

**De voorstellen van de plenaire vergadering
Straatsburg, 29-30 april 2022**

Verslag

uitgebracht door
mevrouw **Van Hoof** (K.), de heer **Bayet** (K.),
mevrouw **Ryckmans** (S.) en de heer **Vanlouwe** (S.)

INHOUDSTAFEL

Zie:

Doc 55 **2191/ (2020/2021):**
001 tot 007: Verslagen.

09529

<i>N-VA</i>	: <i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
<i>Ecolo-Groen</i>	: <i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen</i>
<i>PS</i>	: <i>Parti Socialiste</i>
<i>VB</i>	: <i>Vlaams Belang</i>
<i>MR</i>	: <i>Mouvement Réformateur</i>
<i>CD&V</i>	: <i>Christen-Démocratique en Vlaams</i>
<i>PVDA-PTB</i>	: <i>Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique</i>
<i>Open Vld</i>	: <i>Open Vlaamse liberalen en democraten</i>
<i>Vooruit</i>	: <i>Vooruit</i>
<i>cdH</i>	: <i>centre démocrate Humaniste</i>
<i>DéFI</i>	: <i>Démocrate Fédéraliste Indépendant</i>
<i>INDEP-ONAFH</i>	: <i>Indépendant - Onafhankelijk</i>

Abréviations dans la numérotation des publications:

<i>DOC 55 0000/000</i>	<i>Document de la 55^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi</i>
<i>QRVA</i>	<i>Questions et Réponses écrites</i>
<i>CRIV</i>	<i>Version provisoire du Compte Rendu Intégral</i>
<i>CRABV</i>	<i>Compte Rendu Analytique</i>
<i>CRIV</i>	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)</i>
<i>PLEN</i>	<i>Séance plénière</i>
<i>COM</i>	<i>Réunion de commission</i>
<i>MOT</i>	<i>Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>

Afkorting bij de nummering van de publicaties:

<i>DOC 55 0000/000</i>	<i>Parlementair document van de 55^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
<i>QRVA</i>	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
<i>CRIV</i>	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag</i>
<i>CRABV</i>	<i>Beknopt Verslag</i>
<i>CRIV</i>	<i>Integraal Verslag, met links het defitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)</i>
<i>PLEN</i>	<i>Plenum</i>
<i>COM</i>	<i>Commissievergadering</i>
<i>MOT</i>	<i>Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)</i>

LES PROPOSITIONS DE L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DE LA CONFÉRENCE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE



«Changement climatique et environnement»

1. Proposition: Agriculture, production alimentaire, biodiversité et écosystèmes, pollution

Objectif: Une production alimentaire sûre, durable, juste, responsable sur le plan climatique et abordable qui respecte les principes de durabilité et l'environnement et qui protège la biodiversité et les écosystèmes tout en assurant la sécurité alimentaire.

Mesures:

1. Amener les notions d'économies verte et bleue sur le devant de la scène en encourageant une agriculture et une pêche efficaces et respectueuses de l'environnement et du climat dans l'Union européenne et dans le monde, dont l'agriculture biologique ainsi que d'autres formes innovantes et durables d'agriculture, telles que l'agriculture verticale, qui permettent de produire davantage avec moins d'intrants tout en réduisant les émissions et les incidences sur l'environnement, mais en continuant de garantir la productivité et la sécurité alimentaire (panel 3 – recommandations 1, 2 et 10; panel 2 – recommandation 4).
2. Réorienter les subventions et renforcer les incitations en faveur d'une agriculture biologique et d'une agriculture durable qui respectent des normes environnementales précises et qui contribuent à atteindre les objectifs mondiaux en matière de climat (panel 3 – recommandations 1 et 12).
3. Appliquer les principes de l'économie circulaire à l'agriculture et encourager les mesures de lutte contre le gaspillage alimentaire (débat au sein du GT, plateforme numérique multilingue – PNM).
4. Réduire notamment le recours aux pesticides et aux engrains chimiques, conformément aux objectifs existants, tout en continuant d'assurer la sécurité alimentaire, et soutenir la recherche visant à mettre au point des alternatives plus durables et fondées sur la nature (panel 3 – recommandation 10, débat au sein du GT).
5. Introduire une certification des absorptions de carbone fondée sur une comptabilité carbone robuste, solide et transparente (débat en plénière).
6. Accroître la recherche et les innovations, notamment dans les solutions technologiques relatives à la production durable, à la résistance aux organismes nuisibles et à l'agriculture de précision, ainsi que la communication, les systèmes de conseil et la formation des agriculteurs et par les agriculteurs (panel 3 – recommandation 10, débat au sein du GT, débat en plénière).
7. Éliminer le dumping social et favoriser une transition écologique juste vers de meilleurs emplois dans le secteur agricole, assortis de conditions de sécurité, de santé et de travail de haute qualité (débat au sein du GT).
8. Discuter d'aspects tels que l'utilisation de plastique dans les films agricoles et les moyens de réduire la consommation d'eau dans l'agriculture (PNM).
9. Élevage et production de viande raisonnés axés sur le bien-être animal et la durabilité au moyen de mesures telles qu'un étiquetage clair, une qualité élevée et des normes communes d'élevage et de transport d'animaux, renforcement du lien entre élevage et alimentation (panel 3 – recommandations 16 et 30).

2. Proposition: Agriculture, production alimentaire, biodiversité et écosystèmes, pollution

Objectif: Protéger et restaurer la biodiversité, le paysage et les océans, et éliminer la pollution.

Mesures:

1. Créer des zones protégées, les restaurer, mieux les gérer et les élargir en vue de la conservation de la biodiversité (recommandation FR, panel 3 – recommandation 11).
2. Mettre en place un système de coercition et de récompense pour lutter contre la pollution qui applique le principe du pollueur-paye, lequel devrait également être intégré aux mesures fiscales et assorti d'une meilleure sensibilisation et de mesures d'incitation (panel 3 – recommandation 32, recommandation FR, débat en plénière).
3. Élargir le rôle des municipalités dans l'urbanisme et la construction de nouveaux bâtiments favorables aux infrastructures bleues et vertes, éviter la poursuite de l'imperméabilisation des terres et y mettre fin, espaces verts obligatoires pour les nouvelles constructions afin de favoriser la biodiversité et forêts urbaines (panel 3 – recommandation 5, panel 1 – recommandation 18, recommandation FR).
4. Protéger les insectes, en particulier les espèces indigènes et pollinisatrices, notamment par la protection contre les espèces envahissantes et une meilleure application des règles existantes (panel 1 – recommandation 18).
5. Soutenir le boisement et le reboisement, notamment des forêts détruites par le feu, appliquer la gestion responsable des forêts et encourager une meilleure utilisation du bois pour remplacer d'autres matériaux. Fixer des objectifs nationaux contraignants dans tous les États membres de l'Union pour le reboisement par des arbres indigènes et la flore locale, en tenant compte des différentes situations et spécificités nationales (panel 3 – recommandation 14, panel 1 – recommandation 18).
6. Faire respecter et étendre l'interdiction des plastiques à usage unique (PNM).
7. Protéger les sources d'eau et lutter contre la pollution fluviale et océanique, notamment par la recherche et la lutte contre la pollution aux microplastiques, et promouvoir le transport respectueux de l'environnement en utilisant les meilleures technologies disponibles et en mettant en place une recherche et un financement de l'Union pour les carburants et technologies maritimes de substitution (PNM, débat au sein du GT).
8. Limiter la pollution lumineuse (débat au sein du GT).

3. Proposition: Changement climatique, énergie, transports

Objectif: Accroître la sécurité énergétique européenne et réaliser l'indépendance énergétique de l'Union tout en assurant une transition juste et en fournissant aux Européens une énergie durable et abordable en quantité suffisante. Lutter contre le changement climatique en dotant l'Union d'un rôle de leader mondial dans la politique énergétique durable et en respectant les objectifs mondiaux de protection du climat.

Mesures:

1. Réaliser et, dans la mesure du possible, accélérer la transition écologique, notamment en investissant davantage dans les énergies renouvelables, afin de réduire la dépendance énergétique extérieure, en reconnaissant également le rôle des collectivités locales et régionales dans la transition écologique (débat au sein du GT).
2. Examiner, au sein des politiques énergétiques, les implications géopolitiques et sécuritaires de tous les fournisseurs d'énergie de pays tiers, notamment en termes de droits de l'homme, d'écologie, de bonne gouvernance et d'état de droit (débat au sein du GT).
3. Réduire les dépendances à l'égard des importations de pétrole et de gaz par des projets d'efficacité énergétique, par le soutien aux transports publics abordables, par un réseau ferroviaire à grande vitesse de transport de marchandises et par l'élargissement de la fourniture d'énergie propre et renouvelable (panel 4 – recommandation 2, panel 1 – recommandation 10, recommandations FR et DE).
4. Améliorer la qualité et l'interconnectivité, assurer la maintenance et transformer l'infrastructure électrique et les réseaux électriques afin de renforcer la sécurité et de permettre la transition vers les sources d'énergie renouvelables (panel 1 – recommandation 10, débat au sein du GT).
5. Investir dans les technologies à même de produire des énergies renouvelables, comme la production efficace de l'hydrogène vert, notamment dans les secteurs difficiles à électrifier (panel 3 – recommandation 31, débat au sein du GT).
6. Investir dans l'exploration de nouvelles sources d'énergie et de nouvelles méthodes de stockage respectueuses de l'environnement et, dans l'attente d'une solution tangible, réaliser des investissements supplémentaires dans des solutions optimales existantes en matière de production et de stockage d'énergie (panel 3 – recommandations 9 et 31).
7. Rendre les filtres à CO₂ obligatoires dans les centrales électriques à combustibles fossiles et fournir une aide financière aux États membres qui ne disposent pas de ressources financières pour mettre en œuvre les filtres à CO₂ (panel 3 – recommandation 29).
8. Garantir une transition juste, en protégeant les travailleurs et les emplois grâce à un financement suffisant de la transition et de la poursuite des recherches, par la réforme du régime d'imposition au moyen d'une fiscalité plus juste et de mesures de lutte contre la fraude fiscale et en garantissant une approche inclusive de la gouvernance dans la définition des politiques à tous les niveaux (par exemple, mesures ambitieuses de reconversion et de perfectionnement, protection sociale forte, maintien des services publics aux mains de l'État, maintien des règles de santé et de sécurité au travail) (débat en plénière, débat au sein du GT, PNM).
9. Introduire un train de mesures d'investissement en faveur de technologies et d'innovations respectueuses du climat, qui devrait être financé par des droits à l'importation liés au climat et des prélevements d'ajustement carbone liés au climat (recommandation DE).

10. Au terme d'une période de transition, les combustibles fossiles ne devraient plus recevoir de subventions et aucun financement des infrastructures gazières traditionnelles ne devrait plus avoir lieu (débat au sein du GT).
11. Accroître la prééminence de l'Union ainsi que son rôle et sa responsabilité afin de promouvoir une action ambitieuse en faveur du climat et une transition juste et de contribuer à apporter une réponse aux pertes et aux dommages sur la scène internationale, où les Nations unies doivent être au cœur de l'action (recommandation NL, débat au sein du GT).

4. Proposition: Changement climatique, énergie, transports

Objectif: Proposer une infrastructure moderne, sûre, écologique et de qualité garantissant la connectivité, y compris dans les zones rurales et insulaires, notamment grâce à un transport public abordable.

Mesures:

1. Soutenir les transports publics et développer un réseau public européen de transport, en particulier dans les zones rurales et insulaires, qui soit efficient, fiable et abordable, au moyen de mesures d'incitation supplémentaires à l'utilisation des transports publics (panel 3 – recommandation 36, panel 4 – recommandation 2).
est difficile à réaliser (panel 3 – recommandation 38).
2. Investir dans des trains de nuit à grande vitesse et définir une norme unique de technologie ferroviaire respectueuse de l'environnement en Europe afin de proposer une alternative crédible et de faciliter la possibilité de remplacer et de décourager les vols court-courriers (débat au sein du GT, PNM).
4. Mettre en place une connectivité à haut débit à l'internet et au réseau mobile dans les zones rurales et insulaires (panel 3 – recommandation 36).
3. Encourager l'achat, en tenant compte de leur caractère abordable pour les ménages, et l'utilisation (partagée) de véhicules électriques répondant à une bonne norme en matière de durée de vie des batteries ainsi que les investissements dans les infrastructures de recharge nécessaires et les investissements dans le développement d'autres technologies non polluantes pour les véhicules dont l'électrification
5. Améliorer les infrastructures de transport existantes d'un point de vue écologique (panel 3 – recommandation 37).
6. Exiger des programmes de développement urbain pour des villes «plus vertes» avec moins d'émissions, dotées de zones spécifiques sans voitures dans les villes, sans nuire aux zones commerciales (panel 3 – recommandation 6).
7. Améliorer les infrastructures pour les vélos et donner davantage de droits et une meilleure protection juridique aux cyclistes et aux piétons, notamment en cas d'accident avec un véhicule à moteur, en garantissant la sécurité routière et en proposant des formations au code de la route (panel 3 – recommandation 4).
8. Réglementer le minage des cryptomonnaies, qui utilisent une quantité considérable d'énergie (PNM).

5. Proposition: Consommation, emballages et production durables

Objectif: Améliorer l'utilisation et la gestion des matériaux dans l'Union afin de favoriser l'économie circulaire, de devenir plus autonome et d'être moins dépendant. Mettre en place une économie circulaire en encourageant une production et des produits durables dans l'Union. Veiller à ce que tous les produits mis sur le marché de l'Union soient conformes à des normes communes de l'Union en matière d'environnement.

Mesures:

1. Normes de production plus strictes et harmonisées dans l'Union et système d'étiquetage transparent pour tous les produits vendus sur le marché de l'Union en ce qui concerne leur durabilité/empreinte environnementale et leur longévité au moyen d'un code QR et d'un écoscore ou du passeport numérique des produits (panel 3 – recommandations 8, 13, 20 et 21, panel 1 – recommandation 16, panel 4 – recommandation 13).
2. Revoir les chaînes d'approvisionnement mondiales, y compris dans la production agricole, pour réduire la dépendance de l'Union et raccourcir les circuits (PNM).
3. Empêcher davantage la production de déchets en fixant des objectifs de prévention et de réutilisation et en définissant des normes de qualité pour les systèmes de tri des déchets (débat au sein du GT, recommandation FR).
4. Supprimer progressivement les formes d'emballage non durables, réglementer les emballages respectueux de l'environnement et éviter le gaspillage de matériaux dans les emballages au moyen d'incitations et de sanctions financières ainsi que d'investissements dans la recherche d'alternatives (panel 3 – recommandations 15 et 25, panel 1 – recommandation 12, panel 4 – recommandation 16).
5. Introduire un système européen de consigne des emballages et des normes avancées pour les contenants (panel 3 – recommandations 22 et 23, PNM).
6. Lancer une plateforme de connaissances de l'Union sur la manière de garantir une utilisation durable et à long terme des produits et sur la manière de les «réparer», y compris les informations disponibles auprès des associations de consommateurs (panel 3 – recommandation 20).
7. Introduire des mesures pour lutter contre l'obsolescence précoce ou prématurée, y compris l'obsolescence programmée, assurer des garanties plus longues, favoriser le droit à la réparation et assurer la disponibilité et le caractère accessible des pièces de rechange compatibles (panel 3 – recommandation 20, recommandation FR, recommandation DE, panel 1 – recommandation 14).
8. Créer un marché pour les matières premières secondaires en tenant compte des taux obligatoires de contenu recyclé en en encourageant un usage réduit des matières premières (débat au sein du GT).
9. Mise en œuvre rapide d'une stratégie ambitieuse en matière de textile et définition d'un mécanisme permettant aux consommateurs de savoir que le produit répond à des critères de durabilité (panel 3 – recommandation 28, débat au sein du GT).
10. Adoption de mesures par l'Union pour permettre aux consommateurs d'utiliser plus longtemps les produits et les inciter à agir dans ce sens (panel 3 – recommandation 20).
11. Renforcer les normes environnementales et faire respecter la réglementation en ce qui concerne l'exportation de déchets dans l'Union et vers des pays tiers (panel 4 – recommandation 15, PNM).
12. Introduire des mesures pour limiter la publicité des produits préjudiciables à l'environnement en introduisant une

clause de non-responsabilité obligatoire pour les produits particulièrement nocifs pour l'environnement (panel 3 – recommandation 22).

13. Appliquer des normes de fabrication plus strictes et des conditions de travail équitables tout au long de la chaîne de production et de valeur (panel 3 – recommandation 21).

6. Proposition: Information, sensibilisation, dialogue et mode de vie

Objectif: Encourager la connaissance, la sensibilisation, l'éducation et le dialogue sur l'environnement, le changement climatique, l'utilisation de l'énergie et la durabilité.

Mesures:

1. Créer une plateforme interactive dont les faits ont été vérifiés afin de proposer des informations scientifiques diversifiées et régulièrement mises à jour dans le domaine de l'environnement (panel 3 – recommandation 33).
2. Soutenir des campagnes de conscientisation écologique, dont une campagne européenne à long terme en faveur d'une consommation et d'un mode de vie durables (recommandations DE, NL et FR, panel 3 – recommandation 7).
3. Encourager et faciliter le dialogue et les consultations entre tous les niveaux de prise de décision, en particulier avec les jeunes et à l'échelon local (recommandations DE, NL et FR, panel 3 – recommandations 27 et 35, débat en plénière).
4. Définition, par l'Union, avec le concours des États membres, d'une charte européenne commune ciblant les questions d'environnement et favorisant la conscience environnementale chez tous les citoyens (panel 3 – recommandation 7).
5. Proposer des cours de formation et du matériel pédagogique pour tous afin d'améliorer les connaissances sur le climat et la durabilité et de permettre un apprentissage tout au long de la vie sur les thématiques environnementales (panel 1 – recommandations 15 et 35, panel 3 – recommandation 24, débat du GT).
6. Intégrer la production alimentaire et la protection de la biodiversité dans le système éducatif, y compris les avantages des aliments non transformés par rapport aux aliments transformés, et encourager la création de jardins scolaires ainsi que l'octroi de subventions aux projets de jardinage urbain et à l'agriculture verticale (panel 3 – recommandation 5, panel 1 – recommandation 18). Envisager de faire de la biodiversité une matière obligatoire dans les écoles et sensibiliser davantage le public à la biodiversité au moyen de campagnes médiatiques ainsi que de «concours» promus dans toute l'Union (concours au niveau des collectivités locales) (panel 3 – recommandation 5, panel 1 – recommandation 18).
7. Renforcer le rôle et l'action de l'Union dans le domaine de l'environnement et de l'enseignement en élargissant les compétences de l'Union dans le domaine de l'éducation au changement climatique et à l'environnement et en élargissant la prise de décision à la majorité qualifiée aux thèmes définis comme présentant un «intérêt européen», comme l'environnement (recommandations NL et FR).
8. Promouvoir un régime alimentaire végétal pour des raisons de protection du climat et de préservation de l'environnement (PNM).



«Santé»

7. Proposition: Une alimentation saine et un mode de vie sain¹

Objectif: Veiller à ce que tous les Européens aient accès à l'éducation en matière d'alimentation saine et à ce qu'ils aient accès à une alimentation saine et abordable, en tant que base d'un mode de vie sain, notamment grâce aux mesures suivantes:

Mesures:

1. Établir des normes minimales de qualité des denrées alimentaires et de traçabilité des denrées alimentaires, notamment en limitant l'utilisation d'antibiotiques et d'autres médicaments vétérinaires au strict nécessaire pour protéger la santé et le bien-être des animaux, au lieu de les utiliser de manière préventive, et veiller au renforcement des contrôles à cet égard. [#23, #17]
2. Éduquer les citoyens concernant les habitudes saines à adopter dès le plus jeune âge, et les inciter à faire des choix sûrs et sains en taxant les aliments transformés qui ne le sont pas et en rendant facilement accessibles les informations de santé concernant les aliments; instaurer à cette fin un système d'évaluation à l'échelle européenne pour les aliments transformés qui soit fondé sur une expertise scientifique et indépendante, ainsi qu'un label concernant l'utilisation de substances hormonales et de perturbateurs endocriniens dans la production de denrées alimentaires. À cet égard, renforcer la surveillance et l'application des règles existantes et envisager de les renforcer. [#18, #19, GT]
3. Encourager le dialogue avec les acteurs de la chaîne alimentaire, de la production à la vente, dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises en ce qui concerne les aliments sains. [#19, GT]
4. Soutenir, au niveau de l'Union, la fourniture d'aliments sains, variés et abordables dans les établissements de service public, comme les cantines scolaires, les hôpitaux ou les établissements de soins, notamment à l'aide de financements spécifiques. [#3, plénière, GT]
5. Investir dans la recherche sur les conséquences de l'utilisation d'antibiotiques et sur les effets des substances hormonales et des perturbateurs endocriniens sur la santé humaine. [#17, #18]

8. Proposition: Renforcer le système de soins de santé³

Objectif: Renforcer la résilience et la qualité de nos systèmes de santé, notamment grâce aux mesures suivantes:

Mesures:

1. La création d'un espace européen des données de santé, qui faciliterait l'échange de données de santé; les dossiers médicaux individuels pourraient être mis à disposition – sur une base volontaire – à l'aide d'un passeport de santé électronique individuel de l'UE, dans le respect des règles de protection des données. [#41, GT]
2. Des conditions de travail adéquates, en particulier grâce à un dialogue social fort, y compris en ce qui concerne les salaires et les modalités de travail, et l'harmonisation des normes de formation et de certification des professionnels de la santé; des programmes de réseautage et d'échanges devraient être mis au point, tels qu'un Erasmus pour les écoles de médecine, ce qui contribuerait considérablement au développement des compétences. Afin de retenir les talents en Europe et de permettre aux jeunes professionnels d'élargir leurs connaissances et d'acquérir des expériences professionnelles, il convient de mettre en place des programmes d'échange de l'Union pour veiller à ce que nos meilleurs cerveaux dans le domaine des sciences de la vie ne soient pas attirés par les pays tiers. [#39, GT]
3. Garantir l'autonomie stratégique au niveau de l'Union afin d'éviter la dépendance à l'égard des pays tiers [NL2]⁴ pour les médicaments (en particulier les principes actifs) et les dispositifs médicaux (y compris les matières premières); en particulier, il conviendrait d'établir, au niveau de l'Union, une liste des médicaments et traitements essentiels et prioritaires, mais aussi des médicaments et traitements innovants (tels que les solutions biotechnologiques), en s'appuyant sur les agences européennes existantes et sur l'HERA, afin de garantir leur disponibilité pour les citoyens. Envisager d'organiser un stockage stratégique coordonné dans l'ensemble de l'Union. Afin de parvenir à la réalisation de l'action coordonnée et à long terme nécessaire au niveau de l'Union, inclure la santé et les soins de santé parmi les compétences partagées entre l'Union et ses États membres en modifiant l'article 4 du traité FUE. [#40, #49, plénière, GT]
4. Poursuivre le développement, la coordination et le financement des programmes existants en matière de recherche et d'innovation dans le domaine de la santé sans compromettre les autres programmes liés à la santé, notamment pour les réseaux européens de référence, en ce qu'ils constituent la base du développement des réseaux de soins médicaux pour les traitements hautement spécialisés et complexes. [#42, #43, GT]
5. Investir dans les systèmes de santé, en particulier dans le domaine public et sans but lucratif, les infrastructures et la santé numérique et veiller à ce que les prestataires de soins de santé respectent les principes de totale accessibilité, d'accessibilité financière et de qualité des services, en garantissant ainsi que les ressources ne sont pas drainées par des professionnels de la santé peu ou pas soucieux de l'intérêt général. [#51, GT]
6. Émettre des recommandations fermes à l'intention des États membres pour qu'ils investissent dans des systèmes de santé efficaces, accessibles, abordables, de qualité et résilients, notamment dans le cadre du Semestre européen. L'impact de la guerre en Ukraine sur la santé publique démontre la nécessité de poursuivre le développement de systèmes de santé résilients et des mécanismes de solidarité. [#51, GT]

9. Proposition: Une vision plus large de la santé⁵

Objectif: Adopter une approche holistique de la santé en abordant, outre les maladies et les traitements, la culture et la prévention en matière de santé, et en encourageant une compréhension commune des problèmes auxquels sont confrontées les personnes malades ou handicapées, conformément à l'approche «Une seule santé», qui devrait être soulignée comme un principe transversal et fondamental englobant toutes les politiques de l'Union.

Mesures:

1. Améliorer la compréhension des questions de santé mentale et des moyens de les traiter, y compris dès la petite enfance et grâce aux diagnostics précoces, en s'appuyant sur les bonnes pratiques établies dans l'ensemble de l'Union, qui devraient être facilement accessibles grâce au portail des bonnes pratiques en matière de santé publique. Pour sensibiliser le public, les institutions de l'Union et les parties prenantes concernées devraient organiser des manifestations d'échange de bonnes pratiques et aider leurs membres à les diffuser dans leur propre circonscription. Il conviendrait d'élaborer un plan d'action de l'Union sur la santé mentale, qui fournirait une stratégie à long terme en matière de santé mentale, y compris en matière de recherche, et qui aborderait également la question de la disponibilité des professionnels, y compris pour les mineurs, et l'instauration, dans un avenir proche, d'une Année européenne de la santé mentale.
2. Élaborer, au niveau de l'Union, un programme pédagogique standard sur les modes de vie sains, qui couvre également l'éducation sexuelle. Ce programme devrait également comprendre des actions visant à la fois un mode de vie sain et la protection de l'environnement, et indiquer comment elles peuvent contribuer à prévenir de nombreuses maladies, par exemple le vélo comme moyen sain pour les déplacements quotidiens. Il serait accessible gratuitement aux États membres et aux écoles qui pourraient, le cas échéant, l'utiliser dans leurs programmes. Un tel programme s'attaquerait aux stéréotypes sur les personnes malades ou handicapées. [#46, GT]

3. Mettre au point des formations aux premiers secours comprenant un volet pratique, qui seraient proposées gratuitement à tous les citoyens, et envisager la possibilité de cours réguliers comme une pratique courante pour les étudiants ainsi que sur les lieux de travail. Un nombre minimal de défibrillateurs devrait également être disponible dans les lieux publics de tous les États membres. [#50]
 4. Élargir l'initiative de la semaine de la santé, qui se déroulerait dans toute l'Union la même semaine et au cours de laquelle toutes les questions de santé devraient
- être abordées et débattues. Envisager également des initiatives de l'année de la santé, en commençant par l'année de la santé mentale. [#44, GT]
5. Reconnaître comme traitement médical régulier en matière de taxation les produits de contraception hormonale utilisés pour des raisons médicales, par exemple dans les cas de fibromyalgie et d'endométriose, ainsi que les produits hygiéniques féminins. Garantir l'accès aux traitements reproductifs pour toutes les personnes souffrant de problèmes de fertilité. [#45, GT]

10. Proposition: Égalité d'accès à la santé pour tous⁶

Objectif: Instaurer un «droit à la santé» en garantissant à tous les Européens l'accès égal et universel à des soins de santé abordables, préventifs, curatifs et de qualité.

Mesures:

1. Établir des normes sanitaires minimales communes au niveau de l'Union, qui portent également sur la prévention et l'accessibilité des soins ainsi que la proximité des soins, et fournir un soutien en vue de l'établissement de telles normes. [#39, GT]
2. Reconnaître la nécessité de tenir pleinement compte du principe de subsidiarité et du rôle clé des acteurs locaux, régionaux et nationaux en matière de santé [NL3], veiller à ce qu'il soit possible d'agir au niveau de l'Union lorsque le droit à la santé y est mieux traité. Permettre une prise de décision plus rapide et plus ferme sur des sujets essentiels et améliorer l'efficacité de la gouvernance européenne en vue du développement de l'union européenne de la santé (par exemple en cas de pandémie ou pour les maladies rares). [#49, FRsouhait11, plateforme numérique]
3. Renforcer l'union européenne de la santé en exploitant tout le potentiel du cadre actuel et inclure la santé et les soins de santé parmi les compétences partagées entre l'Union et ses États membres en modifiant l'article 4 du traité FUE. [#49, FRsouhait11, plateforme numérique, GT]⁷.
4. Veiller à ce que toute personne puisse avoir accès aux traitements existants dans le premier pays de l'Union où ils sont disponibles; à cette fin, améliorer la coopération transfrontière, notamment en ce qui concerne les maladies rares, le cancer, les maladies cardio-vasculaires et les traitements hautement spécialisés, comme les greffes d'organes et le traitement des grands brûlés. Un réseau européen de transplantation et de dons d'organes devrait être mis en place pour tous les patients européens qui ont besoin d'une transplantation. [plénière et GT]
5. Garantir le caractère abordable des soins, grâce à des investissements plus importants dans les soins de santé, en particulier les soins dentaires, y compris la prophylaxie et veiller à ce que des soins dentaires abordables soient accessibles à tous d'ici 15 à 20 ans. [#48, GT]
6. Veiller à ce que les traitements et les médicaments dans l'ensemble de l'Union soient de qualité égale et aient un coût local équitable, notamment en luttant contre la fragmentation actuelle du marché intérieur. [#40, NL3, GT, plénière]
7. Lutter contre la précarité sanitaire en encourageant l'offre de soins dentaires gratuits aux enfants, aux groupes à faibles revenus et aux autres groupes vulnérables, comme les personnes handicapées. Étudier également les conséquences d'un logement de mauvaise qualité sur la santé. [#48, GT]
8. Tenir compte de la dimension internationale de la santé et reconnaître que les médicaments devraient être universellement disponibles, y compris dans les pays les plus pauvres. [NL2]



«Une économie plus forte, justice sociale et emploi»

Introduction

Nous vivons dans des circonstances exceptionnelles et l'Union européenne sera jugée sur les efforts qu'elle déploie pour sortir plus forte des crises actuelles, avec un modèle de croissance plus durable, plus inclusif, plus compétitif et plus résilient. L'invasion de l'Ukraine par la Russie et la pandémie de COVID-19 ont modifié le visage de l'Union. La conférence devra également aborder les conséquences sociales et économiques de cette guerre dans un contexte d'après-pandémie déjà très difficile. Dans le même temps, le changement climatique représente toujours une menace pour l'humanité et aura des répercussions dramatiques sur l'économie et sur nos sociétés. Il ressort clairement des recommandations reçues que les citoyens demandent une action plus forte de l'Union. Les défis transnationaux non résolus, tels que les inégalités, la compétitivité, la santé, le changement climatique, les migrations, la numérisation ou la fiscalité équitable, exigent des solutions européennes appropriées. Il ressort aussi clairement des recommandations et des discussions que nous avons besoin d'une stratégie globale pour garantir un bien-être plus grand aux citoyens européens dans les différents aspects de leur vie. Certains éléments de cette stratégie figurent dans les politiques existantes et peuvent être atteints en tirant pleinement parti du cadre institutionnel existant aux niveaux européen et national; d'autres nécessiteront de nouvelles politiques et, dans certains cas, des modifications des traités. Toutefois, les nouvelles politiques et les modifications des traités devraient être considérées comme des moyens d'améliorer le bien-être et non comme des fins en soi. Il est à la fois possible et nécessaire de redéfinir l'Union de manière à garantir son autonomie stratégique, sa croissance durable, l'amélioration des conditions de vie et de travail et le progrès humain, sans épuiser ni détruire les ressources de notre planète, dans le cadre d'un contrat social renouvelé. Ces recommandations visent à atteindre ces objectifs. Il convient de lire les propositions ci-dessous en tenant compte du fait que les citoyens de toute l'Europe ont formulé une diversité de points de vue et de recommandations. C'est cette diversité de points de vue qui est l'un des atouts incomparables de l'Europe.

11. Proposition: Croissance durable et innovation⁸

Objectif: Nous proposons que l'Union soutienne la transition vers un modèle de croissance durable et résilient, prenant en considération les transitions écologique et numérique avec une forte dimension sociale dans le Semestre européen et donnant aux citoyens, aux syndicats et aux entreprises les moyens d'agir. Les indicateurs macroéconomiques conventionnels et le PIB pourraient être complétés par de nouveaux indicateurs afin de répondre aux nouvelles priorités européennes, telles que le pacte vert pour l'Europe ou le socle européen des droits sociaux, et de mieux refléter les transitions écologique et numérique ainsi que le bien-être des personnes. Cet objectif pourrait être atteint grâce aux mesures suivantes:

Mesures:

1. Promouvoir des processus de production plus écologiques par les entreprises, aider les entreprises à trouver les meilleures solutions et fournir des incitations positives et négatives. (PCE 11 et 12), et augmenter la production et la consommation locales (discussions).
2. œuvrer en faveur d'une économie plus durable et circulaire en s'attaquant au problème de l'obsolescence programmée et en garantissant le droit à la réparation (PCE 14).
3. Examiner la gouvernance économique de l'Union et le Semestre européen afin de garantir que les transitions écologique et numérique, la justice sociale et le progrès social vont de pair avec la compétitivité économique, sans ignorer la nature économique et budgétaire du Semestre européen. En outre, il est nécessaire de mieux associer les partenaires sociaux et les collectivités locales et régionales à la mise en œuvre du Semestre européen afin d'en améliorer l'application et la responsabilité (plateforme en ligne, discussions).
4. Lutter contre l'utilisation des emballages / conteneurs en plastique à usage unique (PCE 12).
5. Étendre l'utilisation de la technologie européenne et en faire une alternative viable à la technologie étrangère (discussions).
6. Promouvoir la recherche dans de nouveaux matériaux et de nouvelles technologies, ainsi que l'utilisation innovante des matériaux existants, tout en veillant à éviter une duplication des efforts de recherche (PCE 9, NL 1).
7. Examiner la question de la durabilité, du caractère abordable et de l'accessibilité de l'énergie, compte tenu de la précarité énergétique et de la dépendance à l'égard des pays tiers, en augmentant la part de l'énergie produite de manière durable (PCE 10, LT 3, IT 1.1).
8. Sensibiliser les entreprises et les citoyens à adopter un comportement plus durable et à garantir une transition juste, fondée sur le dialogue social et des emplois de qualité (PCE 12 et plateforme en ligne).
9. Inclure des normes ambitieuses en ce qui concerne le social, le travail et la santé, notamment en matière de santé et de sécurité au travail, dans les nouveaux accords commerciaux de l'Union. (LT8)

12. Proposition: Renforcer la compétitivité de l'Union et poursuivre l'approfondissement du marché unique⁹

Objectif: Nous proposons de renforcer la compétitivité et la résilience de l'économie, du marché unique et de l'industrie de l'Union européenne et de remédier aux dépendances stratégiques. Nous devons promouvoir une culture entrepreneuriale dans l'Union, dans laquelle les entreprises innovantes de toutes tailles, en particulier les micro, petites et moyennes entreprises ainsi que les jeunes pousses, sont encouragées et peuvent prospérer afin de contribuer à des sociétés plus résilientes et plus solidaires. Il est nécessaire de disposer d'une économie de marché forte et viable pour faciliter la vision d'une Europe plus sociale. Cet objectif pourrait être atteint grâce aux mesures suivantes:

Mesures:

1. Élaborer une vision claire de l'économie européenne et mettre à profit les atouts, la qualité et la diversité de l'Europe, tout en tenant compte des différences économiques et autres entre les États membres, et promouvoir la coopération et la concurrence entre les entreprises. (NL 1 & 2)
2. Consolider ce qui a été fait en ce qui concerne la monnaie unique et l'interconnexion des systèmes de paiement et des télécommunications. (IT 4.a.2)
3. Réduire la normalisation des produits et reconnaître les spécificités locales et régionales en matière culturelle et de production (respect des traditions de production). (IT 2.2)
4. Renforcer la convergence sociale et économique vers le haut au sein du marché unique, en achevant les initiatives existantes telles que l'union bancaire et l'union des marchés des capitaux et en mettant en œuvre une réforme tournée vers l'avenir de notre Union économique et monétaire (discussions).
5. Promouvoir des politiques en faveur d'une base industrielle solide et de l'innovation dans les technologies clés génériques, ainsi qu'une politique climatique tournée vers l'avenir, associée à une compétitivité industrielle dotée d'une forte dimension sociale, fondée sur le dialogue social et des relations industrielles qui fonctionnent bien (discussions).
6. Dans toutes les nouvelles initiatives, accorder une attention particulière aux PME, qui constituent l'épine dorsale de notre économie. Le principe «penser en priorité aux PME» doit être respecté dans toutes les propositions législatives de l'Union et le test PME devrait être renforcé dans les analyses d'impact de la Commission, conformément à des principes clairs, tout en respectant pleinement les normes sociales et environnementales et les droits des consommateurs (discussions).
7. Garantir la participation des PME aux demandes de financement, aux appels d'offres et aux réseaux, avec le moins d'efforts administratifs possible. L'accès au financement pour les PME ayant des projets d'innovation à haut risque devrait être développé davantage par des entités telles que le Conseil européen de l'innovation et la Banque européenne d'investissement (discussions).
8. Créer un meilleur cadre pour les investissements dans la R&I, afin de mettre en place des modèles d'entreprise plus durables et plus riches en biodiversité (PCE 10, 11 et 14); mettre l'accent sur la technologie et l'innovation en tant que moteurs de la croissance. (IT 1.3)
9. Promouvoir les performances économiques collectives grâce à une industrie autonome et compétitive. (FR3)

Conférence sur l'avenir de l'Europe | RAPPORT SUR LES RÉSULTATS FINAUX

10. Recenser et développer les secteurs stratégiques, y compris l'espace, la robotique et l'IA. (FR 3 & 9)
11. Investir dans l'économie du tourisme et de la culture, en valorisant également les nombreuses petites destinations en Europe. (IT 1.2)
12. Assurer la sécurité de l'approvisionnement en diversifiant les sources d'intrants / matières premières et en augmentant la fabrication de biens essentiels en Europe, tels que la santé, l'alimentation, l'énergie, la défense et les transports. (FR 9, LT 1, IT 1.4)
13. Promouvoir la numérisation des entreprises européennes, par exemple au moyen d'un tableau de bord spécifique permettant aux entreprises de comparer leur degré de numérisation, dans le but général d'accroître leur compétitivité. (DE 2.1)
14. Promouvoir la cohésion numérique afin de contribuer à la cohésion économique, sociale et territoriale telle que définie dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (discussions).
15. Renforcer la coopération transfrontalière afin de renforcer la cohésion et la résilience à l'intérieur et à l'extérieur des régions, en encourageant le mécanisme transfrontalier européen et des outils similaires (discussions).
16. Renforcer et promouvoir les possibilités de formation transfrontalière afin de mettre à niveau les compétences de la main-d'œuvre européenne et d'accroître la compétitivité, tout en renforçant les compétences des citoyens dans le domaine économique. (DE 2.2, LT7). Promouvoir les échanges entre les travailleurs en Europe par l'intermédiaire d'un centre européen pour l'emploi; (IT 6.1) encourager les jeunes à étudier des matières scientifiques. (IT 1.5)
17. Réduire, lorsqu'elle n'est pas essentielle, la bureaucratie (autorisations, certifications). (IT 2.1)
18. Lutter contre la contrefaçon et la concurrence déloyale. (IT 2.4)
19. Garantir une plus grande participation des jeunes pousses et des PME aux projets d'innovation, car cela renforce leur force d'innovation, leur compétitivité et leur mise en réseau (plateforme en ligne, discussions).
20. La consolidation et la protection du marché unique devraient rester une priorité; les mesures et initiatives prises aux niveaux national et de l'Union ne devraient pas porter préjudice au marché unique et devraient contribuer à la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux (discussions).
21. Les nouvelles initiatives stratégiques de l'Union devraient faire l'objet d'un «contrôle de la compétitivité» afin d'analyser leur incidence sur les entreprises et leur environnement commercial (coût de l'activité économique, capacité d'innovation, compétitivité internationale, conditions de concurrence équitables, etc.). Ce contrôle est conforme à l'accord de Paris et aux objectifs de développement durable, y compris l'égalité entre les hommes et les femmes, et ne porte pas atteinte à la protection des droits de l'homme, des droits sociaux et des droits des travailleurs, ni aux normes en matière de protection de l'environnement et des consommateurs. À cet effet, nous proposons également la création d'un organe consultatif européen pour la compétitivité chargé de contrôler la manière dont le contrôle de la compétitivité est réalisé et, en particulier, d'évaluer les effets cumulés de la législation, ainsi que de présenter des propositions visant à améliorer les conditions-cadres appropriées pour la compétitivité des entreprises de l'Union. Cet organe devrait inclure la société civile organisée et les partenaires sociaux dans sa gouvernance; (discussions)

13. Proposition: Des marchés du travail inclusifs¹⁰

Objectif: Nous proposons d'améliorer le fonctionnement des marchés du travail afin qu'ils garantissent des conditions de travail plus équitables et promeuvent l'égalité de genre ainsi que l'emploi, notamment des jeunes et des groupes vulnérables. L'Union, les États membres et les partenaires sociaux doivent s'employer à mettre un terme à la pauvreté des travailleurs, renforcer les droits des travailleurs de plateformes, interdire les stages non rémunérés et garantir une mobilité équitable de la main-d'œuvre dans l'Union. Nous devons promouvoir le dialogue social et les négociations collectives. Nous devons veiller à la mise en œuvre intégrale du socle européen des droits sociaux, y compris ses grands objectifs pertinents pour 2030, aux niveaux européen, national, régional et local dans les domaines de «l'égalité des chances et de l'accès au marché du travail» et des «conditions de travail équitables», tout en respectant les compétences et les principes de subsidiarité et de proportionnalité, et inclure un protocole sur le progrès social dans les traités. Ce faisant, il convient de respecter les traditions nationales et l'autonomie des partenaires sociaux et de coopérer avec la société civile. Cet objectif pourrait être atteint grâce aux mesures suivantes:

Mesures:

1. Veiller à ce que les salaires minimaux légaux garantissent à chaque travailleur une qualité de vie décente et similaire dans tous les États membres. Il convient de définir des critères clairs (par exemple, le coût de la vie, l'inflation, un niveau au-dessus du seuil de pauvreté, le salaire moyen et médian à l'échelon national) à prendre en compte lors de la fixation du niveau des salaires minimaux. Les niveaux des salaires minimaux légaux devraient être réexaminés régulièrement à la lumière de ces critères afin de s'assurer de leur adéquation. Une attention particulière devrait être accordée à la mise en œuvre efficace de ces règles et à la surveillance et au suivi de l'amélioration du niveau de vie. Dans le même temps, la négociation collective devrait être renforcée et encouragée dans l'ensemble de l'Union (PCE 1 et 30; DE 4.2; plateforme en ligne).
2. Faire le point et renforcer encore la mise en œuvre de la directive sur le temps de travail (directive 2003/88/CE) et d'autres actes législatifs pertinents qui garantissent un équilibre sain entre vie professionnelle et vie privée, tout en envisageant de nouvelles politiques nationales dans ce domaine (PCE 2).
3. Introduire ou renforcer la législation existante en matière de «travail intelligent», et inciter les entreprises à promouvoir ce nouveau mode de travail. (PCE 7) L'Union devrait garantir le droit à la déconnexion, faire davantage pour s'attaquer à la fracture numérique sur le lieu de travail et évaluer les implications du travail à distance sur la santé, le temps de travail et la performance des entreprises. Il est nécessaire de garantir une numérisation équitable, fondée sur les droits de l'homme, l'amélioration des conditions de travail et la négociation collective (discussions).
4. Intégrer les politiques de l'emploi au niveau de l'Union, où les politiques actives du marché du travail restent centrales et de plus en plus coordonnées (IT 6.2), tandis que les États membres se concentrent sur la poursuite de leurs efforts de réforme afin de créer des conditions favorables à la création d'emplois de qualité (discussions).
5. Prendre des mesures afin de garantir que les droits sociaux sont pleinement protégés et priment sur les libertés économiques en cas de conflit, y compris en introduisant un protocole sur le progrès social dans les traités (plateforme en ligne, discussions).
6. Garantir l'égalité de genre, conformément à la stratégie de l'UE en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes 2020-2025. L'Union devrait continuer à mesurer l'égalité de genre au moyen d'un indice d'égalité de genre (attitudes, écart salarial,

Conférence sur l'avenir de l'Europe | RAPPORT SUR LES RÉSULTATS FINAUX

- emploi, leadership, etc.), assurer un suivi annuel de la stratégie, faire preuve de transparence en ce qui concerne les résultats obtenus, encourager le partage d'expertise et de bonnes pratiques, et mettre en place un éventuel mécanisme direct de retour d'informations des citoyens (par exemple, un médiateur) (PCE 28; IT 5.a.1). Il est nécessaire de remédier à l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes et d'introduire des quotas pour les postes d'encadrement supérieur. Les femmes entrepreneurs devraient bénéficier d'un soutien accru dans l'environnement des entreprises, de même que les femmes dans les domaines des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (discussions).
7. Promouvoir l'emploi des jeunes, entre autres au moyen d'une aide financière aux entreprises, mais aussi en apportant aux employeurs et aux travailleurs un soutien supplémentaire (NL 4) et un soutien aux jeunes entrepreneurs et aux jeunes travailleurs indépendants, par exemple à travers des outils éducatifs et des cours (discussions).
8. Promouvoir l'emploi des groupes défavorisés (NL 4), en particulier pour les personnes handicapées (plateforme en ligne).
9. Promouvoir l'emploi et la mobilité sociale afin que les personnes aient toutes les chances d'épanouissement personnel et d'autodétermination. (IT 5.a.4 et IT 6.1) Il pourrait y avoir une stratégie à long terme afin de garantir que toute personne, quelle qu'elle soit, dans notre société, possède les compétences adéquates pour trouver un emploi et faire fructifier son talent, en particulier la jeune génération (discussions). Il est important d'investir dans des compétences adaptées à l'évolution des besoins du marché du travail et de promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie au moyen, entre autres, d'un programme d'échange à tous les stades de la vie, et de garantir le droit à l'apprentissage tout au long de la vie et le droit à la formation. (FR 6; DE 4.1) À cette fin, il est nécessaire de renforcer la coopération entre les entreprises, les syndicats et les prestataires de services d'enseignement et de formation professionnels (discussions).

14. Proposition: Des politiques sociales plus fortes¹¹

Objectif: Nous proposons de réduire les inégalités, de lutter contre l'exclusion sociale et la pauvreté. Nous devons mettre en place une stratégie globale de lutte contre la pauvreté qui pourrait comprendre, entre autres, un renforcement de la garantie pour l'enfance et de la garantie pour la jeunesse, l'introduction de salaires minimaux, un cadre européen commun pour les régimes de revenu minimum et des logements sociaux décents. Nous devons veiller à la mise en œuvre intégrale du socle européen des droits sociaux, y compris ses grands objectifs pertinents pour 2030, aux niveaux européen, national, régional et local dans les domaines de «la protection et de l'inclusion sociales», tout en respectant les compétences respectives et les principes de subsidiarité et de proportionnalité, et inclure un protocole sur le progrès social dans les traités. Cet objectif pourrait être atteint grâce aux mesures suivantes:

Mesures:

1. Renforcer les compétences de l'Union en matière de politiques sociales et proposer une législation harmonisée pour l'ensemble de l'Union, visant à promouvoir les politiques sociales et à garantir l'égalité des droits, y compris en matière de santé, qui tienne compte des réglementations adoptées et des exigences minimales sur l'ensemble du territoire. (PCE 19 & 21) L'Union pourrait soutenir et compléter les politiques des États membres, entre autres en proposant un cadre commun visant à garantir un revenu minimum afin que personne ne soit laissé pour compte. Ces actions devraient être menées dans le cadre de la mise en œuvre intégrale du socle européen des droits sociaux et de son plan d'action (discussions).
2. Ne pas faire de compromis sur les droits sociaux (santé publique, éducation publique, politiques du travail). (IT 4.a.1)
3. Promouvoir la recherche en matière sociale et en matière de santé dans l'UE, en suivant des lignes prioritaires considérées comme présentant un intérêt public et approuvées par les États membres, et prévoir un financement approprié. Cet objectif pourrait être en partie réalisé en renforçant la coopération entre les domaines d'expertise, les pays et les centres d'études (universités, etc.) (PCE 20).
4. Accorder l'accès aux services médicaux à toutes les personnes âgées de moins de 16 ans dans l'ensemble de l'UE si ces services ne sont pas disponibles dans le contexte national (discussions).
5. Veiller à ce que l'UE, conjointement avec les partenaires sociaux et les gouvernements nationaux, soutienne un accès ciblé à des logements sociaux décents pour les citoyens, en fonction de leurs besoins spécifiques; l'effort financier devrait être partagé entre les bailleurs de fonds privés, les propriétaires, les bénéficiaires de logements, les gouvernements des États membres aux niveaux central et local et l'Union européenne (PCE 25).

15. Proposition: Transition démographique¹²

Objectif: nous proposons de relever les défis découlant de la transition démographique, composante critique de la résilience globale de l'Europe, en particulier les faibles taux de natalité et le vieillissement constant de la population, en assurant un soutien aux personnes tout au long de leur vie. Il devrait s'agir d'une action globale destinée à toutes les générations, des enfants et des jeunes jusqu'aux familles, à la population en âge de travailler, aux personnes âgées encore prêtes à travailler ainsi qu'aux personnes à la retraite ou nécessitant des soins. Cet objectif pourrait être atteint grâce aux mesures suivantes:

Mesures:

1. Garantir des services de garde d'enfants de qualité, abordables et accessibles dans toute l'Union, afin que les mères et les pères puissent concilier en toute confiance leur vie professionnelle et leur vie familiale. Le cas échéant, cela pourrait inclure des possibilités de garde d'enfants sur le lieu de travail ou à proximité de celui-ci. Dans certains États membres, des gardes d'enfants la nuit sont également disponibles, ce qui devrait servir d'exemple. En outre, ces mesures pourraient s'accompagner de mesures de soutien telles que des taux réduits de TVA sur les équipements nécessaires aux enfants. Il est essentiel de prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale des enfants. (PCE 22 et 26) Renforcer la garantie pour l'enfance, en garantissant l'accès des enfants dans le besoin à des services tels que l'éducation et la garde d'enfants, les soins de santé, la nutrition et le logement, pourrait être un instrument pour y parvenir (plateforme en ligne, discussions).
2. Mettre en place un soutien spécifique et une protection du travail pour les jeunes. Les mesures s'adressant à la population en âge de travailler devraient comprendre l'accès aux connaissances pour les mères et les pères lors de leur retour au travail (PCE 22). Renforcer la garantie pour la jeunesse pourrait être un instrument pour améliorer l'accès des jeunes de moins de 30 ans à une offre de bonne qualité portant sur un emploi, un enseignement continu, un apprentissage ou un stage. (discussions)
3. Promouvoir le droit à la libre circulation de l'éducation au sein de l'Union, notamment par la reconnaissance mutuelle des diplômes, des grades, des compétences et des qualifications. (discussions)
4. Améliorer la législation et sa mise en œuvre afin d'apporter un soutien aux familles dans tous les États membres, par exemple en ce qui concerne le congé parental ainsi que les allocations de naissance et de garde d'enfants. (PCE 26 et IT 5.a.1) Le logement joue un rôle crucial dans le soutien aux familles et devrait être abordé (plateforme en ligne, discussions).
5. Prendre des mesures pour garantir que toutes les familles bénéficient des mêmes droits familiaux dans tous les États membres. Cela devrait inclure le droit au mariage et à l'adoption. (PCE 27)
6. Promouvoir un âge de départ à la retraite flexible en tenant compte de la situation spécifique des personnes âgées. Lors de la détermination de l'âge de départ à la retraite, il convient de différencier en fonction de la profession et, partant, de prendre en compte un travail particulièrement exigeant, tant mental que physique. (PCE 21 et IT 5.a.1)
7. Prévenir la pauvreté des personnes âgées en introduisant des pensions minimales. Ces niveaux minimaux devraient tenir compte du niveau de vie, du seuil de pauvreté et du pouvoir d'achat dans l'État membre concerné. (PCE 21)
8. Garantir une aide sociale et des soins de santé appropriés aux personnes âgées. Ce faisant, il est important de s'intéresser à la fois aux services de soins de proximité et aux soins résidentiels. De même, les mesures doivent tenir compte à la fois des

- bénéficiaires de soins et des prestataires de soins. (PCE 23)
9. Assurer le développement durable et la résilience démographique des régions en retard de développement afin de les rendre plus dynamiques et attrayantes, y compris par l'intermédiaire de la politique de cohésion. (plateforme en ligne et discussions)
10. Prendre des mesures coordonnées au niveau européen pour collecter des données ventilées par facteurs tels que le genre et analyser les tendances démographiques, partager les meilleures pratiques et les connaissances et aider les États membres à élaborer et à mettre en œuvre des politiques adéquates, y compris en créant un organe de l'UE spécialisé dans ce domaine. (plateforme en ligne et discussions).

16. Proposition: Politiques budgétaires et fiscales13

Objectif: nous proposons que l'Union encourage les investissements tournés vers l'avenir mettant l'accent sur les transitions écologique et numérique dotées d'une forte dimension sociale et de genre, en tenant compte des exemples de Next Generation EU et de l'instrument européen de soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence (SURE). L'Union doit tenir compte de l'impact social et économique de la guerre contre l'Ukraine et du lien entre sa gouvernance économique et le nouveau contexte géopolitique, en renforçant son propre budget au moyen de nouvelles ressources propres. Les citoyens veulent que la fiscalité se détourne des citoyens et des PME et cible les fraudeurs fiscaux, les grands pollueurs et taxe les géants du numérique, tout en souhaitant que l'Union soutienne la capacité des États membres et des autorités locales à se financer et à utiliser les fonds de l'Union. Cet objectif devrait être atteint grâce aux mesures suivantes:

Mesures:

1. Harmoniser et coordonner les politiques fiscales au sein des États membres de l'Union afin de prévenir la fraude et l'évasion fiscales, d'éviter les paradis fiscaux au sein de l'Union et de cibler la délocalisation au sein de l'Europe, notamment en veillant à ce que les décisions en matière fiscale puissent être prises à la majorité qualifiée au sein du Conseil de l'UE. D'autre part, il existe des recommandations des panels de citoyens selon lesquelles la fiscalité relève de la compétence des différents pays, qui ont leurs propres objectifs et circonstances. (PCE 13 et 31, IT 4.b.3, NL 2.3)
2. Promouvoir la coopération entre les États membres de l'UE afin de garantir que toutes les entreprises de l'UE paient leur juste part d'impôts; introduire une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés (ACIS) ou un taux effectif minimum. (NL 3)
3. Veiller à ce que les entreprises paient des impôts là où les bénéfices sont réalisés. (PCE 13)
4. Veiller à ce que la politique fiscale soutienne l'industrie européenne et prévienne les pertes d'emplois en Europe. (PCE 13 et 31)
5. Examiner plus en détail la possibilité d'emprunts communs au niveau de l'Union, en vue de créer des conditions d'emprunt plus favorables, tout en maintenant des politiques budgétaires responsables au niveau des États membres. (LT 9)
6. Renforcer la surveillance de l'absorption et de l'utilisation des fonds de l'Union, y compris au niveau local et municipal. (LT 10)



«L'UE dans le monde»

17. Proposition: Réduire la dépendance de l'UE à l'égard des acteurs étrangers dans les secteurs stratégiques d'un point de vue économique

Objectif: Nous proposons à l'UE de prendre des mesures pour renforcer son autonomie dans des secteurs stratégiques clés tels que les produits agricoles, les biens économiques stratégiques, les semi-conducteurs, les produits médicaux, les technologies numériques et environnementales innovantes et l'énergie, à travers les mesures suivantes:

Mesures:

1. La promotion des activités de recherche, de développement et d'innovation et la collaboration entre les partenaires publics et privés dans ce domaine.
2. Le maintien d'un programme ambitieux de négociations commerciales qui puisse contribuer à renforcer la résilience et la diversification des chaînes d'approvisionnement, en particulier pour les matières premières, tout en partageant les avantages du commerce de manière plus équitable et avec davantage de partenaires, limitant ainsi notre exposition et notre dépendance à l'égard d'un petit nombre de fournisseurs qui peuvent présenter un risque¹⁴.
3. Une plus grande résilience des chaînes d'approvisionnement de l'UE en favorisant les investissements dans les secteurs stratégiques dans l'Union, en stockant les productions et les dispositifs critiques et en diversifiant les sources d'approvisionnement en matières premières critiques.
4. De nouveaux investissements dans l'achèvement du marché intérieur et la création de conditions de concurrence équitables pour rendre plus attrayants la production et l'achat de ces articles dans l'Union européenne.
5. Un soutien qui permette que ces produits soient disponibles et abordables pour les consommateurs européens et qui aide à réduire les dépendances vis-à-vis de l'extérieur, en recourant par exemple à des politiques structurelles et régionales, à des allègements fiscaux, à des subventions, à des investissements dans les infrastructures et la recherche, stimulant la compétitivité des PME, ainsi qu'à des programmes d'éducation afin de maintenir en Europe les compétences et les emplois correspondants, qui sont pertinents pour garantir les besoins fondamentaux¹⁵.
6. Un programme européen de soutien aux petits producteurs locaux de secteurs stratégiques de tous les États membres¹⁶, en recourant davantage aux programmes et aux instruments financiers de l'UE, tels qu'InvestEU.
7. Une meilleure coopération entre les États membres pour gérer la gestion des risques liés à la chaîne d'approvisionnement.¹⁷

18. Proposition: Réduire la dépendance de l'UE à l'égard des acteurs étrangers dans le domaine de l'énergie

Objectif: Nous proposons que l'UE parvienne à une plus grande autonomie en matière de production et d'approvisionnement en énergie, dans le contexte de la transition écologique en cours, à travers les mesures suivantes:

Mesures:

1. L'adoption d'une stratégie destinée à la rendre plus autonome dans sa production d'énergie. Un organisme européen devrait intégrer les agences européennes de l'énergie existantes, coordonner le développement des énergies renouvelables et promouvoir le partage des connaissances¹⁸.
2. Un soutien actif aux projets de transport public et d'efficacité énergétique, à un réseau ferroviaire européen à grande vitesse de transport de marchandises, à l'élargissement de la fourniture d'énergie propre et renouvelable (notamment l'énergie solaire et l'énergie éolienne), aux technologies de substitution (comme l'hydrogène ou la valorisation énergétique des déchets), ainsi qu'au passage, dans les zones urbaines, d'une culture de la voiture individuelle à une culture des transports publics, du partage de voitures électriques et du vélo¹⁹.
3. La garantie d'une transition juste et équitable, en soutenant en particulier les citoyens vulnérables, qui rencontrent les plus grandes difficultés dans la transition vers la neutralité climatique et qui souffrent déjà d'une hausse des prix de l'énergie en raison de la dépendance énergétique et du triplement récent des prix de l'énergie.
4. Une collaboration accrue en matière d'évaluation de l'utilisation de l'énergie nucléaire dans le cadre de la transition écologique en cours vers les énergies renouvelables en Europe, en examinant les questions collectives qu'elle pourrait résoudre ou créer, étant donné qu'elle est encore utilisée par de nombreux États membres²⁰.
5. La coopération avec les partenaires internationaux pour les engager à atteindre des objectifs plus ambitieux en matière de lutte contre le changement climatique dans différentes enceintes internationales, dont le G7 et le G20.
6. L'établissement d'un lien entre le commerce extérieur et les mesures de politique en matière de changement climatique (par exemple, en lançant un train de mesures d'investissement en faveur de technologies et d'innovations respectueuses du climat, y compris des programmes de financement)²¹.
7. Des achats communs d'énergie importée et des partenariats énergétiques durables, afin de réduire la dépendance de l'Europe à l'égard des importations d'énergie, notamment dans le domaine du gaz et du pétrole, et de développer les sources d'énergie intérieures de l'UE.

19. Proposition: Définir des normes à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE dans les relations commerciales et d'investissement

Objectif: Nous proposons que l'UE renforce la dimension éthique de ses relations commerciales et d'investissement, à travers les mesures suivantes:

Mesures:

1. La préservation et la réforme de notre architecture commerciale internationale multilatérale fondée sur des règles, et le partenariat avec des démocraties partageant les mêmes idées.
2. Une législation de l'UE efficace et proportionnée visant à garantir que les normes de travail décent sont pleinement appliquées tout au long des chaînes de valeur mondiales, y compris dans les processus de production et d'approvisionnement de l'UE, et que les biens importés respectent les normes qualitatives éthiques, le développement durable et les normes en matière de droits de l'homme, y compris les droits des travailleurs et des syndicats, en proposant une certification pour les produits conformes à cette législation européenne²² et en s'engageant dans un processus de dialogue à l'échelle de l'UE qui vise à informer et à éduquer sur les effets environnementaux et éthiques des changements stratégiques dans le commerce international.
3. Des restrictions à l'importation et la vente de produits en provenance de pays autorisant le travail forcé et le travail des enfants, une liste noire régulièrement mise à jour des entreprises et la sensibilisation des consommateurs au travail des enfants au moyen d'informations publiées par les canaux officiels de l'UE²³.
4. Le suivi et l'application des chapitres sur le commerce et le développement durable exécutoires dans les accords de libre-échange de l'UE, y compris la possibilité d'un mécanisme fondé sur des sanctions en dernier ressort.
5. La réforme du système de préférences généralisées (SPG) de l'UE afin d'y inclure des dispositions strictes en matière de conditionnalité et des processus efficaces et adaptés de suivi, d'établissement de rapports et de dialogue afin d'améliorer l'incidence que le SPG peut avoir sur le commerce, les droits de l'homme et le développement dans les pays partenaires, avec la possibilité de retirer les préférences commerciales en cas de non-conformité.

20. Proposition: Définir des normes à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE en matière de politiques environnementales

Objectif: Nous proposons que l'UE renforce la dimension environnementale de ses relations commerciales, à travers les mesures suivantes:

Mesures:

1. L'harmonisation et le renforcement de l'étiquetage écologique et l'affichage obligatoire d'un indicateur d'impact environnemental européen (écoscore) sur tous les produits de consommation. L'écoscore serait calculé en fonction des émissions dues à la production et au transport ainsi qu'en fonction de la nocivité du contenu, sur la base d'une liste de produits dangereux. L'écoscore devrait être géré et contrôlé par une autorité européenne²⁴.
2. Des normes environnementales plus élevées pour l'exportation de déchets ainsi que des contrôles plus stricts et des sanctions afin de mettre fin aux exportations illégales. L'Union devrait inciter les États membres à recycler leurs propres déchets et à les utiliser pour produire de l'énergie²⁵.
3. La définition d'un objectif d'élimination des emballages polluants par la promotion d'emballages moins polluants ou d'emballages plus respectueux de l'environnement²⁶ et la mise en place de partenariats avec les pays en développement, en apportant un soutien à leurs infrastructures et en envisageant des accords commerciaux mutuellement bénéfiques, afin de les aider dans leur transition vers des sources d'énergie écologiques²⁷.
4. La possibilité de récompenser les pays qui appliquent des normes de durabilité élevées en leur offrant un accès supplémentaire au marché de l'UE pour leurs biens et services durables, soit unilatéralement au moyen du système de préférences généralisées SPG+, soit bilatéralement au moyen d'accords commerciaux négociés, soit multilatéralement au moyen d'initiatives au sein de l'Organisation mondiale du commerce.

21. Proposition: Prise de décision et cohésion au sein de l'Union

Objectif: Nous proposons que l'UE améliore sa capacité à prendre des décisions rapides et efficaces dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) en s'exprimant d'une seule voix et en agissant en tant qu'acteur véritablement mondial, de manière à afficher un rôle positif dans le monde et en faisant la différence en réaction à toute crise, notamment:

Mesures:

1. En veillant à ce que, notamment en matière de PESC, les questions actuellement prises à l'unanimité le soient normalement à la majorité qualifiée²⁸.
2. En fondant la coopération en matière de politique de sécurité et de défense sur la boussole stratégique récemment approuvée et en utilisant la facilité européenne pour la paix²⁹.
3. En renforçant le rôle du haut représentant pour faire en sorte que l'UE parle d'une seule voix³⁰.
4. En convenant d'une vision forte et d'une stratégie commune pour consolider

Conférence sur l'avenir de l'Europe | RAPPORT SUR LES RÉSULTATS FINAUX

l'unité et la capacité de décision de l'UE afin de préparer l'Union à de nouveaux élargissements³¹.

5. En ratifiant plus rapidement les accords commerciaux récemment conclus, sans renoncer à un examen et à une discussion appropriés.

22. Proposition: Transparence de l'UE et de ses relations avec les citoyens

Objectif: Nous proposons que l'UE, en particulier dans le cadre de ses actions au niveau international, y compris ses négociations commerciales, renforce son accessibilité pour les citoyens en améliorant l'information, l'éducation, la participation des citoyens et la transparence de son action, notamment par:

Mesures:

1. Le renforcement des liens avec les citoyens et les institutions locales afin d'améliorer la transparence, d'atteindre les citoyens et de mieux communiquer et se concerter avec eux sur les initiatives concrètes de l'UE au niveau international³².
2. Une plus forte participation des citoyens à la politique internationale de l'UE et des événements de participation directe des citoyens, comme la conférence sur l'avenir de l'Europe, organisés aux niveaux national, local et européen³³ et avec la participation active de la société civile organisée³⁴.
3. Le soutien total de toutes les parties prenantes concernées aux citoyens qui choisissent de participer à des organisations de la société civile organisée, comme cela a été le cas avec la COVID-19 et l'Ukraine.
4. L'allocation d'un budget spécifique à la mise au point de programmes éducatifs sur le fonctionnement de l'UE et ses valeurs, qu'elle pourrait proposer aux États membres qui le souhaitent, afin qu'ils puissent les intégrer dans leurs programmes d'études (primaire, secondaire et universitaire). En outre, un cours spécifique sur l'Union et son fonctionnement pourrait être proposé aux étudiants qui souhaitent étudier dans un autre pays européen grâce au programme Erasmus. Les étudiants qui choisissent ce cours seraient prioritaires pour bénéficier desdits programmes Erasmus.
5. L'amélioration de la stratégie médiatique de l'UE par une plus grande visibilité dans les médias sociaux et par une promotion active de son contenu; la promotion de l'innovation en améliorant l'accessibilité de la présence de l'UE dans les médias sociaux³⁵.

23. Proposition: L'UE en tant qu'acteur de premier plan sur la scène mondiale dans le domaine de la paix et de la sécurité

Objectif: Nous proposons que l'UE continue d'agir pour promouvoir le dialogue et garantir la paix et un ordre international fondé sur des règles³⁶, en renforçant le multilatéralisme et en s'appuyant sur les initiatives de paix de l'UE de longue date qui ont contribué à l'attribution du prix Nobel en 2012, tout en renforçant sa sécurité commune, à travers les mesures suivantes³⁷:

Mesures:

1. Des forces armées communes, utilisées à des fins d'autodéfense et destinées à prévenir toute action militaire agressive de quelque nature que ce soit, ayant la capacité de fournir une assistance en temps de crise, y compris en cas de catastrophe naturelle. Hors des frontières européennes, elles pourraient être déployées dans des circonstances exceptionnelles, de préférence en vertu d'un mandat légal du Conseil de sécurité des Nations unies et donc dans le respect du droit international³⁸, sans faire concurrence à l'OTAN ni faire double emploi avec elle et en respectant les différentes relations nationales avec l'OTAN; à cet égard, une évaluation des relations de l'UE avec l'OTAN devrait être réalisée dans le contexte du débat sur l'autonomie stratégique de l'UE.
2. Un rôle de premier plan dans la mise en place de l'ordre de sécurité mondial après la guerre en Ukraine, sur la base de la boussole stratégique de l'UE récemment adoptée.
3. La protection de sa recherche stratégique et de ses capacités dans des secteurs prioritaires tels que le secteur spatial, la cybersécurité, le secteur médical et l'environnement³⁹.
4. Le renforcement des capacités opérationnelles nécessaires pour assurer l'efficacité de la clause d'assistance mutuelle prévue à l'article 42, paragraphe 7, du traité sur l'Union européenne, qui garantit une protection adéquate de l'UE à tout État membre attaqué par un pays tiers.
5. Une réflexion sur la manière de lutter contre la désinformation et la propagande de manière objective et factuelle.

24. Proposition: L'UE en tant qu'acteur de premier plan sur la scène mondiale dans l'établissement de relations

Objectif: Nous proposons que l'UE, dans ses relations avec les pays tiers:

Mesures:

1. Utilise davantage son poids politique et économique collectif, en parlant d'une seule voix et en agissant de manière unie, sans que certains États membres ne divisent l'Union par des interventions bilatérales inappropriées⁴⁰.
2. Renforce sa capacité à sanctionner les États, les gouvernements, les entités, les groupes ou les organisations ainsi que les personnes qui ne respectent pas ses principes, accords et lois fondamentaux, et veille à ce que les sanctions qui existent déjà soient rapidement mises en œuvre et appliquées. Les sanctions infligées à des pays tiers devraient être proportionnées à l'action qui les a déclenchées, être

Conférence sur l'avenir de l'Europe | RAPPORT SUR LES RÉSULTATS FINAUX

- effectives et être appliquées en temps opportun⁴¹.
3. Promeuve un commerce durable et fondé sur des règles tout en ouvrant de nouvelles possibilités d'échanges et d'investissements pour les entreprises européennes. Si les accords bilatéraux de commerce et d'investissement sont essentiels pour promouvoir la compétitivité européenne, des normes et des règles sont nécessaires pour garantir des conditions de concurrence équitables. L'UE doit rester un partenaire actif et fiable en négociant, en concluant et en mettant en œuvre des accords commerciaux qui fixent également des normes élevées en matière de durabilité.
 4. Conclue les principaux accords de coopération internationale en représentant l'Union européenne plutôt que les pays à titre individuel⁴².
 5. Réforme la politique de l'UE en matière de commerce et d'investissement afin de relancer le multilatéralisme mondial, les objectifs étant la création d'emplois décents et la protection des droits humains fondamentaux, y compris les droits des travailleurs et les droits syndicaux, la préservation de l'environnement et de la biodiversité ainsi que le respect de l'accord de Paris sur le changement climatique, la garantie de services publics de qualité, et le renforcement de la base industrielle de l'Europe. L'UE devrait contribuer à une relance du multilatéralisme mondial, par une réforme profonde fondée sur la démocratie et la paix, la solidarité et le respect des droits de l'homme, des droits sociaux et environnementaux, ainsi qu'un rôle renforcé pour l'OIT.
 6. Inclue la lutte contre la traite des êtres humains et l'immigration irrégulière, ainsi que la coopération dans le cadre d'éventuelles opérations de retour, dans les accords de coopération et d'investissement avec les pays tiers.
 7. Mette en place des partenariats avec les pays en développement afin de soutenir leurs infrastructures et en envisageant des accords commerciaux mutuellement bénéfiques, afin de les aider dans leur transition vers des sources d'énergie écologiques⁴³.
 8. Élabore une politique plus efficace et unie à l'égard des régimes autoritaires et hybrides et développe des partenariats avec les organisations de la société civile de ces pays.
 9. Augmente les ressources des missions d'observation électorale de l'UE.
 10. Offre une perspective d'adhésion crédible aux pays candidats et candidats potentiels afin de favoriser la paix et la stabilité en Europe et d'apporter la prospérité à des millions d'Européens⁴⁴.

REMARQUE: Plusieurs membres du groupe de travail estiment que les propositions «Réduire la dépendance de l'UE à l'égard des acteurs étrangers dans le domaine de l'énergie» et «Transparence de l'UE et de ses relations avec les citoyens», en particulier, relèvent d'autres groupes de travail. Certains membres ont souhaité évoquer, outre le vote à la majorité qualifiée, d'autres solutions que l'unanimité au Conseil, comme la géométrie variable, les clauses de non-participation et la coopération renforcée. Certains membres du groupe de travail ont plaidé pour l'usage du terme «durable» plutôt qu'«éthique» dans la proposition «Définir des normes à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE dans les relations commerciales et d'investissement». Il y a une divergence de vues sur la question de savoir si l'adhésion de nouveaux États membres doit continuer à nécessiter l'accord unanime de tous les États membres actuels. Un éventail de vues diverses est apparu quant au degré souhaitable de mise en place de forces armées communes. Deux membres ont évoqué la perspective de l'unité irlandaise dans le cas où l'Irlande du Nord voterait dans ce sens conformément aux dispositions de l'accord du Vendredi Saint et la nécessité que l'Union soit préparée à une telle éventualité.



«Valeurs et droits, état de droit, sécurité»

25. Proposition: État de droit, valeurs démocratiques et identité européenne⁴⁵

Objectif: Faire respecter systématiquement l'état de droit dans tous les États membres, notamment:

Mesures:

1. En garantissant que les valeurs et les principes consacrés dans les traités de l'Union et dans la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne soient non négociables et irréversibles, et constituent des conditions sine qua non au statut de membre et à l'adhésion à l'Union. Les valeurs de l'Union doivent être pleinement respectées dans tous les États membres; elles devraient également faire fonction de norme internationale et représenter un pôle d'attraction au moyen de la diplomatie et du dialogue. L'élargissement de l'Union ne devrait pas porter atteinte à l'acquis de l'Union en ce qui concerne les valeurs fondamentales et les droits des citoyens.⁴⁶
2. En faisant des valeurs européennes une réalité tangible pour les citoyens de l'Union, en particulier grâce à une participation plus interactive et plus directe. À cette fin, la citoyenneté européenne devrait être renforcée, par exemple au moyen d'un statut de citoyen de l'Union assorti de droits et libertés propres aux citoyens, ainsi que d'un statut pour les associations transfrontalières et organisations à but non lucratif européennes. De même, il conviendrait de faire la promotion des valeurs européennes au moyen d'une «mallette d'intégration» comprenant des éléments didactiques et du matériel d'information à l'intention des citoyens. Enfin, il conviendrait de créer une sphère publique européenne regroupant des médias audiovisuels et en ligne grâce à de nouveaux investissements de l'Union, à l'amélioration des plateformes médiatiques existantes et à une aide accrue aux plus de 500 bureaux de liaison européens présents au niveau local.⁴⁷
3. Il importe que la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne soit universellement applicable. En outre, il convient d'organiser des conférences annuelles sur l'état de droit (à la suite du rapport de la Commission sur l'état de droit) rassemblant des délégations de tous les États membres, composées de citoyens, de fonctionnaires, de parlementaires, d'autorités locales, de partenaires sociaux et de la société civile, sélectionnés de manière aléatoire et diversifiée. Il importe aussi de soutenir davantage les organisations, y compris celles de la société civile, qui promeuvent l'état de droit sur le terrain.⁴⁸
4. En appliquant dans les faits le «règlement sur la conditionnalité», en évaluant la portée dudit règlement et d'autres instruments relatifs à l'état de droit, ainsi qu'en envisageant des extensions de leur champ d'application à de nouveaux domaines, quelle que soit leur pertinence pour le budget de l'Union. Toutes les voies juridiques nécessaires, y compris les modifications des traités, devraient être envisagées pour sanctionner les violations de l'état de droit.⁴⁹
5. En favorisant les programmes éducatifs et médiatiques qui placent les valeurs de l'Union au cœur du processus d'intégration des migrants et encouragent les interactions entre les citoyens de l'Union et les migrants, dans l'objectif de permettre une intégration réussie de ces derniers au sein des sociétés de l'Union et de sensibiliser les citoyens de l'Union aux questions liées à la migration.⁵⁰

26. Proposition: Protection des données⁵¹

Objectif: Garantir une politique de traitement des données plus protectrice et davantage au service des citoyens, en particulier.

Mesures:

1. En appliquant intégralement la législation en vigueur en matière de protection des données et en la réexaminant afin d'évaluer la nécessité de mettre en place des mécanismes renforcés de contrôle du respect des règles par les entités traitant des données à caractère personnel, lesquelles relèvent actuellement de la compétence d'autorités nationales indépendantes chargées de la protection des données respectant le principe de subsidiarité. Ces entités devraient être sanctionnées de manière plus stricte que dans le cadre de l'application actuelle de la réglementation, proportionnellement à leur chiffre d'affaires annuel (jusqu'à 4 %), voire par une interdiction de leurs activités, et faire l'objet d'un audit annuel indépendant⁵²⁵³.
2. En donnant un plus grand effet au principe du respect de la vie privée dès la conception ou par défaut, par exemple en évaluant et en élaborant des formulaires de consentement au traitement des données qui soient faciles à comprendre, concis et intuitifs, et qui indiquent clairement ce qui est nécessaire et ce qui ne l'est pas. Les utilisateurs doivent pouvoir donner ou retirer leur consentement au traitement des données d'une manière simple, rapide et permanente.^{54 55}
3. En évaluant et en introduisant des règles plus claires et plus protectrices en matière de traitement des données relatives aux mineurs, éventuellement dans le RGPD de l'Union, notamment par la création d'une catégorie spéciale pour les données sensibles des mineurs et l'harmonisation de l'âge minimal de consentement au sein des États membres. Tandis que l'essentiel de la mise en œuvre des règles en matière de protection de la vie privée et de sensibilisation devrait continuer à relever de la compétence des États membres, notamment grâce à une augmentation des investissements et des ressources au niveau national, l'Union devrait également jouer un rôle plus important, par exemple en créant des compétences européennes en matière d'éducation civique sur la protection des données⁵⁶.
4. En faisant mieux respecter les critères d'éligibilité applicables aux autorités européennes et nationales chargées de la protection des données, en matière de qualifications et d'aptitude, afin de garantir une indépendance maximale de leurs membres.⁵⁷⁵⁸

27. Proposition: Médias, fausses nouvelles, désinformation, vérification des faits, cybersécurité⁵⁹

Objectif: Lutter contre la désinformation par une promotion accrue de l'indépendance et du pluralisme des médias ainsi que par l'éducation aux médias, en particulier.

Mesures:

1. En introduisant une législation visant à lutter contre les menaces qui pèsent sur l'indépendance des médias au moyen de normes minimales applicables dans l'ensemble de l'Union, y compris une révision du modèle économique des médias afin de garantir l'intégrité et l'indépendance du marché européen des médias⁶⁰.
2. En appliquant rigoureusement les règles de l'Union en matière de concurrence dans le secteur des médias afin d'empêcher la création de grands monopoles médiatiques et de garantir le pluralisme et l'indépendance des médias par rapport à toute ingérence indésirable de la sphère politique, du monde des affaires et/ou d'un pays étranger. Un journalisme de qualité, assorti de normes reconnues et élevées en matière d'éthique et d'autorégulation, devrait également être encouragé⁶¹.
3. En établissant un organe de l'Union chargé de la lutte contre la désinformation et l'ingérence ciblées, en améliorant la perception de la situation et en renforçant les organisations de vérification des faits ainsi que les médias indépendants. Les «numéros d'urgence» et les sites, tels qu'Europe Direct, permettant aux citoyens et aux médias nationaux de demander et de recevoir des informations vérifiées sur les stratégies et politiques de l'Union, devraient également faire l'objet d'un soutien accru et d'une promotion plus active.^{62 63}
4. En encourageant l'éducation aux médias et la sensibilisation des citoyens à la désinformation et la propagation non intentionnelle d'infox, notamment par un enseignement scolaire obligatoire. Les États membres devraient également être encouragés à consacrer des ressources humaines et financières adéquates à cette fin.⁶⁴
5. En s'appuyant sur des initiatives existantes, telles que le code de bonnes pratiques contre la désinformation et l'Observatoire européen des médias numériques (EDMO), pour obliger les plateformes en ligne à publier des informations claires sur les algorithmes qu'elles utilisent (en laissant aux utilisateurs le choix d'y consentir ou non) et sur les risques de désinformation auxquels les utilisateurs sont exposés, tout en préservant le droit à la liberté de parole et le droit au respect de la vie privée.^{65 66}

28. Proposition: Médias, fausses nouvelles, désinformation, vérification des faits, cybersécurité (bis)

Objectif: Renforcer le rôle de l'Union dans la lutte contre les menaces de cybersécurité, en particulier.

Mesures:

1. En renforçant l'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité (ENISA) afin de mieux protéger les personnes, les organisations et les institutions face aux atteintes à la cybersécurité et à l'utilisation de l'intelligence artificielle à des fins criminelles. En même temps, il convient de préserver la confidentialité et la protection des données à caractère personnel.^{67 68}
2. En améliorant la coordination des autorités nationales de cybersécurité et en déployant des efforts supplémentaires pour garantir une mise en œuvre effective des règles de l'Union au niveau national.^{69 70}

29. Proposition: Lutte contre la discrimination, égalité et qualité de vie⁷¹

OBJECTIF: Prendre des mesures visant à harmoniser les conditions de vie dans l'ensemble de l'Union et améliorer la qualité de vie socio-économique de ses citoyens, en particulier.

Mesures:

1. En élaborant des indicateurs de qualité de vie transparents comprenant des critères économiques, sociaux et en matière d'état de droit, en consultation avec des experts et les partenaires sociaux, de sorte à établir un calendrier clair et réaliste aux fins de l'élévation des normes sociales et de la mise en place d'une structure socio-économique commune de l'Union, notamment grâce à l'application du socle européen des droits sociaux. Ces mesures devraient être intégrées dans le cadre de gouvernance économique et dans le processus du Semestre européen^{72 73}. satisfaisant entre vie professionnelle et vie privée. Ces investissements devraient être réalisés d'une manière totalement transparente permettant de suivre l'ensemble du processus⁷⁴.
2. En augmentant et en facilitant les investissements publics directs dans les domaines de la santé, de l'éducation, des infrastructures physiques et des soins aux personnes âgées et aux personnes handicapées. Des investissements supplémentaires devraient également viser à garantir aux citoyens un équilibre
3. En encourageant la taxation des grandes entreprises, en luttant contre l'accès aux paradis fiscaux et en supprimant leur existence dans l'Union en vue d'accroître les investissements publics dans des domaines prioritaires tels que l'éducation (bourses d'études, Erasmus) et la recherche. La lutte contre l'évasion fiscale à l'échelle de l'Union devrait également constituer un moyen de lever des fonds au profit d'initiatives financées par les deniers publics^{75 76}.
4. En établissant des critères, à l'échelle de l'Union, en matière de lutte contre la discrimination sur le marché du travail, et en encourageant l'embauche, par des entreprises privées, des personnes qui sont généralement les plus touchées par

la discrimination (notamment les jeunes, les personnes âgées, les femmes et les personnes issues de minorités), y compris grâce à des subventions, et, dans un deuxième temps, à des quotas temporaires. Les partenaires sociaux devraient être étroitement associés à ces démarches. La discrimination en dehors du marché du

travail devrait également être interdite par la loi, et l'égalité encouragée⁷⁷.

5. En garantissant la création et en facilitant l'existence de jardins d'enfants, tant publics que privés, à des prix abordables ainsi que la gratuité des services de garde d'enfants pour ceux qui en ont besoin⁷⁸.

30. Proposition: Droits des animaux, agriculture⁷⁹

Objectif: Prendre des mesures décisives pour promouvoir et garantir une agriculture plus écologique et favorable au climat, en particulier.

Mesures:

1. En fixant des critères minimaux détaillés, mesurables et assortis d'échéances pour la protection des animaux d'élevage, dans le but de garantir des normes de bien-être animal plus élevées conformément à l'introduction d'objectifs de durabilité et sur la base d'une approche intégrée du système alimentaire⁸⁰⁸¹.
2. En instaurant des pénalités financières pour les effets négatifs induits par l'activité agricole (par exemple les émissions de gaz à effet de serre, l'utilisation de pesticides, la consommation excessive d'eau, le transport sur de longues distances, etc.) en fonction de leur incidence sur l'environnement. Les

produits agricoles importés dans l'Union devraient également être évalués sur cette base, y compris par des droits de douane, afin d'éliminer tout avantage concurrentiel découlant de normes environnementales moins strictes⁸².

3. En réduisant les subventions à la production agricole de masse lorsqu'elle ne contribue pas à une transition durable, et en redirigeant ces ressources pour soutenir une agriculture durable sur le plan environnemental, tout en garantissant le caractère abordable des produits alimentaires.⁸³⁸⁴



Conférence sur l'avenir de l'Europe | RAPPORT SUR LES RÉSULTATS FINAUX

«Transformation numérique»

L'Europe doit se placer à l'avant-garde mondiale et fixer les normes en matière de transformation numérique, et elle doit tracer une voie européenne vers une société éthique, centrée sur l'humain, transparente et sûre. L'Europe doit opter pour une approche ambitieuse et exploiter pleinement les possibilités offertes par la numérisation, tout en gérant dans le même temps les risques et les difficultés posées par celle-ci. La numérisation concerne tous les domaines de notre société et doit être systématiquement prise en considération. À cet égard, il a été fait mention de la déclaration européenne sur les droits et principes numériques pour la décennie numérique et il a été suggéré d'envisager pour l'avenir l'éventuelle élaboration d'une charte des droits numériques.

L'agression russe en Ukraine ne fait que confirmer de nombreux éléments traités dans les propositions, tels que la nécessité d'une souveraineté numérique, d'une attention renforcée à la cyberdéfense et de la protection contre la désinformation. Elle prouve également que les conflits contemporains ont des conséquences dans la sphère numérique et pose des questions nouvelles, comme celle des conséquences à long terme du détournement d'informations personnelles et de l'utilisation illégitime de ces données à l'avenir.

31. Proposition: Accès aux infrastructures numériques⁸⁵

Objectif: L'accès égal à l'internet est un droit fondamental pour tout citoyen européen. Nous proposons que toute personne en Europe ait effectivement accès à l'internet et aux services numériques et que la souveraineté de l'infrastructure numérique de l'UE soit renforcée, en appliquant les mesures suivantes:

Mesures:

1. Investir dans des infrastructures numériques européennes de haute qualité et innovantes (y compris le développement de la 5G et de la 6G en Europe) (recommandations n° 40 et 47 du PCE 1 et n° 1 du PCN néerlandais).
2. Garantir un accès rapide, financièrement abordable, sûr et stable à l'internet partout dans l'Union, y compris en itinérance, avec une priorité donnée à l'établissement de connexions internet dans les «zones blanches/zones mortes», les zones rurales et les régions reculées et périphériques afin de remédier à la fracture numérique entre les États membres et en leur sein et de faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte (recommandations n° 17 et 47 du PCE 1 et n° 1 du PCN néerlandais).
3. Faire progresser le déploiement, dans les espaces publics et privés, des infrastructures numériques et électriques qui permettent l'utilisation de véhicules électriques et autonomes (débat au sein du GT)⁸⁶.
4. Prendre des mesures pour garantir une concurrence loyale et ouverte et empêcher les monopoles, la dépendance à l'égard de fournisseurs, la concentration des données et la dépendance à l'égard de pays tiers en matière d'infrastructures et de services; améliorer les marchés du point de vue des consommateurs (recommandation n° 17 du PCE 1).
5. Faire des enfants, des familles, des personnes âgées ainsi que des groupes vulnérables une priorité s'agissant de l'accès à l'internet et au matériel informatique, notamment en vue de l'accès à l'éducation, aux services publics et à la santé

- (recommandation n° 17 du PCE 1 et débat au sein du GT).
6. Améliorer l'accès numérique, en toute accessibilité, aux services publics et privés essentiels pour les citoyens et les entreprises, par exemple s'agissant des procédures administratives, et garantir l'accès de tous à ces services ainsi qu'une aide associée à ces services, par exemple au moyen de services d'assistance (débat au sein du GT, plateforme numérique multilingue).
 7. Harmoniser les normes numériques de haute qualité et améliorer la mobilité en toute sécurité des données afin de faciliter l'interopérabilité transfrontière (débat au sein du GT, plateforme numérique multilingue).
 8. Réfléchir aux incidences environnementales des infrastructures numériques et de la numérisation afin de rendre la transformation numérique durable et de tendre vers une société numérique écologique (débat au sein du GT, plateforme numérique multilingue).

32. Proposition: Des connaissances et des compétences numériques qui autonomisent les personnes⁸⁷

Objectif: Nous proposons que l'Union veille à ce que tous les citoyens européens puissent tirer parti de la numérisation, en leur donnant les moyens d'acquérir les compétences et les possibilités numériques nécessaires, en appliquant les mesures suivantes:

Mesures:

1. Garantir l'accès à des formations et à une éducation, y compris au niveau des programmes scolaires, formelles et non formelles aux compétences et aux connaissances numériques tout au long de la vie, à partir des initiatives existantes au niveau européen, en accordant une attention particulière à l'inclusion des personnes appartenant à des groupes vulnérables et des personnes âgées, ainsi qu'au renforcement des compétences numériques des enfants d'une manière compatible avec leur bon développement et à la lutte contre les inégalités numériques, y compris la fracture numérique entre les hommes et les femmes (recommandation n° 8 du PCE 1, recommandation n° 5.2 du PCN italien et débat au sein du GT).
2. Garantir une utilisation judicieuse de l'internet en encourageant les États membres à mettre en place des formations aux compétences numériques à destination de tous les groupes d'âge, dotées de programmes et de contenus harmonisés au niveau européen, relatives, par exemple, aux risques de l'internet et aux possibilités qu'il offre, aux droits en ligne des utilisateurs et à la nétiquette (recommandation n° 47 du PCE 1 et débat au sein du GT).
3. Prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir que la numérisation de la société n'exclue pas les personnes âgées et que la technologie leur soit accessible en encourageant des programmes et initiatives en la matière, par exemple des cours adaptés à leurs besoins. Dans le même temps, il convient de veiller à ce que les services essentiels soient également accessibles en personne et de manière non numérique (recommandations n° 34 et 47 du PCE 1).
4. Introduire dans les établissements scolaires une certification européenne relative aux compétences numériques qui préparera les jeunes au futur marché du travail (recommandation n° 8 du PCE 1).
5. Mettre en œuvre des initiatives en matière de formation coordonnées au niveau de l'Union en vue de la reconversion et du perfectionnement des travailleurs pour qu'ils restent compétitifs sur le marché de

- l'emploi, compte tenu aussi et surtout des compétences et qualifications nécessaires dans les petites et moyennes entreprises, ainsi qu'en vue de former des spécialistes du numérique (recommandation n° 8 du PCE 1 et débat au sein du GT).
6. Faire connaître les plateformes numériques existantes qui mettent les citoyens en relation avec les employeurs et les aident à trouver un emploi dans l'Union, telles qu'EURES (recommandation n° 8 du PCE 1).
 7. Accroître les investissements et les efforts visant à stimuler la numérisation de l'éducation, y compris de l'enseignement supérieur (débat au sein du GT/plateforme numérique multilingue).

33. Proposition: Une société numérique sûre et digne de confiance – cybersécurité et désinformation⁸⁸

Objectif: Nous proposons que, pour créer une société numérique sûre, résiliente et digne de confiance, l'Union garantisse la mise en œuvre effective et rapide de la législation en vigueur et dispose de plus de compétences pour renforcer la cybersécurité, lutter contre les contenus illégaux et la cybercriminalité, parer aux cybermenaces provenant d'acteurs non étatiques et d'États autoritaires et remédier à leurs conséquences, ainsi que lutter contre la désinformation, en appliquant les mesures suivantes:

Mesures:

1. Renforcer les capacités d'Europol/du Centre européen de lutte contre la cybercriminalité en termes de ressources financières et humaines, afin de permettre une approche plus anticipatrice en matière de lutte contre la cybercriminalité et de renforcer les capacités européennes communes en matière de cyberdéfense contre des attaques de grande ampleur, y compris grâce à une meilleure coopération (recommandation n° 39 du PCE 1, recommandations n° 2.6 du PCN lituanien et n° 1 du PCN néerlandais et débat au sein du GT).
2. Prendre les mesures nécessaires pour être préparés à des attaques et interruptions de service de grande ampleur et pouvoir les surmonter rapidement, par exemple en garantissant l'existence d'infrastructures résilientes et de canaux de communication de substitution (débat au sein du GT).
3. Garantir des sanctions similaires et leur application rapide et efficace dans les États membres en cas de cybercriminalité grâce à une amélioration de la coordination des centres et autorités locaux, régionaux et nationaux de cybersécurité (recommandation n° 39 du PCE 1).
4. Améliorer les connaissances numériques et l'esprit critique comme moyen de lutter contre la désinformation, les menaces en ligne et les discours de haine, ainsi que les interfaces truquées et les prix préférentiels (débat au sein du GT).
5. Lutter contre la désinformation en adoptant des dispositions législatives et des lignes directrices qui assurent que les plateformes en ligne et les entreprises de médias sociaux remédient à leurs vulnérabilités en matière de désinformation et appliquent des mesures de transparence, y compris par exemple des algorithmes fondés sur l'intelligence artificielle susceptibles de mettre en évidence la fiabilité des informations présentes sur les médias sociaux et les nouveaux médias, en fournissant à l'utilisateur des sources d'informations vérifiées. En cas d'utilisation d'algorithmes, il convient que le contrôle ultime dans les processus de prise de décision incombe à des êtres humains (recommandation n° 46 du PCE 1 et débat au sein du GT).

6. Soutenir les plateformes numériques qui contribuent au pluralisme des médias et fournissent des ressources et des initiatives en vue d'évaluer la fiabilité et l'impartialité des informations provenant des médias traditionnels (télévision, presse écrite, radio)

et d'autres médias dans le plein respect du principe de la liberté des médias et de fournir aux citoyens des informations sur la qualité des informations (recommandation n° 46 du PCE 1).

34. Proposition: Une société numérique sûre et digne de confiance – protection des données⁸⁹

Objectif: Nous soutenons la souveraineté des personnes en matière de données, une meilleure sensibilisation et une mise en œuvre et une application plus efficaces des règles existantes en matière de protection des données (RGPD) afin de renforcer le contrôle que les personnes ont sur leurs données et de limiter l'utilisation abusive des données, en appliquant les mesures suivantes:

Mesures:

1. Mieux expliquer les règles en matière de protection des données (RGPD), accroître la transparence et améliorer la communication en élaborant des principes directeurs en vue de textes de consentement éclairé qui utilisent un langage simple, clair et compréhensible par tous, avec notamment une présentation plus visuelle pour consentir à l'utilisation des données, en les accompagnant d'une campagne d'information, ainsi que garantir que les responsables du traitement des données disposent des compétences nécessaires et conseiller ceux qui ont besoin d'une assistance (recommandations n° 42 et 45 du PCE 1 et n° 2 du PCN néerlandais).
2. Assurer l'application de l'interdiction en vigueur du consentement par défaut en matière de réutilisation ou de revente de données (recommandation n° 42 du PCE 1).
3. Assurer qu'il soit fait droit dans un délai précis aux demandes des utilisateurs de suppression définitive de données (recommandation n° 42 du PCE 1).
4. Mettre à disposition des utilisateurs des informations claires et les plus succinctes possibles sur la manière dont les données seront utilisées et par qui (recommandation n° 42 du PCE 1).
5. Veiller à ce que les entreprises non européennes respectent les règles européennes en matière de protection des données (recommandations n° 42 et 43 du PCE 1).
6. Encourager la mise en place d'un système de certification au niveau de l'Union qui atteste le respect du RGPD de manière accessible, claire et simple, est visible sur les sites web et les plateformes et devrait être délivré par un certificateur indépendant au niveau européen. Celui-ci ne devrait pas constituer une charge disproportionnée pour les petites et moyennes entreprises (recommandation n° 44 du PCE 1 et débat au sein du GT).
7. Garantir une assistance efficace et rapide aux citoyens qui rencontrent des difficultés pour s'opposer au traitement de leurs données ou révoquer leur consentement. À cette fin, il convient, au niveau européen, de mieux définir les comportements intrusifs et d'élaborer des principes directeurs et des mécanismes permettant aux citoyens de s'opposer au traitement de leurs données et d'obtenir leur effacement ainsi que permettant d'identifier et de sanctionner les fraudeurs (recommandation n° 43 du PCE 1 et débat au sein du GT).

8. Prévoir des sanctions, notamment une amende proportionnelle aux chiffres d'affaires des entreprises et des limitations de leurs activités, par exemple des interdictions temporaires ou définitives de traitement non souhaité des données,

et aider le Contrôleur européen de la protection des données et les agences nationales à garantir leur mise en œuvre (recommandations n°^{os} 42 et 43 du PCE 1 et débat au sein du GT).

35. Proposition: L'innovation numérique pour renforcer l'économie sociale et durable⁹⁰

Objectif: Nous proposons que l'Union encourage les mesures de numérisation qui renforcent l'économie et le marché unique de manière équitable et durable, rendent l'Europe plus compétitive dans les domaines de la technologie et de l'innovation, améliorent le marché unique numérique pour les entreprises de toutes tailles et placent l'Europe à l'avant-garde mondiale en matière de transformation numérique et de numérisation centrée sur l'humain, en appliquant les mesures suivantes:

Mesures:

1. Introduire une législation ou renforcer la législation existante en matière de «travail mobile» (centré sur l'humain), en tenant compte de son incidence sur la santé physique et mentale des travailleurs, par exemple en garantissant un droit à la déconnexion. Une approche «centrée sur l'humain» suppose le principe du «contrôle par l'humain» (recommandation n° 7 du PCE 1 et débat au sein du GT)⁹¹.
2. Légiférer au niveau de l'Union pour inciter les entreprises à se montrer socialement responsables et à maintenir des «emplois mobiles» de qualité en Europe et éviter ainsi la délocalisation de ces emplois vers des pays à moindre coût. Les incitations peuvent être de nature financière et/ou jouer sur l'image de l'entreprise et devraient tenir compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) reconnus au niveau international. À cette fin, l'Union devrait mettre en place un groupe de travail composé d'experts de toutes les parties intéressées afin d'examiner et de renforcer cette législation (recommandation n° 7 du PCE 1).
3. Garantir le contrôle humain sur les processus de prise de décision faisant appel à l'intelligence artificielle sur le lieu de travail ainsi que la transparence des algorithmes utilisés; tenir compte des effets préjudiciables de la surveillance numérique sans bornes sur le lieu de travail; informer et consulter les travailleurs avant l'introduction de technologies numériques qui ont une incidence sur les conditions de travail; garantir que les nouvelles formes d'emploi, par exemple le travail via des plateformes, soient conformes aux droits des travailleurs et offrent des conditions de travail convenables (débat au sein du GT).
4. Prendre des initiatives pour aider à soutenir le travail à distance, par exemple en créant des espaces de bureaux disposant d'un accès à une connexion internet rapide et fiable, en organisant des formations au numérique et en fournissant des ressources en vue d'équipements ergonomiques pour le travail à domicile (recommandation n° 17 du PCE 1 et débat au sein du GT).
5. Mettre en place un tableau de bord numérique accessible au public, qui crée un système de classement indiquant et comparant le niveau actuel de numérisation des entreprises de l'Union (PCN allemand).
6. Bâtir une économie numérique solide et compétitive et partager équitablement dans toute l'Europe les bénéfices de la

- transformation numérique en mettant l'accent sur la technologie et l'innovation en tant que moteurs de la croissance, en encourageant une recherche de pointe tournée vers la transformation, ainsi qu'en offrant un espace aux écosystèmes d'innovation dans toutes les régions en améliorant l'environnement opérationnel des PME et des jeunes entreprises et l'accès équitable au financement et en supprimant les charges juridiques ou autres qui entravent les activités transfrontières (recommandation n° 1.3 du PCN italien, débat au sein du GT et plateforme numérique multilingue).
7. Construire une infrastructure de données fondée sur les valeurs européennes; appliquer les principes de la «priorité au numérique» et de la «transmission unique des informations» et faciliter l'accès numérique et sécurisé aux données pour l'innovation et les entreprises; encourager la numérisation des services publics (débat au sein du GT et plateforme numérique multilingue).
8. Tirer pleinement parti du potentiel qu'offre le recours digne de confiance et responsable à l'intelligence artificielle et tirer parti du potentiel de la technologie des chaînes de blocs et des services en nuage, en définissant des garanties et des normes qui assurent la transparence et l'interopérabilité, créent la confiance, facilitent l'utilisation et écartent les algorithmes discriminatoires ou biaisés (débat au sein du GT et plateforme numérique multilingue).
9. Promouvoir les logiciels libres, leur usage dans l'éducation et la formation et l'accès gratuit à la recherche et aux logiciels financés par des fonds publics (débat au sein du GT et plateforme numérique multilingue).
10. Introduire une identité numérique commune européenne pour faciliter les transactions et services numériques transfrontières, au moyen d'un cadre de normes et principes directeurs européens qui prévoient les garanties nécessaires (débat au sein du GT et plateforme numérique multilingue).
11. Évaluer s'il serait possible de numériser les informations sur les produits de consommation et alimentaires au moyen d'une application européenne normalisée qui permettrait d'accéder aux informations de façon plus conviviale et fournirait des informations supplémentaires sur les produits et la chaîne de production (recommandation n° 16 du PCE 1).



«Démocratie européenne»

36. Proposition: Information des citoyens, participation et jeunesse

Objectif: Accroître la participation des citoyens et l'implication des jeunes dans la démocratie au niveau de l'Union européenne, afin de créer une «expérience citoyenne complète» pour les Européens; veiller à ce que leur avis soit pris en compte, y compris hors des périodes électorales, et à ce que leur participation soit réelle. Il convient donc de déterminer quelle forme de participation est la plus adéquate pour chaque thème, par exemple:

1. En développant de nouveaux mécanismes de participation des citoyens et en rendant ceux déjà existants plus efficaces, dans la lignée de l'acquis européen, tout en améliorant la communication sur l'ensemble de ces mécanismes. Idéalement, toutes les informations relatives aux espaces participatifs devraient être résumées⁹² sur un site web officiel complet présentant diverses fonctionnalités⁹³. Il convient de mettre au point un mécanisme de suivi des initiatives politiques et législatives issues des processus de démocratie participative⁹⁴. Les mécanismes participatifs devraient, à eux tous, s'adresser à l'ensemble de la population afin d'atteindre des publics variés. Il convient de faire attention au contenu, aux sujets abordés et aux compétences des modérateurs. Ces mécanismes devraient s'appuyer sur une analyse des effets des mesures dont il est question, notamment pour les femmes et les personnes vulnérables⁹⁵.
2. En accroissant la fréquence des interactions en ligne et hors ligne entre les institutions de l'Union et les citoyens par différents moyens, afin de garantir que ceux-ci peuvent participer au processus d'élaboration des politiques européennes, exprimer leurs opinions et obtenir des retours, et en rédigeant une charte sur la participation des citoyens destinée aux fonctionnaires européens⁹⁶.
3. Proposer une plateforme numérique conviviale où les citoyens – et en particulier les jeunes – pourraient faire part de leurs idées, poser des questions aux représentants des institutions européennes et exprimer leur point de vue sur des questions européennes importantes ainsi que sur des propositions législatives. Il convient également de prévoir la possibilité d'organiser des sondages en ligne sur cette plateforme⁹⁷.
4. En améliorant et en harmonisant les mécanismes existants aux niveaux européen, national et local afin de les rendre plus sûrs, plus accessibles, plus visibles et plus inclusifs⁹⁸.
5. En associant les organisations de la société civile, les autorités régionales et locales ainsi que des organes existants, comme le Comité économique et social européen (CESE) et le Comité des régions (CdR)⁹⁹, aux processus de participation des citoyens¹⁰⁰.
6. En créant un système de conseillers locaux de l'Union, afin de rapprocher les institutions européennes des citoyens européens¹⁰¹.
7. En réunissant périodiquement des assemblées citoyennes, sur une base juridiquement contraignante du droit de l'Union. Les participants seront tirés au sort selon des critères de représentativité, et la participation sera vivement encouragée. Si nécessaire, des spécialistes apporteront aux membres de l'assemblée les informations utiles à leurs délibérations. Si les institutions ne tiennent pas compte des conclusions de ces assemblées, elles devront motiver leur décision¹⁰². Il est important que les représentants élus consultent les citoyens

- et la société civile avant de prendre des décisions politiques et tiennent compte de leurs contributions. L'Union européenne est fondée sur la démocratie représentative: lors des élections européennes, les citoyens envoient un message clair à leurs représentants et s'expriment indirectement sur les politiques menées par l'Union¹⁰³.
8. En apportant un soutien structurel renforcé, financier ou autre, à la société civile, en particulier à la jeunesse, et aux autorités locales pour qu'elles mettent en place des conseils locaux de la jeunesse¹⁰⁴, la participation de la société civile et des partenaires sociaux pourrait constituer un pilier à part entière du plan d'action pour la démocratie européenne, et une stratégie spécifique pourrait être consacrée à la société civile¹⁰⁵.
 9. En mettant en place un «contrôle par les jeunes» de la législation, qui comprendrait une analyse d'impact et un mécanisme de consultation des représentants de la jeunesse, lorsque la législation est susceptible d'avoir une incidence sur les jeunes¹⁰⁶.
 10. En renforçant la coopération entre les législateurs de l'Union et les organisations de la société civile, afin de tirer parti des liens que ces dernières tissent entre les décideurs et les citoyens¹⁰⁷.
 11. En résumant les points relatifs à la participation des citoyens dans une charte européenne pour la contribution des citoyens aux affaires européennes.

37. Proposition: Information des citoyens, participation et jeunesse (bis)

Objectif: Rendre l'Union européenne plus compréhensible et plus accessible; renforcer¹⁰⁸ l'identité européenne commune, en particulier:

1. En garantissant un volume minimal d'enseignement sur l'Union européenne, en particulier ses processus démocratiques, sans négliger l'histoire de l'intégration européenne et de la citoyenneté européenne. Les personnes de tous âges devraient pouvoir bénéficier de ces programmes, qui devraient être conçus de manière attrayante et adaptée à l'âge du public, avec par exemple la mise au point de programmes et de matériel pédagogique spécifiques destinés aux enfants, aux écoles¹⁰⁹ et aux organisations de la société civile actives dans l'enseignement non formel¹¹⁰.
2. En faisant en sorte, de manière inclusive, que l'ensemble des citoyens puisse accéder facilement à des informations fiables sur l'Union. Les institutions européennes devraient utiliser un langage plus accessible et éviter d'utiliser un jargon bureaucratique dans leurs communications, tout en maintenant la qualité et le niveau technique des informations données, et adapter les informations aux différents canaux de communication et profils de destinataires¹¹¹. Elles devraient envisager, par exemple, la création d'une application mobile présentant des informations relatives aux politiques de l'Union dans un langage clair¹¹². Il convient de déployer des efforts particuliers pour s'adresser aux jeunes sur les réseaux sociaux, mais aussi par l'intermédiaire de mouvements de jeunesse et de divers «ambassadeurs» (organisations et particuliers) qui expliquent¹¹³ le projet européen¹¹⁴.
3. En recourant davantage aux technologies d'intelligence artificielle et de traduction automatique afin de surmonter¹¹⁵ la barrière de la langue¹¹⁶, en veillant à ce que tous les outils numériques soient accessibles aux personnes handicapées¹¹⁷ et faciles d'utilisation.

Conférence sur l'avenir de l'Europe | RAPPORT SUR LES RÉSULTATS FINAUX

4. En défendant et en soutenant la liberté, le pluralisme et l'indépendance des médias, et en encourageant ceux-ci, y compris les radiodiffuseurs publics, les agences de presse publiques et les médias européens, à couvrir les affaires européennes plus régulièrement, tout en respectant leur liberté et leur indépendance, de sorte que cette couverture soit régulière et exhaustive dans l'ensemble des États membres de l'Union¹¹⁸, en redoublant d'efforts pour lutter contre la désinformation et les ingérences étrangères, et en protégeant les journalistes¹¹⁹.
 5. En rapprochant l'Europe des citoyens par le renforcement¹²⁰ de points de contact et de pôles spécialisés («maisons de l'Europe») au niveau local, qui proposeraient des ressources, des informations et des conseils aux citoyens sur les questions européennes,
- écouteraien leurs préoccupations et discuteraient avec des associations afin de contribuer à faire remonter le point de vue des citoyens au niveau européen¹²¹.
6. En prenant de nouvelles mesures destinées à renforcer une identité commune chez les Européens, par exemple au moyen d'un fonds de l'Union qui encouragerait les interactions en ligne et hors ligne (comme des programmes d'échange, des panels ou des réunions) de plus ou moins longue durée entre les citoyens de l'Union, en organisant des manifestations sportives européennes, en créant des équipes communes, ou encore en faisant du 9 mai (journée de l'Europe) un jour férié supplémentaire¹²² pour tous les citoyens européens¹²³.

38. Proposition: La démocratie et les élections

Objectif: Renforcer la démocratie européenne en consolidant ses fondations, en incitant les citoyens à participer aux élections européennes, en favorisant des débats transnationaux sur les questions européennes et en veillant à l'établissement d'un lien fort entre les citoyens et leurs représentants élus, en particulier.

1. En garantissant la sauvegarde des valeurs européennes consacrées dans les traités, y compris l'état de droit et un modèle social robuste¹²⁴, qui forment le cœur de la démocratie européenne. Dans ses relations avec le reste du monde, il convient que l'Union accorde la priorité aux valeurs démocratiques communes dans les pays frontaliers. Ce n'est qu'après avoir atteint cet objectif qu'elle pourra se faire l'ambassadrice de notre modèle démocratique dans les pays qui ont les capacités et la volonté d'y parvenir, par la diplomatie et le dialogue¹²⁵.
 2. En instaurant la possibilité de convoquer un référendum dans l'ensemble de l'Union, à l'initiative du Parlement européen, de manière exceptionnelle, si un thème se révèle particulièrement important pour l'ensemble des citoyens européens¹²⁶.
3. En modifiant la loi électorale de l'Union afin d'harmoniser les modalités des élections européennes (âge de la majorité électorale, date des élections, exigences applicables aux circonscriptions électorales, aux candidats, aux partis politiques et à leur financement), ainsi qu'en évoluant vers des listes paneuropéennes ou transnationales^x comprenant des candidats issus de différents États membres, après avoir tenu compte¹²⁷ des opinions exprimées par les citoyens des États membres sur cette question¹²⁸.
- Certains députés au Parlement européen devraient être élus sur des listes paneuropéennes, tandis que les autres

^x Les représentants de la Commission européenne ont expliqué qu'il faudrait passer par une période de transition, afin d'éviter une évolution trop brusque.

- seraient choisis au niveau des États membres¹²⁹.
- Cette réforme devrait également avoir pour objectif de faciliter des modalités numériques de scrutin¹³⁰ et de garantir le droit de vote réel des personnes handicapées¹³¹.
 - 4. En renforçant les liens entre les citoyens et leurs représentants élus, compte tenu des particularités nationales: les citoyens veulent sentir que les députés au Parlement européen et les parlementaires nationaux sont proches d'eux et répondent à leurs préoccupations par des mesures spécifiques¹³². Il s'agit d'un problème universel et les personnes de tous âges devraient s'impliquer¹³³.
 - Les citoyens européens devraient avoir davantage de poids dans l'élection du président de la Commission. Cet objectif pourrait se matérialiser par l'élection directe du président de la Commission¹³⁴ ou par le système de candidats têtes de liste^{XI}.
 - Le Parlement européen devrait avoir le droit d'initiative législative afin de proposer¹³⁵
- des sujets de débat, puis d'adopter les textes nécessaires pour donner suite aux recommandations issues des délibérations¹³⁶.
- Le Parlement européen devrait décider du budget de l'Union, comme le font les parlements au niveau national^{XII} ¹³⁷.
 - Les partis politiques, les organisations de la société civile et les syndicats devraient être plus dynamiques et plus accessibles, afin que les citoyens s'engagent et s'investissent davantage dans la démocratie européenne¹³⁸. Cela favoriserait également l'inclusion des questions européennes dans les débats publics organisés par les partis politiques, les organisations de la société civile et les partenaires sociaux, que ce soit à l'approche des élections européennes ou dans la perspective de scrutins nationaux, régionaux ou locaux¹³⁹.
 - 5. La démocratie s'incarne dans les institutions et la société de manière générale, y compris sur le lieu de travail grâce aux partenaires sociaux¹⁴⁰.

^{XI} Position du Parlement: *la tête de liste du parti politique européen ayant obtenu le plus grand nombre de voix aux élections européennes et recueilli le soutien d'une majorité des députés au Parlement européen devrait être élue à la présidence de la Commission européenne. Dans le cas où aucune majorité fondée sur une coalition ne se dégage, le poste devrait revenir à la tête de liste suivante. À cette fin, les partis politiques européens pourraient nommer des candidats qui se présenteraient à la présidence de la Commission.* Paulo Rangel: *pour renforcer le processus des candidats têtes de liste, les rôles du Parlement européen et du Conseil européen devraient être inversés, ce qui implique de modifier les traités: le président de la Commission serait proposé par le Parlement et approuvé par le Conseil européen.* PNM (rapport final Kantar: «un groupe de contributions porte sur l'élection du président de la Commission et la nomination des commissaires, et évoque notamment le système des candidats têtes de liste.») EYE, p. 23: «Les candidats au poste de président de la Commission ne devraient pas être élus dans le cadre de négociations en coulisses entre partis gagnants. Nous devrions appliquer le système des candidats têtes de liste, où chaque parti annonce avant la campagne électorale le candidat qui sera président de la Commission si ce parti remporte la majorité. En participant activement à la campagne et en interagissant directement avec les citoyens européens, le futur président pourrait être plus proche de ces derniers»; discussion en GT.

^{XII} Le Conseil estime que cette proposition ne repose pas sur une recommandation des citoyens. Elle n'est donc pas conforme à la méthode convenue. Voir aussi la position de la composante citoyenne exprimée page 42.

39. Proposition: Le processus décisionnel de l'Union

Objectif: Améliorer le processus décisionnel de l'Union afin de garantir sa capacité d'action, tout en tenant compte des intérêts de chaque État membre et en garantissant un processus transparent et compréhensible pour les citoyens, en particulier.

1. En réexaminant les règles relatives à la prise de décision et au vote au sein des institutions européennes. La question du vote à l'unanimité mérite une attention particulière, car il rend très difficile tout accord. Il convient de veiller à l'équité dans la pondération des voix, de sorte à protéger les intérêts des petits pays¹⁴¹.
 - Toutes les décisions actuellement prises à l'unanimité devraient, à l'avenir, être adoptées à la majorité qualifiée. Les seules exceptions devraient être l'admission de nouveaux États membres dans l'Union européenne et la modification des principes fondamentaux de l'Union inscrits à l'article 2 du traité sur l'Union européenne et dans la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne¹⁴².
 2. En garantissant la transparence du processus décisionnel, en permettant à des observateurs citoyens indépendants de suivre de près ce processus, en appliquant un droit d'accès aux documents plus large¹⁴³ et en établissant sur cette base des liens plus étroits et un dialogue renforcé entre les citoyens et les institutions européennes¹⁴⁴.
 - L'Union doit améliorer la transparence de son processus de prise de décision et de ses institutions. Par exemple, les réunions du Conseil et du Parlement européen, y compris les séances de vote, devraient être diffusées en ligne de la même manière. Cela permettrait aux citoyens intéressés de suivre l'élaboration des politiques de l'Union et obligeraient les décideurs politiques à rendre compte de leur action¹⁴⁵. Il faudrait également renforcer le droit d'enquête du Parlement européen.¹⁴⁶ Modification n° 44A du GT.
 - Il convient de développer encore le processus décisionnel de l'Union de sorte à y associer davantage les représentants nationaux, régionaux et locaux, les partenaires sociaux et les organisations de la société civile¹⁴⁷. Il faudrait
- consolider la coopération et le dialogue interparlementaires. Le Parlement européen devrait également associer plus étroitement les parlements nationaux à la procédure législative européenne, par exemple en les invitant à des auditions¹⁴⁸. En outre, il serait utile d'obtenir une participation renforcée des autorités infranationales et du CdR, afin de mieux tenir compte de leur expérience dans la mise en œuvre de la législation européenne¹⁴⁹.
3. En envisageant de modifier le nom des institutions européennes, afin de clarifier la fonction et le rôle de chacune dans le processus décisionnel de l'Union aux yeux des citoyens¹⁵⁰.
 - Le processus décisionnel de l'Union devrait reposer sur une structure plus claire et plus compréhensible, qui ressemble aux systèmes nationaux¹⁵¹ et indique explicitement la répartition des compétences entre les institutions européennes et les États membres¹⁵².
 - Par exemple, le Conseil de l'Union européenne pourrait être renommé «Sénat de l'Union», et la Commission européenne «Commission exécutive de l'Union»¹⁵³.
 4. En renforçant les capacités de l'Union à obtenir des résultats dans des domaines clés¹⁵⁴.
 5. En veillant à l'existence de mécanismes de dialogue social et de consultation des citoyens à toutes les étapes du processus décisionnel de l'Union, depuis l'analyse d'impact jusqu'à la conception et à la mise en œuvre des mesures¹⁵⁵.
 6. En réformant le fonctionnement de l'Union européenne, notamment en associant les partenaires sociaux et les organisations de la société civile de manière plus étroite. Il faut renforcer les structures existantes, afin que le processus décisionnel reflète mieux les besoins et les attentes des

citoyens européens, qui occupent une place centrale dans la démocratie européenne. Dans ce cadre, le CESE doit obtenir les moyens de jouer un rôle institutionnel plus important, celui de garant et de facilitateur des activités de démocratie participative, comme le dialogue structuré avec les organisations de la société civile et les panels de citoyens. Une société

civile dynamique est essentielle à la vie démocratique de l'Union¹⁵⁶.

7. En rouvrant le débat sur la constitution, si cela est pertinent, afin de définir clairement nos valeurs. Une constitution pourrait amener davantage de précision, mobiliserait les citoyens et permettrait de se mettre d'accord sur les règles du processus décisionnel¹⁵⁷.

40. Proposition: Subsidiarité

1. La subsidiarité active et la gouvernance à plusieurs niveaux constituent des principes essentiels si l'on veut que l'Union européenne fonctionne de manière démocratique et responsable¹⁵⁸;
2. L'Union doit réviser le mécanisme par lequel les parlements nationaux examinent si les propositions législatives européennes empiètent ou non sur les compétences nationales; les parlements nationaux devraient pouvoir proposer des initiatives législatives aux institutions européennes. Ces mécanismes devraient être étendus à tous les parlements régionaux dotés de compétences législatives¹⁵⁹.
3. Le CdR devrait être réformé pour ouvrir des voies de dialogue adéquates avec les régions, les villes et les communes. Il devrait jouer un rôle plus important¹⁶⁰ dans l'architecture institutionnelle lorsqu'il est question de sujets ayant des conséquences territoriales¹⁶¹.
4. Le recours systématique à une définition commune de la subsidiarité, approuvée par toutes les institutions européennes, pourrait définir plus clairement à quel niveau (européen, national ou régional) les décisions doivent être prises¹⁶².
5. Il convient de mieux associer les partenaires sociaux et les organisations de la société civile, qui occupent une place centrale dans la démocratie européenne, au processus décisionnel. Une société dynamique est essentielle à la vie démocratique de l'Union.¹⁶³
6. Nous engageons les institutions de l'Union à mettre en œuvre les conclusions de ce groupe de travail et à les rendre effectives. Cela pourrait se faire au moyen des dispositions existantes du traité de Lisbonne ainsi que, si nécessaire, en demandant le lancement d'une convention européenne¹⁶⁴.



«Migrations»

41. Proposition: Migration légale¹⁶⁵

Objectif: Renforcer le rôle de l'Union en matière de migration légale

Mesures:

1. Lancer une campagne de communication au niveau européen pour qu'EURES (le réseau européen des services de l'emploi), le portail de l'UE sur l'immigration et l'outil européen de profilage des compétences des ressortissants de pays tiers soient mieux connus des citoyens européens et utilisés plus fréquemment par les entreprises de l'Union lorsqu'elles recrutent (recommandation n° 6).
2. Créer une entité européenne pour l'accès des migrants au marché du travail de l'Union ou, à défaut, élargir les compétences du réseau européen de services de l'emploi (EURES), par exemple améliorer les projets relevant du partenariat destiné à attirer les talents (recommandation n° 7 et débat au sein du GT), avec la possibilité de faire se rencontrer en ligne l'offre et la demande de compétences, dans le pays de départ, sur la base de critères d'évaluation (recommandation n° 9 et débat au sein du GT). L'Union devrait encourager les États membres à simplifier le processus d'accueil et d'intégration des migrants en situation légale et leur accès au marché du travail de l'Union en améliorant l'interopérabilité entre les différentes administrations concernées (débat au sein du GT).
3. Améliorer le fonctionnement et la mise en œuvre de la directive «carte bleue» afin d'attirer les qualifications dont l'économie de l'Union a besoin (recommandation n° 7 et débat au sein du GT), compte dûment tenu du risque de fuite des cerveaux (selon la mesure n° 1 de la proposition n° 42).
4. Promouvoir une convergence vers le haut en matière de conditions de travail de manière harmonieuse dans l'ensemble de l'Union afin de lutter contre les inégalités en matière de conditions de travail, de garantir une politique européenne efficace en matière de migration de la main-d'œuvre et de défendre les droits des travailleurs. Dans ce contexte, renforcer le rôle des syndicats aux niveaux national et transnational (recommandation n° 28 et débat au sein du GT), en coopération avec les organisations des employeurs (débat en plénière).
5. Intensifier les efforts pour informer et éduquer les citoyens des États membres sur les questions liées à la migration et à l'intégration (recommandation n° 30, recommandation n° 9 du panel LT et débat au sein du GT).

42. Proposition: Migration irrégulière¹⁶⁶

Objectif: Renforcer le rôle de l'Union dans la lutte contre toutes les formes de migration irrégulière et renforcer la protection des frontières extérieures de l'Union européenne, tout en respectant les droits de l'homme

Mesures:

1. Participer activement, par exemple au moyen d'accords de partenariat, au développement économique et social des pays situés en dehors de l'Union européenne et à partir desquels il y a un afflux important de migrants, afin de s'attaquer aux causes profondes de la migration, y compris le changement climatique. Ces actions devraient être transparentes et produire des résultats tangibles ayant des effets mesurables, qui devraient être clairement communiqués aux citoyens de l'Union (recommandation n° 27, recommandation NL n° 3 et débat au sein du GT).
2. Garantir la protection de l'ensemble des frontières extérieures en améliorant la transparence et la responsabilité de Frontex et en renforçant son rôle (recommandation n° 8 et débat au sein du GT) et adapter la législation de l'Union pour mieux répondre aux défis actuels de la migration irrégulière, tels que le trafic d'êtres humains, la traite des êtres humains, l'exploitation sexuelle, les attaques hybrides perpétrées par des États instrumentalisant les migrants et la violation des droits de l'homme (recommandation LT n° 10 et débat au sein du GT).

43. Proposition: Migration irrégulière¹⁶⁷ (bis)

Objectif: Appliquer des règles communes uniformément dans tous les États membres en ce qui concerne le premier accueil des migrants

Mesures:

1. Élaborer des mesures à l'échelle de l'UE pour garantir la sécurité et la santé de tous les migrants, en particulier des femmes enceintes, des enfants, des mineurs non accompagnés et de toutes les personnes vulnérables (recommandations n° 10 et 38 et débat au sein du GT).
2. Accroître le soutien financier, logistique et opérationnel de l'UE, y compris à destination des autorités locales, des décideurs régionaux et des organisations de la société civile, pour la gestion du premier accueil, conduisant éventuellement à une intégration des réfugiés ou des migrants en situation régulière dans l'UE et au rapatriement des migrants en situation irrégulière (recommandation n° 35 et débat au sein du GT).

44. Proposition: Asile, intégration¹⁶⁸

Objectif: Renforcer le rôle de l'Union et réformer le régime d'asile européen sur la base des principes de solidarité et de partage équitable des responsabilités

Mesures:

1. Adopter des règles communes de l'Union concernant les procédures d'examen des demandes de protection internationale dans les États membres, appliquées de manière uniforme à tous les demandeurs d'asile. Ces procédures devront respecter la dignité humaine et le droit international (recommandation n° 29, recommandations IT nos 3.8 et 4.4, p. 15 et débat au sein du GT). Étant donné que l'accueil des demandeurs d'asile implique différents acteurs au niveau national, l'Union devrait encourager les États membres à simplifier et rendre plus rapide ce processus en améliorant l'interopérabilité entre les différentes administrations concernées et à mettre en place un bureau unique (guichet ou point d'entrée unique) pour les demandeurs d'asile afin de rationaliser les procédures administratives nationales (recommandation n° 37 et débat au sein du GT).
2. Revoir le système de Dublin afin de garantir la solidarité et le partage équitable des responsabilités, y compris la répartition des migrants entre les États membres; d'autres formes de soutien pourraient également être envisagées (recommandations n° 33, 36, 37, 40; recommandation LT n° 2; recommandations IT 3.8 (p. 15) et NL 2, débat au sein du groupe de travail et débat en plénière).
3. Renforcer les normes minimales d'accueil des demandeurs d'asile énoncées dans la directive 2013/33/UE au moyen de mesures législatives plus exigeantes afin d'améliorer les structures d'accueil et l'hébergement (recommandation PCE n° 31, recommandations IT n° 5.6, p. 11, et débat au sein du GT).
4. Une attention particulière devrait être accordée aux femmes enceintes, aux enfants, et notamment aux mineurs non accompagnés (recommandation n° 38 et débat au sein du GT).
5. Renforcer et accroître les ressources financières et humaines ainsi que les capacités de gestion de l'Agence de l'Union européenne pour l'asile afin de coordonner et gérer la relocalisation des demandeurs d'asile au sein des États membres de l'Union en vue de parvenir à une répartition équitable (recommandations n° 36 et 37, recommandation LT n° 3 et débat au sein du GT).

45. Proposition: Asile, intégration¹⁶⁹ (bis)

Objectif: Améliorer les politiques d'intégration dans tous les États membres

Mesures:

1. L'Union veille, également avec la participation des autorités locales et régionales et la contribution des organisations de la société civile, à ce que tous les demandeurs d'asile et réfugiés participent à des cours et des activités de langue et d'intégration ainsi qu'à des formations professionnelles pendant que leur demande de résidence est examinée (recommandation n° 32, recommandation FR n° 13, débat au sein du GT et débat en plénière).
2. Les demandeurs d'asile possédant les qualifications voulues devraient avoir accès au marché du travail, si possible dans le but de renforcer leur autonomie, dans toute l'Union (recommandation n° 7 et débat au sein du GT).



«Éducation, culture, jeunesse et sport»

46. Proposition: Éducation

Objectif: L'UE et ses États membres devraient s'efforcer de mettre en place, d'ici 2025, un espace européen inclusif de l'éducation au sein duquel tous les citoyens ont un accès égal à une éducation et à un apprentissage tout au long de la vie de qualité, y compris les personnes vivant dans des régions rurales et reculées. À cet effet, l'Union européenne et ses États membres devraient notamment:

Mesures:

1. Coordonner le niveau de tous les programmes éducatifs différents dans l'Union européenne en acceptant les contenus nationaux, régionaux et locaux et créer des liens plus étroits entre les systèmes éducatifs, notamment au moyen de l'équivalence des diplômes¹⁷⁰. Une norme minimale certifiée d'enseignement dans les matières essentielles devrait être adoptée dès l'école primaire¹⁷¹. Des compétences partagées devraient être mises en place dans le domaine de l'éducation, au moins en ce qui concerne l'éducation civique, et l'exercice de cette compétence par l'Union ne saurait empêcher les États membres d'exercer leurs propres compétences. Les diplômes et les formations professionnels devraient être validés et faire l'objet d'une reconnaissance mutuelle dans tous les États membres de l'Union.¹⁷² L'Union européenne devrait également exploiter la reconnaissance de l'apprentissage non formel et informel¹⁷³ et des organisations de jeunesse qui le proposent, ainsi que des périodes d'apprentissage à l'étranger.
2. Développer en Europe une éducation et un apprentissage tout au long de la vie à l'épreuve du temps – conformément au droit à la formation sur le lieu de travail pour tous – en mettant l'accent sur les aspects suivants:
 - Éducation civique sur les processus démocratiques ainsi que les valeurs de

l'UE et l'histoire de l'Europe¹⁷⁴. Il convient d'en faire un module commun à enseigner dans tous les États membres. Les connaissances en économie devraient également être améliorées afin de permettre une meilleure compréhension du processus d'intégration européenne¹⁷⁵.

- Compétences numériques¹⁷⁶.
- STIAM¹⁷⁷
- Entrepreneuriat et recherche.
- Développement de l'esprit critique. L'éducation aux médias devrait être améliorée afin d'assurer la sécurité en ligne et de permettre aux citoyens, dans tous les États membres, d'évaluer de manière indépendante si une information est crédible ou non ainsi que d'identifier les fausses informations tout en profitant des possibilités offertes par l'internet. Cette éducation devrait passer par l'organisation de cours spécifiques au niveau de l'enseignement de base et devrait être proposée, dans d'autres espaces publics, aux citoyens de tous âges, sous l'égide d'un organisme spécialisé au niveau de l'Union en tirant parti des bonnes pratiques qui existent dans tous les États membres. L'UE devrait veiller à ce que les fonds spécifiquement alloués à ces activités soient utilisés aux fins prévues¹⁷⁸.
- intégration des compétences non techniques dans tous les cours dans les

- programmes des écoles. Par compétences non techniques, on entend: l'écoute mutuelle, le dialogue, la résilience, la compréhension, le respect et l'appréciation des autres, l'esprit critique, l'auto-apprentissage, ainsi que le fait de rester curieux et orienté sur les résultats¹⁷⁹.
- Octroi de la possibilité à chacun d'en apprendre davantage sur la durabilité environnementale et ses liens avec la santé. La biodiversité devrait être une matière obligatoire à l'école. Elle devrait débuter à l'école par des sujets précis abordant l'ensemble des problèmes écologiques et comporter des excursions destinées à présenter des exemples réels pertinents, le tout avec l'aide d'un programme de financement¹⁸⁰.
 - Lutte contre le harcèlement à l'école et le racisme.
3. Soutenir la formation des enseignants¹⁸¹, afin de tirer les enseignements des meilleures pratiques et d'utiliser des techniques d'enseignement innovantes et créatives actualisées qui reflètent l'évolution des méthodes pédagogiques, dont des activités pratiques, en s'appuyant également sur les leçons à tirer de la pandémie de COVID-19 et d'autres types de crises, ainsi que promouvoir les possibilités de mobilité¹⁸².
4. Afin de répondre aux besoins éducatifs de tous les enfants et des familles, donner la priorité à l'accès à du matériel et à une connectivité efficace à haut débit¹⁸³.
 5. Mettre en place une plateforme d'information pour un échange de connaissances et d'expériences à l'échelle de l'Union, en mettant en commun des informations sur l'éducation et les cours de formation transnationaux dans l'Union, en présentant des exemples de bonnes pratiques et en offrant aux citoyens la possibilité de présenter de nouvelles idées en vue d'échanges transfrontières. Elle devrait proposer du matériel pédagogique sur le changement climatique, les questions environnementales et la numérisation et fournir des informations sur les forums spécialisés existant sur les principales thématiques¹⁸⁴. Cette mise en place pourrait s'accompagner d'un programme de financement destiné à soutenir l'utilisation et l'exploitation des informations de la plateforme.

47. Proposition: Questions concernant la jeunesse européenne

Objectif: L'UE et ses États membres doivent se concentrer sur les besoins spécifiques des jeunes dans toutes les politiques pertinentes, y compris la politique régionale de l'Union européenne, afin de leur offrir les meilleures conditions possibles pour étudier et travailler et démarrer une vie indépendante, tout en les engageant dans la vie démocratique et les processus décisionnels, y compris au niveau européen. Les organisations de jeunesse ont un rôle clé à jouer. Pour parvenir à cet objectif, nous proposons ce qui suit:

Mesures:

1. Offrir aux jeunes davantage de possibilités de participation et de représentation dans les processus démocratiques et décisionnels à tous les niveaux et soutenir les programmes existants en la matière, notamment en organisant des panels de citoyens avec des enfants (par exemple, âgés de 10 à 16 ans) dans les écoles. Les représentants européens

pourraient rencontrer les écoliers dans leurs écoles afin de renforcer la proximité et la compréhension de l'Europe par les citoyens dès le plus jeune âge¹⁸⁵. Pour que toutes les décisions politiques de l'UE soient analysées par le prisme des jeunes, il faudrait mettre au point un «test jeunesse» au niveau européen afin que toute politique et toute proposition législative nouvelle

Conférence sur l'avenir de l'Europe | RAPPORT SUR LES RÉSULTATS FINAUX

fasse l'objet d'une analyse d'impact axée sur les jeunes comprenant une consultation des jeunes.

- fasse l'objet d'une analyse d'impact axée sur les jeunes comprenant une consultation des jeunes.

 2. L'octroi du droit de vote à partir de 16 ans aux élections au Parlement européen, parallèlement à un renforcement de l'éducation à la citoyenneté et sur l'UE, mériterait d'être débattu et envisagé. Les partis politiques nationaux devraient veiller à également placer des candidats plus jeunes sur leurs listes en vue des élections au Parlement européen¹⁸⁶.
 3. Mieux préparer les jeunes à entrer dans la vie active, donner aux lycéens (à partir de 12 ans) la possibilité de participer à des visites d'observation de qualité dans des organisations à but lucratif et à but non lucratif, en étroite coopération entre les écoles, les collectivités locales et les organisations et entreprises concernées¹⁸⁷. Ces visites doivent être considérées dans le cadre d'un processus plus vaste d'orientation professionnelle dans l'éducation formelle afin de permettre aux jeunes d'avoir un premier contact avec le monde du travail de façon à pouvoir orienter leurs choix professionnels et/ou d'envisager de devenir entrepreneur.
 4. Un financement plus important de l'UE au titre de NextGenerationEU devrait également être consacré à la mise en œuvre de la garantie européenne renforcée pour la jeunesse, dont un plus grand engagement, une meilleure sensibilisation, l'amélioration de la qualité de l'offre, du financement et de l'action de tous les États membres et des niveaux pertinents des autorités concernées. Les organisations de jeunesse étant mieux à même de déterminer les besoins des jeunes, les gouvernements nationaux devraient collaborer avec ces organisations, à travers un dialogue étroit,
 5. Veiller à ce que les stages et les emplois des jeunes respectent les normes de qualité, notamment en matière de rémunération, en mettant fin aux salaires minimaux pour les jeunes et à toute autre disposition discriminatoire du droit du travail propre aux jeunes, ainsi qu'en interdisant, au moyen d'un instrument juridique, les stages non rémunérés sur le marché du travail et en dehors de l'éducation formelle¹⁸⁸.
 6. Garantir aux jeunes un niveau de vie raisonnable, dont un accès à la protection sociale et au logement. Les jeunes devraient avoir accès à un niveau de protection sociale équivalent à celui des autres catégories d'âge. L'accès des jeunes à un logement abordable devrait également être facilité, notamment au moyen d'un financement de l'UE¹⁸⁹.
 7. Des mesures spécifiques sont nécessaires pour éviter la fuite des cerveaux de certaines régions et de certains pays au sein de l'Union en raison de l'insuffisance des possibilités offertes aux jeunes, tout en rendant l'Europe plus attrayante pour empêcher la fuite des talents et de la main-d'œuvre européens vers les pays tiers afin d'éviter de nuire à la cohésion territoriale, en particulier en ce qui concerne les régions qui subissent une perte considérable de jeunes talents, y compris au moyen d'un financement de l'UE¹⁹⁰.
 8. En cas de crise grave (par exemple, crise sanitaire, guerre), des plans bien conçus, assortis de scénarios détaillés, devraient être prêts à être déployés de manière flexible afin de réduire au minimum l'impact sur les études, la formation professionnelle, la transition vers le marché du travail et le bien-être mental des jeunes¹⁹¹.

48. Proposition: Culture et échanges

Objectif: Afin d'encourager une culture d'échange et de promouvoir l'identité européenne et la diversité européenne dans différents domaines, les États membres devraient, avec l'aide de l'Union européenne¹⁹²:

Mesures:

1. Promouvoir les échanges européens dans différents domaines, tant physiquement que numériquement, y compris les échanges éducatifs, les jumelages, les voyages et la mobilité professionnelle (notamment pour les enseignants et les élus locaux). Ces échanges devraient être rendus accessibles à tous dans tous les États membres, indépendamment de l'âge, du niveau d'éducation, de l'origine et des moyens financiers¹⁹³. À cette fin, l'Union devrait notamment renforcer les programmes d'échange et de mobilité existants au niveau de l'Union, tels que le corps européen de solidarité, Erasmus + et DiscoverEU, assurer une participation plus large et diversifiée à ces programmes, et envisager d'ajouter de nouveaux éléments, tels qu'un objectif supplémentaire de service civique encouragé par le volontariat (pour le corps européen de solidarité) et des «titres d'accès culturels» (pour DiscoverEU). Les autorités locales et régionales, sous les auspices du Comité des régions, doivent jouer un rôle de premier plan dans ce domaine.
2. Promouvoir le multilinguisme en tant que passerelle vers d'autres cultures dès le plus jeune âge. Les langues régionales et minoritaires ont besoin d'une protection supplémentaire, en tenant compte de la convention du Conseil de l'Europe sur les langues minoritaires et de la convention-cadre pour la protection des minorités nationales. L'UE devrait envisager de mettre en place une institution de promotion de la diversité linguistique au niveau européen. Il faudrait obliger les enfants, dès l'école primaire, à acquérir des compétences dans une langue active de l'UE autre que la leur au niveau le plus élevé possible. Afin de faciliter la capacité des citoyens européens à communiquer avec des groupes plus larges d'autres Européens et en tant que facteur de cohésion européenne, l'apprentissage de la langue des États membres de l'UE directement limitrophes dans les régions frontalières et l'acquisition d'un niveau d'anglais certifié devraient être encouragés par les États membres.¹⁹⁴
3. Créer des possibilités de partager les cultures européennes, de rapprocher les peuples et de promouvoir auprès d'eux une identité européenne commune, par exemple au moyen de manifestations et de rassemblements associant tous les groupes cibles et se déroulant en différents lieux. Parmi les exemples figurent l'organisation de journées d'art mondial¹⁹⁵, une exposition européenne comportant des manifestations pédagogiques ou la transformation de la Journée de l'Europe (9 mai) en un jour de congé européen officiel pour tous les citoyens de l'Union¹⁹⁶.
4. Protéger le patrimoine culturel européen et la culture européenne¹⁹⁷, notamment en reconnaissant les spécificités locales et régionales en matière culturelle et de production¹⁹⁸, par de nouvelles initiatives visant à la préserver et à le célébrer, par la mobilité afin d'encourager l'échange de patrimoine culturel, et par la promotion des mesures existantes telles qu'Europe créative, le nouveau Bauhaus européen, les programmes de jumelage de villes et les capitales européennes de la culture, dans le respect des objectifs de développement durable.
5. Prendre des mesures pour veiller à ce que les professionnels de la culture soient suffisamment protégés au niveau de l'UE, en particulier lors de toute crise future, par l'adoption d'un statut juridique au niveau européen.

49. Proposition: Sport

Objectif: Le sport est essentiel pour nos sociétés – afin de défendre nos valeurs, de mener un mode de vie sain et de vieillir en bonne santé, de promouvoir une culture d'échanges ainsi que de célébrer la diversité du patrimoine européen. Pour cette raison, les États membres devraient viser, avec l'aide de l'Union européenne, à:

Mesures:

1. Insister sur des valeurs, en particulier l'égalité des sexes, l'équité et l'inclusion, qui peuvent se refléter concrètement dans la pratique d'un sport tout au long du parcours éducatif.
2. Sensibiliser aux bienfaits du sport et de l'activité physique pour la santé¹⁹⁹.
3. Intégrer les activités sportives dans les programmes d'échange et de mobilité au niveau de l'UE²⁰⁰.
4. Améliorer l'attention accordée non seulement aux sports professionnels et commerciaux, mais aussi au sport local et aux sports traditionnels, témoins de la diversité culturelle européenne, afin de promouvoir le patrimoine culturel, et soutenir les champions sportifs dans un cadre non professionnel.
5. Encourager, en parallèle, la mise en avant de l'identité européenne en organisant davantage de manifestations sportives intereuropéennes, en créant des équipes sportives de l'UE ou en affichant des drapeaux ou des symboles européens lors de manifestations sportives européennes.
6. Investir davantage dans la communication, comme la Semaine européenne du sport, afin que les citoyens de toute l'UE puissent bénéficier ensemble de possibilités de premier ordre.

**DE VOORSTELLEN VAN
DE PLENAIRE VERGADERING VAN DE CONFERENTIE
OVER DE TOEKOMST VAN EUROPA**



"Klimaatverandering en milieu"

1. Voorstel: landbouw, voedselproductie, biodiversiteit en ecosystemen, verontreiniging

Doel: Veilige, duurzame, rechtvaardige, uit klimaatoogpunt verantwoorde en betaalbare voedselproductie die voedselzekerheid waarborgt met inachtneming van de duurzaamheidsbeginselen, het milieu, de bescherming van biodiversiteit en van ecosystemen:

Maatregelen:

1. Het begrip "groene en blauwe economie" vooropstellen door effectieve, milieu- en klimaatvriendelijke landbouw en visserij in de EU en wereldwijd te bevorderen, met inbegrip van biologische landbouw en andere vormen van innovatieve en duurzame landbouw, zoals verticale landbouw, die het mogelijk maken meer voedsel te produceren met minder productiemiddelen en tegelijkertijd de emissies en milieueffecten te verminderen, maar toch een hoge productiviteit en voedselzekerheid garanderen (Panel 3 – aanbevelingen nrs. 1, 2 en 10; Panel 2 – aanbeveling nr. 4)
2. Heroriëntering van de subsidies naar biologische landbouw en duurzame landbouw die voldoet aan duidelijke milieunormen en helpen de mondiale klimaatdoelstellingen te realiseren, en versterking van de maatregelen om dit te stimuleren (Panel 3 – aanbevelingen nrs. 1 en 12)
3. Toepassing van de beginselen van de circulaire economie in de landbouw en bevordering van maatregelen tegen voedselverspilling (debat in de werkgroep, meertalig digitaal platform)
4. Het gebruik van chemische pesticiden en meststoffen aanzienlijk verminderen, overeenkomstig de bestaande doelstellingen en tegelijkertijd de voedselzekerheid blijven waarborgen, en ondersteuning van onderzoek naar de ontwikkeling van duurzamere en op de natuur gebaseerde alternatieven (Panel 3 – aanbeveling nr. 10, debat in de werkgroep)
5. Invoering van een certificering van koolstofverwijderingen, op basis van een robuuste, solide en transparante koolstofboekhouding (discussie in de plenaire vergadering)
6. Meer onderzoek en innovaties, onder meer op het gebied van technologische oplossingen voor duurzame productie, plantenresistentie en precisielandbouw, en meer communicatie, adviessystemen en opleidingen voor en door agrariërs (Panel 3 – aanbeveling nr. 10, debat in de werkgroep, discussie in de plenaire vergadering)
7. Uitbanning van sociale dumping en bevordering van een rechtvaardige en groene transitie naar betere banen in de landbouwsector, met hoogwaardige veiligheids-, gezondheids- en arbeidsumstandigheden (debat in de werkgroep)
8. Aanpak van aspecten als het gebruik van plastic in landbouwfolie en manieren om het waterverbruik in de landbouw te verminderen (MDP)
9. Gericht fokken en gerichte vleesproductie met de nadruk op dierenwelzijn en duurzaamheid, met gebruikmaking van maatregelen zoals duidelijke etikettering, strenge en gemeenschappelijke normen voor de veehouderij en het vervoer van dieren, versterking van het verband tussen fokken en voederen (Panel 3 – aanbevelingen nrs. 16 en 30)

2. Voorstel: landbouw, voedselproductie, biodiversiteit en ecosystemen, verontreiniging

Doel: Bescherming en herstel van de biodiversiteit, het landschap en de oceanen, en uitbanning van verontreiniging

Maatregelen:

1. Creatie, herstel, beter beheer en uitbreiding van beschermd gebieden – voor het behoud van de biodiversiteit (Aanbeveling van het Franse NCP, Panel 3 – aanbeveling nr. 11)
2. Instellen van een dwang- en beloningssysteem voor het aanpakken van vervuiling op basis van het beginsel dat de vervuiler betaalt, dat ook moet worden ingebed in belastingmaatregelen, in combinatie met meer bewustmaking en stimulansen (Panel 3 – aanbeveling nr. 32, aanbeveling van het Franse NCP, discussie in de plenaire vergadering)
3. Toewijzen van een grotere rol aan gemeenten bij stadsplanning en optrekken van nieuwe gebouwen ter ondersteuning van blauw-groene infrastructuur, voorkoming en stopzetting van verdere bodemafdekking en verplichte groene ruimten in geval van nieuwe bouwwerken met het oog op de bevordering van de biodiversiteit en van stadsbossen (Panel 3 – aanbeveling nr. 5, Panel 1 – aanbeveling nr. 18, aanbeveling van het Franse NCP)
4. Insecten beschermen, met name inheemse en bestuivende insecten, onder meer door bescherming tegen invasieve soorten en betere handhaving van de bestaande regelgeving (Panel 1 – aanbeveling nr. 18)
5. Ondersteuning van herbebossing en bebossing, inclusief bossen die verloren zijn gegaan door bosbranden, handhaving van verantwoord bosbeheer en ondersteuning van een beter gebruik van hout ter vervanging van andere materialen Vaststelling van bindende nationale streefcijfers voor herbebossing met inheemse bomen en lokale flora in alle EU-lidstaten, rekening houdend met de verscheidenheid aan nationale situaties en bijzonderheden (Panel 3 – aanbeveling nr. 14, Panel 1 – aanbeveling nr. 18)
6. Handhaving en uitbreiding van het verbod op kunststoffen voor eenmalig gebruik (MDP)
7. Bescherming van waterbronnen en bestrijding van de verontreiniging van oceanen en rivieren, onder meer door verontreiniging door microplastics te onderzoeken en te bestrijden, en door de bevordering van milieuvriendelijke scheepvaart middels gebruikmaking van de beste beschikbare technologieën en totstandbrenging van onderzoek en financiering vanuit de EU gericht op alternatieve maritieme brandstoffen en technologieën (meertalig digitaal platform, debat in de werkgroep)
8. Beperking van de lichtvervuiling (debat in de werkgroep)

3. Voorstel: Klimaatverandering, energie, vervoer

Doel: De Europese energiezekerheid vergroten en energieonafhankelijkheid voor de EU bereiken, en tegelijkertijd zorgen voor een rechtvaardige transitie en de Europese bevolking voorzien van voldoende, betaalbare en duurzame energie. De klimaatverandering aanpakken, met de EU als wereldleider op het gebied van duurzaam energiebeleid, en eerbiediging van de mondiale klimaatdoelstellingen:

Maatregelen:

1. Verwezenlijking en waar mogelijk versnelling van de groene transitie, met name door meer te investeren in hernieuwbare energie, teneinde de externe energieafhankelijkheid te verminderen en zonder daarbij de rol van lokale en regionale overheden in de groene transitie uit het oog te verliezen (debat in de werkgroep)
2. In het energiebeleid rekening houden met de geopolitieke en veiligheidsimplicaties van alle energieleveranciers uit derde landen, met inbegrip van de mensenrechten, het ecologische aspect en goed bestuur en de rechtsstaat (debat in de werkgroep)
3. Vermindering van de afhankelijkheid van olie- en gasinvoer door middel van energie-efficiëntieprojecten, ondersteuning van betaalbaar openbaar vervoer, een hogesnelheidsspoor- en vrachtnetwerk, uitbreiding van de voorziening met schone en hernieuwbare energie (Panel 4 – aanbeveling nr. 2, Panel 1 – aanbeveling nr. 10, aanbevelingen van de Franse en Duitse NCP's)
4. Verbetering van de kwaliteit en interconnectiviteit, waarborging van onderhoud en transformatie van de elektrische infrastructuur en elektriciteitsnetten teneinde de veiligheid te vergroten en de overgang naar hernieuwbare energiebronnen mogelijk te maken (Panel 1 – aanbeveling nr. 10, discussie in de werkgroep)
5. Investeren in technologieën voor hernieuwbare energieproductie, zoals efficiënte productie en efficiënt gebruik van groene waterstof, met name in sectoren die moeilijk te elektrificeren zijn (Panel 3 – aanbeveling nr. 31, debat in de werkgroep)
6. Investeren in het verkennen van nieuwe milieuvriendelijke energiebronnen en opslagmethoden en, totdat tastbare oplossingen zijn gevonden, extra investeringen in bestaande optimale oplossingen voor energieproductie en -opslag (Panel 3 – aanbevelingen nrs. 9 en 31)
7. CO₂-filters verplicht stellen voor fossiele-energiecentrales en financiële steun verlenen aan lidstaten die niet over de financiële middelen beschikken om CO₂-filters te implementeren (Panel 3 – aanbeveling nr. 29)
8. Zorgen voor een rechtvaardige transitie waarbij werk nemers en banen beschermd worden, door toereikende financiering voor de transitie en verder onderzoek, door een hervorming van het belastingstelsel, met eerlijker belastingheffing en maatregelen tegen belastingfraude, en door te zorgen voor een inclusieve governanceaanpak in de beleidsvorming op alle niveaus (bijv. ambitieuze maatregelen voor omscholing/bijscholing, sterke sociale zekerheid, openbare dienstverlening in handen laten van de overheid, bescherming van de regelgeving inzake gezondheid en veiligheid op het werk) (discussie in de plenaire vergadering, debat in de werkgroep, meertalig digitaal platform)
9. Invoering van een investeringspakket voor klimaatvriendelijke technologieën en innovaties, dat moet worden gefinancierd met klimaatgerelateerde invoertarieven en klimaatgerelateerde koolstofaanpassingsheffingen (aanbeveling van het Duitse NCP)
10. Na een overgangsperiode mogen fossiele brandstoffen niet langer worden gesubsidieerd en mag er geen financiering zijn voor traditionele gasinfrastructuur (debat in de werkgroep)

11. Het leiderschap van de EU versterken en een grotere rol en verantwoordelijkheid opnemen ter bevordering van ambitieuze klimaatactie, een rechtvaardige transitie en steun voor

het aanpakken van verlies en schade, in een internationaal kader waarbij de Verenigde Naties centraal staan (aanbeveling van het Nederlandse NCP, debat in de werkgroep)

4. Voorstel: Klimaatverandering, energie, vervoer

Doel: Het bieden van hoogwaardige, moderne, groene en veilige infrastructuur, waarbij connectiviteit wordt gewaarborgd, ook die van plattelands- en eilandgebieden, met name door middel van betaalbaar openbaar vervoer:

Maatregelen:

1. Ondersteuning van het openbaar vervoer en ontwikkeling van een Europees openbaarvervoersnetwerk, in het bijzonder in plattelands- en eilandgebieden, dat efficiënt, betrouwbaar en betaalbaar is, met extra stimulansen voor het gebruik van openbaar vervoer (Panel 3 – aanbeveling nr. 36, Panel 4 – aanbeveling nr. 2)
2. Investeren in hogesnelheidstreinen en nachtstreinen en vaststelling van uniforme normen voor milieuvriendelijke spoorwegtechnologie in Europa, om een geloofwaardig alternatief te bieden en de mogelijkheid te faciliteren om korteafstandsvluchten te vervangen en te ontmoedigen (debat in de werkgroep, meertalig digitaal platform)
3. Bevordering van de aankoop en het (gedeelde) gebruik van elektrische voertuigen – rekening houdend met de betaalbaarheid voor huishoudens – die voldoen aan een behoorlijke norm inzake levensduur van de batterij, alsmede investeringen in de noodzakelijke oplaadinfrastructuur en in de ontwikkeling van andere niet-vervuilende technologieën voor voertuigen waarvan de elektrificatie moeilijk te verwezenlijken is (Panel 3 – aanbeveling nr. 38)
4. Ontwikkeling van de connectiviteit inzake snel internet en snelle mobiele netwerken in plattelands- en eilandgebieden (Panel 3 – aanbeveling nr. 36)
5. Verbetering van de bestaande vervoersinfrastructuur uit ecologisch oogpunt (Panel 3 – aanbeveling nr. 37)
6. Verplicht stellen van stadsontwikkelingsprogramma's voor groenere steden met lagere emissies, met specifieke autovrije zones in steden, zonder schade te berokkenen aan winkelzones (Panel 3 – aanbeveling nr. 6)
7. Verbetering van de infrastructuur voor fietsen en meer rechten en betere rechtsbescherming voor fietsers en voetgangers, ook in geval van ongevallen met gemotoriseerde voertuigen, met waarborging van de verkeersveiligheid en aanbieding van training over de verkeersregels (Panel 3 – aanbeveling nr. 4)
8. Regulering van de winning van cryptovaluta, die een enorme hoeveelheid elektriciteit verbruiken (MDP)

Conferentie over de toekomst van Europa | [EINDVERSLAG](#)

5. Voorstel: duurzame consumptie, verpakkingen en productie

Doel: Verbetering van het gebruik en het beheer van materialen binnen de EU, om meer circulair, autonoom en minder afhankelijk te worden. Opbouw van een circulaire economie door het bevorderen van duurzame EU-producten en -productie. Ervoor zorgen dat alle producten die in de EU in de handel worden gebracht, voldoen aan gemeenschappelijke milieunormen van de EU:

Maatregelen:

1. Strengere en geharmoniseerde productienormen binnen de EU en een transparant etiketteringssysteem voor alle producten die op de EU-markt worden verkocht met betrekking tot hun duurzaamheids-/ecologische voetafdruk, alsmede hun levensduur, door middel van een QR-code en een ecoscore, of het digitale productpaspoort (Panel 3 – aanbevelingen nrs. 8, 13, 20 en 21, Panel 1 – aanbeveling nr. 16, Panel 4 – aanbeveling nr. 13)
2. Herziening van de mondiale toeleveringsketens, ook in de landbouwproductie, om de afhankelijkheid van de EU te verminderen en de ketens te verkorten (MDP)
3. Afval verder voorkomen door doelstellingen te bepalen voor preventie en hergebruik en kwaliteitsnormen in te voeren voor afvalsorteersystemen (debat in de werkgroep, aanbeveling van het Franse NCP)
4. Geleidelijke afschaffing van niet-duurzame verpakkingsvormen, reguleren van milieuvriendelijke verpakkingen en voorkoming van de verspilling van materiaal in verpakkingen, door middel van financiële stimulansen en sancties, en investeringen in het onderzoek naar alternatieven (Panel 3 – aanbevelingen nrs. 15 en 25, Panel 1 – aanbevelingen nr. 12, Panel 4 – aanbeveling nr. 16)
5. Invoering van een statiegeldregeling voor verpakkingen in de hele EU en geavanceerde normen voor containers (Panel 3 – aanbevelingen nrs. 22 en 23, meertalig digitaal platform)
6. Opstarten van een EU-kennisplatform over het stimuleren van langdurig en duurzaam gebruik en over de “reparatie” van producten, met inbegrip van informatie hierover die afkomstig is van consumentenverenigingen (Panel 3 – aanbeveling nr. 20)
7. Invoering van maatregelen om vroege of voortijdige (waaronder ingecalculeerde) veroudering tegen te gaan, te zorgen voor langere garanties, een recht op herstel te bevorderen en te zorgen voor de beschikbaarheid en toegankelijkheid van compatibele reserveonderdelen (Panel 3 – aanbeveling nr. 20, aanbevelingen van de Franse en Duitse NCP's, Panel 1 – aanbeveling nr. 14)
8. Een markt tot stand brengen voor secundaire grondstoffen, eventueel met invoering van verplichte percentages gerecycleerd materiaal, en ontmoedigen van het gebruik van primaire grondstoffen (discussie in de werkgroep)
9. Snelle uitvoering van een ambitieuze strategie voor duurzaam textiel en instelling van een mechanisme om ervoor te zorgen dat de consumenten zeker kunnen zijn dat het product voldoet aan duurzaamheidscriteria (Panel 3 – aanbeveling nr. 28, debat in de werkgroep)
10. Invoering van EU-maatregelen om consumenten in staat te stellen en te stimuleren om producten langer te gebruiken (Panel 3 – aanbeveling nr. 20)
11. Verhoging van de milieunormen en handhaving van de regelgeving met betrekking tot de uitvoer van afval, zowel binnen de EU als naar derde landen (Panel 4 – aanbeveling nr. 15, meertalig digitaal platform)
12. Vaststelling van maatregelen ter beperking van de reclame voor producten die schade berokkenen aan het milieu, met invoering van een verplichte disclaimer voor producten die bijzonder schadelijk zijn voor het milieu (Panel 3 – aanbeveling nr. 22)
13. Strengere productienormen en eerlijke arbeidsomstandigheden in de hele productie- en waardeketen (Panel 3 – aanbeveling nr. 21)

6. Voorstel: voorlichting, bewustmaking, dialoog en leefstijl

Doel: Bevordering van kennis, bewustzijn, educatie en dialoog met betrekking tot milieu, klimaatverandering, energieverbruik en duurzaamheid:

Maatregelen:

1. Het opzetten van een interactief platform met op feitelijke juistheid gecontroleerde informatie, met regelmatig bijgewerkte en diverse wetenschappelijke milieu-informatie (Panel 3 – aanbeveling nr. 33)
2. Ondersteuning van voorlichtingscampagnes over milieubewustzijn, met inbegrip van een langlopende campagne van de EU voor een duurzame consumptie en leefstijl (aanbevelingen van de Duitse, Nederlandse en Franse NCP's, Panel 3 – aanbeveling nr. 7)
3. Bevordering en facilitering van dialoog en overleg tussen alle besluitvormingsniveaus, met name met jongeren en op lokaal niveau (aanbevelingen van de Duitse, Nederlandse en Franse NCP's, Panel 3 – aanbevelingen nrs. 27 en 35, discussie in de plenaire vergadering)
4. Opstelling door de EU, met de hulp van de lidstaten, van een gemeenschappelijk Europees handvest voor milieukwesties en ter bevordering van het milieubewustzijn bij alle burgers (Panel 3 – aanbeveling nr. 7)
5. Het aanbieden van educatieve cursussen en lesmateriaal voor iedereen, om de kennis over klimaat en duurzaamheid te vergroten en een leven lang leren over milieuthema's mogelijk te maken (Panel 1 – aanbevelingen nrs. 15 en 35, Panel 3 – aanbeveling nr. 24, debat in de werkgroep)
6. Voedselproductie en bescherming van de biodiversiteit opnemen als thema's in het onderwijs, met inbegrip van het voordeel van onbewerkte ten opzichte van bewerkte levensmiddelen, en bevordering van schooltuinen, subsidiëring van stadstuinprojecten en verticale landbouw. Overwegen om van biodiversiteit een verplicht vak te maken op school en het bewustzijn over biodiversiteit te vergroten door middel van mediacampagnes en "wedstrijden" met prijzen overal in de EU (wedstrijden op het niveau van de lokale gemeenschap) (Panel 3 – aanbeveling nr. 5, Panel 1 – aanbeveling nr. 18)
7. Versterking van de rol en het optreden van de EU op het gebied van milieu en onderwijs, door een uitbreiding van de bevoegdheid van de EU op het gebied van onderwijs met betrekking tot klimaatverandering en milieu en door meer gebruik te maken van besluitvorming met gekwalificeerde meerderheid over onderwerpen die van Europees belang zijn, zoals milieu (aanbevelingen van de Franse NCP)
8. Bevordering van een plantaardig dieet met het oog op de bescherming van het klimaat en het behoud van het milieu (MDP)

Conferentie over de toekomst van Europa | [EINDVERSLAG](#)

“Gezondheid”

7. Voorstel – Gezonde voeding en een gezonde levensstijl¹

Doel: Ervoor zorgen dat alle Europeanen toegang hebben tot voorlichting over gezonde voeding en tot gezonde en betaalbare levensmiddelen, omdat dit essentieel is voor een gezonde levensstijl

Maatregelen:

1. Het vaststellen van minimumnormen voor voedselkwaliteit en de traceerbaarheid van levensmiddelen, en er in dat kader onder meer voor zorgen dat antibiotica en andere diergeneesmiddelen niet meer preventief worden gebruikt, maar dat het gebruik ervan wordt beperkt tot het absolute minimum dat nodig is om de gezondheid en het welzijn van dieren te beschermen, en ervoor zorgen dat de controles in dit verband worden aangescherpt. [#23, #17]
2. Mensen van jongens af aan gezonde gewoonten aanleren en ze aansporen tot het maken van gezonde keuzes door ongezonde bewerkte levensmiddelen te belasten en informatie over de gezondheidseigenschappen van levensmiddelen inzichtelijk te maken; met het oog hierop een Europees scoresysteem voor bewerkte levensmiddelen invoeren, op basis van onafhankelijke wetenschappelijke kennis, evenals een etiket voor het gebruik van hormonale en hormoonontregelende stoffen bij de productie van levensmiddelen; in dit verband de controle en handhaving van de bestaande regels versterken en overwegen deze aan te scherpen. [#18, #19, werkgroep]
3. De dialoog met spelers uit de voedselketen, van productie tot verkoop, bevorderen met het oog op maatschappelijk verantwoord ondernemerschap met betrekking tot gezonde voeding. [#19 werkgroep]
4. Op EU-niveau stimulansen bieden voor het verstrekken van gezond, gevarieerd en betaalbaar voedsel in voor het publiek bestemde instellingen zoals schoolkantines, ziekenhuizen of verpleeghuizen en ervoor zorgen dat daarvoor financiering beschikbaar is. [#3, plenaire vergadering, werkgroep]
5. Investeren in onderzoek naar de effecten van antibioticagebruik en van hormonale en hormoonontregelende stoffen op de menselijke gezondheid. [#17, #18]²

8. Voorstel – Een sterker zorgstelsel³

Doel: De veerkracht en kwaliteit van onze zorgstelsels verbeteren

Maatregelen:

1. Een Europese ruimte voor gezondheidsgegevens tot stand brengen, waardoor de uitwisseling van gezondheidsgegevens kan worden vergemakkelijkt; medische dossiers zouden – op vrijwillige basis – via een individueel elektronisch EU-gezondheidspaspoort beschikbaar kunnen worden gesteld, met inachtneming van de regels voor gegevensbescherming. [#41, werkgroep]
2. Zorgen voor adequate arbeidsvooraarden, met name via krachtige collectieve onderhandelingen, ook met betrekking tot lonen en werkregelingen, en harmonisering van opleidings- en certificeringsnormen voor zorgpersonnel; er moeten netwerk- en uitwisselingsprogramma's worden ontwikkeld, zoals Erasmus voor medische faculteiten, met name om bij te dragen tot de ontwikkeling van vaardigheden. Om ervoor te zorgen dat talentvolle mensen in Europa blijven en jonge professionals hun kennis kunnen verbreden en werkervaring kunnen opdoen, moeten er EU-uitwisselingsprogramma's worden opgezet om ervoor te zorgen dat de grootste talenten op het gebied van biowetenschappen niet naar derde landen vertrekken. [#39, werkgroep]
3. Strategische autonomie op EU-niveau waarborgen om te voorkomen dat we afhankelijk worden van derde landen voor geneesmiddelen (met name werkzame bestanddelen) en medische hulpmiddelen (waaronder grondstoffen); meer bepaald zou er op EU-niveau een lijst van essentiële en prioritaire geneesmiddelen en behandelingen alsook innovatieve geneesmiddelen en behandelingen (zoals biotechnologische oplossingen) moeten worden opgesteld met behulp van bestaande Europese agentschappen en HERA, om de beschikbaarheid hiervan voor de burgers te garanderen. Overwegen gecoördineerde strategische voorraden aan te leggen in de hele EU. Artikel 4 VWEU aldus wijzigen dat gezondheid en gezondheidszorg behoren tot de gedeelde bevoegdheden van de EU en de EU-lidstaten, om op die manier de noodzakelijke gecoördineerde langetermijnmaatregelen op het niveau van de Unie mogelijk te maken [#40, #49, NL 2⁴, plenaire vergadering, werkgroep]
4. Het verder ontwikkelen, coördineren en financieren van bestaande onderzoeks- en innovatieprogramma's op het gebied van gezondheid, zonder dat andere programma's op het gebied van gezondheid worden ondernomen, waaronder de Europese referentienetwerken, aangezien zij de basis vormen voor de ontwikkeling van zorgnetwerken voor bijzonder gespecialiseerde en complexe behandelingen. [#42, #43, werkgroep]
5. Investeren in zorgstelsels, met name openbare en non-profitstelsels, infrastructuur en digitale gezondheid en ervoor zorgen dat zorgverleners de beginselen van volledige toegankelijkheid, betaalbaarheid en kwaliteit van diensten eerbiedigen; op deze manier verzekeren dat middelen niet wegvalt naar zorginstellingen met winstoogmerk die weinig rekening houden met het algemeen belang. [#51, WG]
6. De lidstaten sterk aanbevelen om te investeren in doeltreffende, toegankelijke, betaalbare, hoogwaardige en veerkrachtige zorgstelsels, met name in de context van het Europees Semester. De gevolgen van de oorlog in Oekraïne voor de volksgezondheid tonen de noodzaak aan van verdere ontwikkeling van veerkrachtige gezondheidsstelsels en solidariteitsmechanismen. [#51, werkgroep]

9. Voorstel – Een bredere interpretatie van gezondheid⁵

Doel: Een holistische benadering van gezondheid hanteren die verder gaat dan ziekte en de genezing daarvan, met de nadruk op gezondheidsgeletterdheid en preventie, en het bevorderen van een algemeen begrip van de uitdagingen waar mensen met een ziekte of handicap mee worden geconfronteerd, in overeenstemming met de “één gezondheid”-benadering, die als horizontaal en fundamenteel beginsel moet uitmaken van alle EU-beleidsmaatregelen

Maatregelen:

1. Zorgen voor meer inzicht in geestelijkegezondheidsproblemen en manieren om dergelijke problemen tegen te gaan, vanaf de vroege kinderjaren en door vroegtijdige diagnose, waarbij wordt voortgebouwd op in de hele EU ontwikkelde optimale werkwijzen, die eenvoudig moeten kunnen worden geraadpleegd via het gezondheidsportaal voor goede praktijken. Om de kennis hierover te vergroten te vergroten, zouden EU-instellingen en belanghebbenden evenementen moeten organiseren voor de uitwisseling van optimale werkwijzen en hun leden moeten helpen deze onder hun eigen kiezers te verspreiden. Er moet een EU-actieplan inzake geestelijke gezondheid worden ontwikkeld met daarin een langetermijnstrategie voor geestelijke gezondheid, waarin onder meer aandacht wordt besteed aan onderzoek, aan de beschikbaarheid van hulpverleners op het gebied van geestelijke gezondheidszorg (onder meer voor minderjarigen) en aan de organisatie, in de nabije toekomst, van een speciaal Europees Jaar van de geestelijke gezondheid. [#44, #47, werkgroep]
2. Op EU-niveau een onderwijsprogramma inzake gezonde leefgewoonten ontwikkelen, waarbij ook aandacht wordt besteed aan seksuele voorlichting. Een dergelijk programma zou gericht moeten zijn op zowel een gezonde levensstijl als op milieubescherming en hoe daardoor een bijdrage geleverd kan worden aan het voorkomen van allerlei ziekten (bijvoorbeeld het gebruik van de fiets als gezond alternatief voor het dagelijks vervoer). De lidstaten en scholen zouden dit programma naar believen gratis in hun leerplannen moeten kunnen gebruiken. Het programma zou ook stereotypen over personen met een ziekte of handicap moeten aanpakken. [#46, werkgroep]
3. EHBO-cursussen ontwikkelen, inclusief praktijklessen, die gratis beschikbaar zouden moeten zijn voor alle burgers, en overwegen om deze cursussen standaard regelmatig aan te bieden aan leerlingen, studenten en op werkplekken. In alle lidstaten zou op openbare plaatsen een minimaal aantal defibrillators beschikbaar moeten zijn. [#50]
4. Het initiatief van de gezondheidsweek uitbreiden, in die zin dat deze in de hele EU tijdens dezelfde week georganiseerd zou worden, waarbij een breed scala aan gezondheidskwesties aan de orde zou kunnen worden gesteld. Eveneens nadenken over initiatieven voor een gezondheidsjaar, te beginnen met een jaar van de geestelijke gezondheid. [#44, werkgroep]
5. Hormonale anticonceptiemiddelen die om medische redenen worden gebruikt, bijvoorbeeld bij fibromyalgie en endometriose, evenals sanitaire producten voor vrouwen belasten als reguliere medische producten. Eenieder die te kampen heeft met vruchtbaarheidsproblemen verzekeren van de toegang tot vruchtbaarheidsbehandelingen. [#45, werkgroep]

10. Voorstel – Gelijke toegang tot gezondheid voor iedereen⁶

Doel: Het “recht op gezondheid” waarborgen door ervoor te zorgen dat alle Europeanen gelijke en universele toegang hebben tot betaalbare, preventieve, curatieve en hoogwaardige gezondheidszorg

Maatregelen:

1. Gemeenschappelijke minimumnormen voor gezondheid op EU-niveau vaststellen, onder meer met betrekking tot preventie en toegankelijkheid en nabijheid van zorg, en steun verlenen om aan deze normen te voldoen. [#39, werkgroep]
2. Erkennen dat volledig rekening moet worden gehouden met het beginsel van subsidiariteit en de fundamentele rol van lokale, regionale en nationale spelers op het gebied van gezondheid, en voorzien in de mogelijkheid om op EU-niveau op te treden wanneer het recht op gezondheid daar het best kan worden gewaarborgd. Snellere en daadkrachtiger besluitvorming over belangrijke kwesties mogelijk maken en zorgen voor een doeltreffender Europees bestuur met het oog op de ontwikkeling van de Europese gezondheidsunie (bijvoorbeeld in het geval van een pandemie of met betrekking tot zeldzame ziektes). [#49, FR wens 11, NL 3, digitaal platform]
3. Het versterken van de Europese gezondheidsunie door ten volle gebruik te maken van het huidige kader, en artikel 4 VWEU aldus wijzigen dat gezondheid en gezondheidszorg behoren tot de gedeelde bevoegdheden van de EU en de EU-lidstaten. [#49, FR wens 11, digitaal platform, werkgroep]⁷
4. Iedereen verzekeren van toegang tot bestaande behandelingen, waar dan ook in de EU deze het snelst beschikbaar zijn; met het oog daarop grensoverschrijdende samenwerking bevorderen, met name op het gebied van zeldzame ziekten, kanker, hart- en vaatziekten en zeer specialistische behandelingen, zoals orgaantransplantaties en de behandeling van ernstige brandwonden. Er moet een Europees netwerk voor transplantaties en orgaandonaties worden opgezet ten behoeve van alle Europese patiënten die een transplantatie nodig hebben. [plenaire vergadering en werkgroep]
5. De betaalbaarheid van zorg waarborgen door meer te investeren in gezondheidszorg, in het bijzonder tandheelkundige zorg, met inbegrip van profylaxe, en ervoor zorgen dat iedereen binnen 15 tot 20 jaar toegang heeft tot betaalbare tandheelkundige zorg. [#48, werkgroep]
6. Ervoor zorgen dat behandelingen en geneesmiddelen in de hele EU van gelijke kwaliteit zijn en tegen een eerlijke lokale prijs worden verstrekt, onder meer door de bestaande versnippering van de interne markt aan te pakken. [#40, NL 3, werkgroep, plenaire vergadering]
7. Gezondheidsarmoede bestrijden door het gratis verstrekken van tandheelkundige zorg aan kinderen, mensen met een laag inkomen en andere kwetsbare bevolkingsgroepen, zoals mensen met een handicap, aan te moedigen. Daarnaast rekening houden met de effecten van slechte woonomstandigheden op de gezondheid. [#48, werkgroep]
8. Rekening houden met de internationale dimensie van gezondheid en erkennen dat geneesmiddelen voor iedereen beschikbaar moeten zijn, ook in armere landen. [NL 2]

Conferentie over de toekomst van Europa | [EINDVERSLAG](#)

“Een sterkere economie, sociale rechtvaardigheid en werkgelegenheid”

Inleiding

We leven in uitzonderlijke tijden en de EU zal worden beoordeeld op haar inspanningen om sterker uit de huidige crises te komen, met een duurzamer, inclusiever, competitiever en veerkrachtiger groeimodel. De Russische invasie in Oekraïne en de COVID-19-pandemie hebben het gezicht van de EU veranderd. Tijdens de conferentie moet ook worden ingegaan op de sociale en economische gevolgen van deze oorlog in de reeds bijzonder veeleisende context na de pandemie. Tegelijkertijd vormt klimaatverandering nog steeds een voortdurende bedreiging voor de mensheid, die enorme gevolgen zal hebben voor de economie en onze samenlevingen. Uit de ontvangen aanbevelingen blijkt duidelijk dat de burgers aandringen op krachtiger optreden door de EU. Bestaande grensoverschrijdende uitdagingen, zoals ongelijkheid, concurrentievermogen, gezondheid, klimaatverandering, migratie, digitalisering en eerlijke belastingheffing, vergen passende Europese oplossingen. Uit de aanbevelingen en discussies blijkt ook dat we een omvattende strategie nodig hebben om te zorgen voor een beter welzijn van de Europese burgers wat betreft de verschillende aspecten van hun leven. Sommige elementen van deze strategie zijn terug te vinden in reeds bestaand beleid en kunnen worden verwezenlijkt door ten volle gebruik te maken van het bestaande institutionele kader op Europees en nationaal niveau; voor andere zullen nieuwe beleidsmaatregelen en, in sommige gevallen, verdragswijzigingen nodig zijn. Nieuwe beleidsmaatregelen en verdragswijzigingen moeten echter worden gezien als middel om meer welzijn te bereiken en niet als doel op zich. Het is zowel mogelijk als noodzakelijk om de EU zodanig te hervormen dat haar strategische autonomie, duurzame groei, verbetering van de levens- en arbeidsomstandigheden en menselijke vooruitgang worden gewaarborgd, zonder onze planeet uit te putten en te vernietigen in het kader van een hernieuwd sociaal contract. Onderhavige aanbevelingen zijn bedoeld om deze doelstellingen te verwezenlijken. Bij lezing van de voorstellen hieronder moet in gedachten worden gehouden dat burgers uit heel Europa een breed scala aan standpunten en aanbevelingen hebben geformuleerd. Deze verscheidenheid aan meningen is een van de unieke sterke punten van Europa.

11. Voorstel: Duurzame groei en innovatie⁸

Doel: Wij stellen voor dat de EU de overgang naar een duurzaam en veerkrachtig groeimodel ondersteunt, waarbij in het kader van het Europees Semester rekening wordt gehouden met de groene en de digitale transitie en een sterke sociale dimensie, en waarbij burgers, vakbonden en bedrijven mondiger worden gemaakt. De conventionele macro-economische indicatoren en het bbp zouden kunnen worden aangevuld met nieuwe indicatoren om de nieuwe Europese prioriteiten, zoals de Europese Green Deal of de Europese pijler van sociale rechten, aan te pakken en de ecologische en de digitale transitie alsook het welzijn van mensen beter tot uitdrukking te laten komen. Dit doel kan worden bereikt door:

Maatregelen:

1. Het bevorderen van groenere productieprocessen door bedrijven, het ondersteunen van bedrijven bij het vinden van de beste oplossingen en het bieden van positieve en negatieve stimulansen (ECP 11 en 12), en het verhogen van lokale productie en consumptie; (discusses)
2. Het werken aan een duurzamere en meer circulaire economie door het probleem van geplande veroudering aan te pakken en het recht op reparatie te waarborgen; (ECP 14)
3. Het evalueren van de economische governance van de EU en het Europees Semester om ervoor te zorgen dat de groene en de digitale transitie, sociale rechtvaardigheid en sociale vooruitgang hand in hand gaan met economisch concurrentievermogen, zonder dat voorbij wordt gegaan aan het economische en fiscale karakter van het Europees Semester. Bovendien moeten de sociale partners en de lokale en regionale overheden meer betrokken worden bij de uitvoering van het Europees Semester om de toepassing en verantwoordingsplicht ervan te verbeteren; (onlineplatform, discussies)
4. Het aanpakken van het gebruik van plastic verpakkingen/recipiënten voor eenmalig gebruik; (ECP 12)
5. Europese technologie breder ingang doen vinden en tot een bruikbaar alternatief voor buitenlandse technologie maken; (discusses)
6. Het bevorderen van onderzoek naar nieuwe materialen en technologieën, alsook het innovatieve gebruik van bestaande materialen, waarbij ervoor gezorgd moet worden dat geen dubbel onderzoek wordt gedaan; (ECP 9, NL 1)
7. Werken aan duurzaamheid, betaalbaarheid en toegankelijkheid van energie, rekening houdend met energiearmoede en de afhankelijkheid van niet-EU-landen, door het aandeel van duurzaam opgewekte energie te vergroten; (ECP 10, LT 3, IT 1.1)
8. Burgers en ondernemingen voorlichten over hoe zij duurzamer kunnen leven en opereren en een rechtvaardige transitie kunnen waarborgen op basis van een sociale dialoog en hoogwaardige banen; (ECP 12 en onlineplatform)
9. Het opnemen van ambitieuze sociale, arbeids- en gezondheidsnormen, waaronder normen op het gebied van gezondheid en veiligheid op het werk, in nieuwe handelsovereenkomsten van de EU; (LT 8)

12. Voorstel: Versterking van het concurrentievermogen van de EU en verdere verdieping de eengemaakte markt⁹

Doel: Wij stellen voor het concurrentievermogen en de veerkracht van de economie, de eengemaakte markt en de industrie van de Europese Unie te versterken en strategische afhankelijkheden aan te pakken. We moeten een bedrijfscultuur in de EU bevorderen waarin innovatieve bedrijven van elke omvang, en met name micro-, kleine en middelgrote ondernemingen, alsook start-ups worden aangemoedigd en tot bloei kunnen komen, zodat zij kunnen bijdragen aan veerkrachtigere en hechtere samenlevingen. Er is behoefte aan een goed functionerende markteconomie om de visie van een socialer Europa werkelijkheid te laten worden. Dit doel kan worden bereikt door:

Maatregelen:

1. Het ontwikkelen van een duidelijke visie op de Europese economie en het inspelen op de sterke punten, kwaliteiten en diversiteit van Europa, rekening houdend met economische en andere verschillen tussen de lidstaten, en het stimuleren van samenwerking en concurrentie tussen bedrijven; (NL 1 en 2)
2. Het consolideren van wat reeds bereikt is op het gebied van de eenheidsmunt en de onderlinge koppeling van betalingssystemen en telecommunicatie; (IT 4.a.2)
3. Het tegengaan van uniformisering van producten en het erkennen van lokale en regionale cultuurgebonden productiewijzen (het in ere houden van traditionele productiemethoden); (IT 2.2)
4. Het versterken van de opwaartse sociale en economische convergentie op de eengemaakte markt door het voltooien van bestaande initiatieven, zoals de bankenunie en de kapitaalmarktenunie, en het doorvoeren van een toekomstgerichte hervorming van onze economische en monetaire unie; (discusses)
5. Het bevorderen van beleidsmaatregelen voor een sterke industriële basis en innovaties op het gebied van sleuteltechnologieën, en een toekomstgericht klimaatbeleid in combinatie met industrieel concurrentievermogen, met een sterke sociale dimensie, gebaseerd op een sociale dialoog en goed functionerende arbeidsverhoudingen; (discusses)
6. Het besteden van bijzondere aandacht aan kmo's, de ruggengraat van onze economie, bij alle nieuwe initiatieven. In het kader van alle wetgevingsvoorstellen van de EU moet het "denk eerst klein"-beginsel worden geëerbiedigd en de Commissie moet in het kader van haar effectbeoordelingen een belangrijke rol toekennen aan de kmo-toets, een en ander in overeenstemming met duidelijke beginselen en met volledige inachtneming van sociale en milieunormen en consumentenrechten; (discusses)
7. De administratieve belemmeringen voor kmo's wat betreft financieringsaanvragen, aanbestedingen en netwerken zo laag mogelijk houden. Het verder ontwikkelen van de toegang tot financiering voor kmo's in verband met innovatieprojecten met een hoog risico door entiteiten zoals de Europese Innovatieraad en de Europese Investeringsbank; (discusses)
8. Het opzetten van een beter kader voor investeringen in onderzoek en innovatie gericht op duurzamere bedrijfsmodellen en een grotere biodiversiteit. (ECP 10, 11 en 14) De focus leggen op technologie en innovatie als aanjagers van groei; (IT 1.3)
9. Het bevorderen van de collectieve economische prestaties door middel van een autonome, concurrerende industrie; (FR 3)
10. Het in kaart brengen en ontwikkelen van strategische sectoren, waaronder ruimtevaart, robotica en AI; (FR 3 en 9)
11. Investeren in een economie die gebaseerd is op toerisme en cultuur, onder meer de cultuur van en het toerisme naar de vele kleine bestemmingen in Europa; (IT 1.2)
12. Het aanpakken van de voorzieningszekerheid door middel van diversificatie van bronnen/grondstoffen en verhoging van de productie

- van essentiële goederen in Europa, bijvoorbeeld op het gebied van gezondheid, voedsel, energie, defensie en vervoer; (FR 9, LT 1, IT 1.4)
13. Het bevorderen van de digitalisering van Europese ondernemingen, bijvoorbeeld aan de hand van een specifiek scorebord dat ondernemingen in staat stelt hun digitaliseringgraad onderling te vergelijken, met als algemeen doel het concurrentievermogen te vergroten; (DE 2.1)
14. Het bevorderen van digitale cohesie, om bij te dragen aan de economische, sociale en territoriale cohesie zoals gedefinieerd in het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie; (discusses)
15. Het versterken van de grensoverschrijdende samenwerking om de cohesie en veerkracht binnen en buiten regio's te vergroten, door het Europees grensoverschrijdend mechanisme en soortgelijke instrumenten te bevorderen; (discusses)
16. Het verbeteren en onder de aandacht brengen van de mogelijkheden voor grensoverschrijdende opleidingen, om de Europese beroepsbevolking bij te scholen en het concurrentievermogen te vergroten en tegelijkertijd de economische geletterdheid van de burgers te stimuleren; (DE 2.2, LT 7). Het stimuleren van uitwisselingen tussen werk nemers in Europa via een Europees arbeidsbureau. (IT 6.1) Het aansporen van jongeren om exacte vakken te studeren; (IT 1.5)
17. Het verminderen van niet-essentiële bureaucratie (vergunningen, certificeringen); (IT 2.1)
18. Het bestrijden van namaak en oneerlijke concurrentie; (IT 2.4)
19. Ervoor zorgen dat meer start-ups en kmo's deelnemen aan innovatieve projecten, aangezien dit hun innovatiekracht, concurrentievermogen en netwerkvorming ten goede komt. (onlineplatform, discussies)
20. Het consolideren en beschermen van de interne markt moet een prioriteit blijven; maatregelen en initiatieven op EU- en nationaal niveau mogen de interne markt niet schaden en moeten bijdragen tot het vrije verkeer van personen, goederen, diensten en kapitaal; (discusses)
21. Het onderwerpen van nieuwe EU-beleidsinitiatieven aan een "concurrentievermogenstoets" om inzicht te krijgen in de impact van deze initiatieven op ondernemingen en het ondernemingsklimaat (kosten van zakendoen, innovatiecapaciteit, internationaal concurrentievermogen, gelijk speelveld enz.). Een dergelijke toets moet in overeenstemming zijn met de Overeenkomst van Parijs en de duurzameontwikkelingsdoelstellingen, moet het beginsel van gendergelijkheid eerbiedigen, en mag de bescherming van de mensenrechten, de sociale rechten, de rechten van werknemers en de milieu- en consumentenbeschermingsnormen niet ondermijnen. Hiertoe pleiten wij voor oprichting van een Europees adviesorgaan voor concurrentievermogen, dat toezicht moet houden op de wijze waarop de concurrentievermogenstoets wordt uitgevoerd en dat met name de cumulatieve impact van wetgeving moet beoordelen, en dat voorstellen moet doen om betere randvoorwaarden te creëren voor het waarborgen van het concurrentievermogen van EU-ondernemingen. Een dergelijk orgaan moet het maatschappelijk middenveld en de sociale partners bij zijn governance betrekken; (discusses)

13. Voorstel: Inclusieve arbeidsmarkten¹⁰

Doel: Wij stellen voor de werking van de arbeidsmarkten te verbeteren, zodat deze eerlijker arbeidsomstandigheden waarborgen en gendergelijkheid en werkgelegenheid, ook voor jongeren en kwetsbare groepen, bevorderen. De EU, de lidstaten en de sociale partners moeten een einde maken aan armoede onder werkenden, de rechten van platformwerkers aanpakken, onbetaalde stages verbieden en zorgen voor eerlijke arbeidsmobiliteit in de EU. We moeten de sociale dialoog en collectieve onderhandelingen bevorderen. We moeten ervoor zorgen dat volledig uitvoering wordt gegeven aan de Europese pijler van sociale rechten, met inbegrip van de desbetreffende kerndoelen voor 2030, op EU-, nationaal, regionaal en lokaal niveau op het gebied van "gelijke kansen en toegang tot de arbeidsmarkt" en op het gebied van "eerlijke arbeidsvoorwaarden", waarbij bevoegdheden en de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid worden geëerbiedigd en er moet een protocol inzake sociale vooruitgang in de Verdragen worden opgenomen. Hierbij moeten de nationale tradities en de autonomie van de sociale partners worden geëerbiedigd en moet worden samengewerkt met het maatschappelijk middenveld. Dit doel kan worden bereikt door:

Maatregelen:

1. Ervoor zorgen dat de wettelijke minimumlonen waarborgen dat elke werknemer in elke lidstaat zijn recht op een behoorlijke levensstandaard kan uitoefenen en dat de werknemers in alle lidstaten een vergelijkbare levensstandaard hebben. Er moeten duidelijke criteria worden vastgesteld (bv. de kosten van levensonderhoud, inflatie, de armoedegrens, het gemiddelde en het mediane loon) waarmee rekening moet worden gehouden bij de vaststelling van het minimumloon. De wettelijke minimumlonen moeten regelmatig in het licht van deze criteria worden geëvalueerd om ervoor te zorgen dat de hoogte ervan passend is. Bijzondere aandacht moet worden besteed aan de doeltreffende uitvoering van deze regels en aan het monitoren van de verbetering van de levensstandaard. Tegelijkertijd moeten collectieve onderhandelingen in de hele EU worden versterkt en bevorderd; (ECP 1 en 30; DE 4.2; onlineplatform).
2. Het opmaken van de balans van de uitvoering van de arbeidstijdenrichtlijn (Richtlijn 2003/88/EG) en andere relevante wetgevingsinstrumenten die een gezond evenwicht tussen werk en privéleven waarborgen, en ervoor zorgen dat deze wetgeving krachtiger gehandhaafd wordt. Daarnaast moet gekeken worden naar nieuwe nationale beleidsmaatregelen op dit terrein; (ECP 2)
3. Het invoeren van nieuwe wetgeving (of het aanscherpen van bestaande wetgeving) die het zogenaamde "slimme werken" reguleert en het stimuleren van bedrijven om "slim werken" te promoten. (ECP 7) De EU moet het recht om offline te zijn waarborgen, meer doen om de digitale kloof op de werkplek aan te pakken en de gevolgen van telewerken voor de gezondheid, de arbeidstijd en de prestaties van bedrijven beoordelen. Er moet worden gezorgd voor eerlijke digitalisering op basis van mensenrechten, betere arbeidsomstandigheden en collectieve onderhandelingen; (discusses)
4. Het waarborgen van een geïntegreerd werkgelegenheidsbeleid op EU-niveau, waarbij een actief arbeidsmarktbeleid centraal blijft staan en het beleid steeds meer wordt gecoördineerd (IT 6.2), terwijl de lidstaten zich richten op de voortzetting van hun hervormingsinspanningen om gunstige voorwaarden te creëren voor het scheppen van hoogwaardige banen; (discusses)
5. Het zetten van stappen om te waarborgen dat als economische vrijheden botsen met sociale rechten, de laatste voorrang krijgen, onder meer door in de Verdragen een protocol inzake sociale vooruitgang op te nemen; (onlineplatform/discusses)
6. Het waarborgen van gendergelijkheid, in overeenstemming met de EU-strategie voor gendergelijkheid 2020-2025. De EU moet gendergelijkheid blijven meten door middel van een gendergelijkheidsindex (met aandacht voor opvattingen, loonkloof, werkgelegenheid, leiderschap enz.), moet de strategie jaarlijks monitoren en moet transparant zijn met

- betrekking tot de resultaten; De EU moet de uitwisseling van deskundigheid en beste praktijken stimuleren en zou een mechanisme voor rechtstreekse feedback van burgers kunnen opzetten (bijv. een ombudspersoon) (ECP 28; IT 5.a.1). De loonkloof tussen mannen en vrouwen moet worden aangepakt en er moeten quota voor hogere functies worden ingevoerd. Er moet meer steun komen voor vrouwelijke ondernemers in het bedrijfsleven en vrouwen op STEM-gebieden (discusses).
7. Het bevorderen van de werkgelegenheid voor jongeren, bijvoorbeeld door middel van financiële steun aan bedrijven, maar ook door werkgevers en werknemers extra steun te geven (NL 4) en steun te verlenen aan jonge ondernemers en jonge zelfstandigen, bijvoorbeeld in de vorm van onderwijsinstrumenten en cursussen (discusses);
8. Het bevorderen van de werkgelegenheid voor kansarme groepen (NL 4), met name mensen met een handicap (onlineplatform);
9. Het bevorderen van werkgelegenheid en sociale mobiliteit om een volwaardige kans op zelfontplooiing en zelfbeschikking te bieden (IT 5.a.4 en IT 6.1). Er zou een langetermijnstrategie kunnen worden ontwikkeld om ervoor te zorgen dat iedereen in onze samenleving, met name de jonge generatie, de juiste vaardigheden heeft om een baan te vinden en zijn of haar talenten te ontplooien (discusses). Het is belangrijk om te investeren in menselijke vaardigheden die afgestemd zijn op de veranderende behoeften van de arbeidsmarkt en een leven lang leren te bevorderen, onder meer door middel van uitwisselingsprogramma's in alle levensfasen en het waarborgen van het recht op een leven lang leren en het recht op opleiding (FR 6; DE 4.1) Daartoe moet de samenwerking tussen ondernemingen, vakbonden en aanbieders van beroepsonderwijs, onderwijs en opleiding worden versterkt (discusses).

14. Voorstel: Sterker sociaal beleid¹¹

Doel: We stellen voor ongelijkheid te verminderen, sociale uitsluiting te bestrijden en armoede aan te pakken. We moeten een alomvattende armoedebestrijdingsstrategie opzetten. Deze strategie zou onder meer een versterkte kindergarantie en jongerengarantie kunnen omvatten, alsook invoering van minimumlonen, een gemeenschappelijk EU-kader voor minimuminkomensregelingen en fatsoenlijke sociale huisvesting. We moeten ervoor zorgen dat volledig uitvoering wordt gegeven aan de Europese pijler van sociale rechten, met inbegrip van de betreffende kerndoelen voor 2030, op EU-, nationaal, regionaal en lokaal niveau op het gebied van "sociale bescherming en inclusie", waarbij bevoegdheden en de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid worden geëerbiedigd, en er moet een protocol inzake sociale vooruitgang in de Verdragen worden opgenomen. Dit doel kan worden bereikt door:

Maatregelen:

1. Het versterken van de bevoegdheden van de EU op het gebied van sociaal beleid en het voorstellen van geharmoniseerde wetgeving voor de hele EU om sociaal beleid te bevorderen en gelijke rechten te waarborgen, onder meer op het gebied van gezondheid, waarbij rekening wordt gehouden met de overeengekomen regelgeving en minimumvereisten op het hele grondgebied (ECP 19 en 21). De EU zou het beleid van de lidstaten kunnen ondersteunen en aanvullen door onder meer een gemeenschappelijk kader voor minimuminkomens voor te stellen om ervoor te zorgen dat niemand buiten de boot valt; Deze acties moeten worden uitgevoerd in het kader van de volledige uitvoering van de Europese pijler van sociale rechten en het bijbehorende actieplan; (discusses)
2. Het eerbiedigen van welzijnsrechten (volksgezondheid, openbaar onderwijs, arbeidsbeleid); (IT 4.a.1)
3. Het bevorderen van onderzoek op het gebied van sociale zaken en gezondheid in de EU volgens prioritaire lijnen die van algemeen belang worden geacht en waarover de

Conferentie over de toekomst van Europa | [EINDVERSLAG](#)

- lidstaten overeenstemming hebben bereikt, en het verstrekken van passende financiering daarvoor. Dit kan gedeeltelijk worden bereikt door de samenwerking tussen verschillende vakgebieden, landen en studiecentra (universiteiten enz.) te versterken; (ECP 20)
4. Het bieden, aan alle personen jonger dan 16 jaar, van toegang tot medische diensten in de hele EU als deze diensten niet beschikbaar zijn in de nationale context; (discusses)
 5. Er voor zorgen dat de EU, samen met de sociale partners en de nationale regeringen, steun verleent voor gerichte toegang tot fatsoenlijke sociale huisvesting voor burgers, al naargelang hun specifieke behoeften. De financiële inspanningen moeten worden verdeeld tussen particuliere financiers, verhuurders, begünstigden van huisvesting, centrale en lokale overheden van de lidstaten en de Europese Unie. (ECP 25)

15. Voorstel: Demografische transitie¹²

Doel: Wij stellen voor de uitdagingen als gevolg van de demografische transitie, met name lage geboortecijfers en een gestaag vergrijzende bevolking, aan te pakken als cruciaal bestanddeel van de algehele veerkracht van Europa, door ervoor te zorgen dat mensen gedurende hun hele leven ondersteund worden. In dit kader moeten omvattende maatregelen genomen worden die gericht zijn op alle generaties, van kinderen en jongeren tot gezinnen, de bevolking in de werkende leeftijd, ouderen die nog steeds bereid zijn te werken, alsook ouderen die met pensioen zijn of zorg nodig hebben. Dit doel kan worden bereikt door:

Maatregelen:

1. Het garanderen van hoogwaardige, betaalbare en toegankelijke kinderopvang in de hele EU, zodat moeders en vaders met vertrouwen werk en gezinsleven kunnen combineren. Dit kan in voorkomend geval ook mogelijkheden voor kinderopvang op of nabij het werk omvatten. In sommige lidstaten is ook zorg in de nachtelijke uren beschikbaar, wat navolging zou moeten krijgen in andere lidstaten. Deze maatregelen zouden gepaard kunnen gaan met ondersteunende maatregelen, zoals verlaagde btw-tarieven voor uitrusting die nodig is voor kinderen. Het is van essentieel belang armoede en sociale uitsluiting van kinderen te voorkomen; (ECP 22 en 26) De uitbreiding van de kindergarantie, waarbij de toegang van kinderen in nood tot diensten zoals onderwijs en zorg, gezondheidszorg, voeding en huisvesting wordt gewaarborgd, kan een instrument zijn om dit te bereiken (onlineplatform, discussies).
2. Het invoeren van specifieke ondersteuning en bescherming op het werk voor jongeren. Dergelijke maatregelen voor de bevolking in de werkende leeftijd zouden ook moeten bestaan uit het bevorderen van de kennis van moeders en vaders over de terugkeer naar het werk (ECP 22). Het versterken van de jongerengarantie kan een instrument zijn om de toegang van jongeren onder de 30 jaar tot hoogwaardige werkgelegenheid, vervolgonderwijs, leerlingplaatsen of stages te verbeteren; (discusses)
3. Het bevorderen van het recht op vrij verkeer op het gebied van onderwijs binnen de Unie, onder meer door wederzijdse erkenning van diploma's, graden, vaardigheden en kwalificaties; (discusses)
4. Het verbeteren van wetgeving ter ondersteuning van gezinnen in alle lidstaten en het verbeteren van de uitvoering van die wetgeving, bijvoorbeeld inzake ouderschapsverlof, uitkeringen bij geboorte en kinderopvangtoelagen. (ECP 26 & IT 5.a.1) Huisvesting speelt een cruciale rol bij de ondersteuning van gezinnen en moet aan de orde worden gesteld (platform en discussies);
5. Het nemen van maatregelen om ervoor te zorgen dat alle gezinnen in alle lidstaten gelijke gezinsrechten genieten. Deze rechten omvatten onder meer het recht op huwelijk en adoptie; (ECP 27)
6. Het bevorderen van flexibele pensioenleeftijden door rekening te houden met de specifieke

- situatie van ouderen. Bij het bepalen van de pensioenleeftijd moet onderscheid worden gemaakt op basis van het beroep, zodat rekening kan worden gehouden met geestelijk of fysiek zwaar werk; (ECP 21 en IT 5.a.1)
7. Het voorkomen van armoede onder ouderen door invoering van minimumpensioenen. Bij dergelijke minimumniveaus moet rekening worden gehouden met de levensstandaard, de armoedegrens en de koopkracht in de betrokken lidstaat; (ECP 21)
 8. Het waarborgen van passende sociale en gezondheidszorg voor ouderen. Daarbij is het belangrijk om zowel gemeenschapsgerichte zorg als zorg in te huizen of instellingen aan te pakken. Bij de maatregelen moet rekening worden gehouden met zowel zorgontvangers als zorgverleners; (ECP 23)
 9. Het waarborgen van de duurzame ontwikkeling en de demografische veerkracht van de achterstandsregio's om ze dynamischer en aantrekkelijker te maken, onder meer via het cohesiebeleid; (onlineplatform, discussies)
 10. Het nemen van gecoördineerde maatregelen op Europees niveau voor het verzamelen van naar gender uitgesplitste gegevens en het analyseren van demografische trends, het delen van beste praktijken en kennis, en het ondersteunen van de lidstaten bij het ontwikkelen en uitvoeren van passend beleid, onder meer door de oprichting van een gespecialiseerd EU-orgaan op dit gebied. (onlineplatform en discussies)

16. Voorstel: Begrotings- en belastingbeleid¹³

Doel: Wij stellen voor dat de EU toekomstgerichte investeringen met een sterke sociale en genderdimensie bevordert die gericht zijn op de groene en de digitale transitie, voortbouwend op de voorbeelden van Next Generation EU en het SURE-instrument. De EU moet rekening houden met de sociale en economische gevolgen van de oorlog tegen Oekraïne en het verband tussen de economische governance van de EU en de nieuwe geopolitieke context en zij moet haar eigen begroting versterken met nieuwe eigen middelen. Burgers willen niet dat mensen en kleine en middelgrote ondernemingen worden belast, maar dat belastingontduikers worden aangepakt en grote vervuilers en digitale reuzen worden belast. Daarnaast willen zij dat de EU de lidstaten en lokale overheden helpt om hun eigen financiering rond te krijgen en EU-middelen te benutten. Deze doelstelling moet worden bereikt door:

Maatregelen:

1. Het harmoniseren en coördineren van het belastingbeleid in de EU-lidstaten om belastingontduiking en -ontwijking te voorkomen, een einde maken aan de belastingparadijzen binnen de EU en het aanpakken van offshoring binnen Europa, onder meer door ervoor te zorgen dat besluiten over belastingaangelegenheden in de Raad van de EU met gekwalificeerde meerderheid kunnen worden genomen. Sommige burgerpanels stellen evenwel dat belastingheffing een zaak is van de afzonderlijke landen, die elk hun eigen doelstellingen hebben en ook gekenmerkt worden door hun eigen omstandigheden; (ECP 13 en 31, IT 4.b.3, NL 2.3)
2. Het bevorderen van de samenwerking tussen de EU-lidstaten om ervoor te zorgen dat alle bedrijven in de EU billijke belastingen betalen; het invoeren van een gemeenschappelijke heffingsgrondslag voor de vennootschapsbelasting of een minimaal effectief tarief (NL 3)
3. Ervoor zorgen dat bedrijven daar belasting betalen waar ze winst maken; (ECP 13)
4. Ervoor zorgen dat het belastingbeleid de Europese industrie ondersteunt en banenverlies in Europa voorkomt; (ECP 13 en 31)
5. Verder nadrukken over gemeenschappelijke leningen op EU-niveau, teneinde gunstigere leningsvooraarden te creëren en tegelijkertijd een verantwoord begrotingsbeleid op het niveau van de lidstaten in stand te houden; (LT 9)
6. Het verbeteren van het toezicht op de absorptie en het gebruik van EU-middelen, ook op lokaal en gemeentelijk niveau. (LT 10)

Conferentie over de toekomst van Europa | [EINDVERSLAG](#)

“De EU in de wereld”

17. Voorstel: Afhankelijkheid van de EU van buitenlandse actoren in economisch strategische sectoren verminderen

Doeleind: Wij stellen voor dat de EU maatregelen neemt om haar autonomie te versterken in belangrijke strategische sectoren zoals landbouwproducten, strategische economische goederen, halfgeleiders, medische producten, innovatieve digitale en milieutechnologieën en energie, door:

Maatregelen:

1. Het stimuleren van activiteiten op het gebied van onderzoek, ontwikkeling en innovatie en samenwerking op dat gebied tussen publieke en private partners;
2. Het voeren van een ambitieuze agenda voor handelsbesprekingen die kan bijdragen tot veerkrachtigere en meer gediversifieerde toeleveringsketens, met name voor grondstoffen, en tegelijk kan zorgen voor een eerlijker verdeling van de voordelen van handel met meer partners, zodat onze blootstelling en afhankelijkheid van een klein aantal potentieel riskante leveranciers wordt beperkt¹⁴;
3. Het vergroten van de veerkracht van de toeleveringsketens van de EU door investeringen in strategische sectoren in de EU te stimuleren, voorraden van kritieke producten en apparaten aan te leggen en de bronnen voor de aanvoer van kritieke grondstoffen te diversifiëren;
4. Verdere investeringen in de voltooiing van de interne markt, door gelijke concurrentievoorwaarden te scheppen om het aantrekkelijker te maken deze goederen in de Europese Unie te produceren en te kopen;
5. Steun om dergelijke producten beschikbaar en betaalbaar te houden voor de Europese consument en de afhankelijkheid van het buitenland te verminderen, bijvoorbeeld met behulp van structuur- en regionaal beleid, belastingvoordelen, subsidies, investeringen in infrastructuur en onderzoek, versterking van het concurrentievermogen van kmo's, alsmede onderwijsprogramma's om gerelateerde kwalificaties en banen in Europa te houden die relevant zijn voor de voorziening in basisbehoeften¹⁵;
6. Een Europees programma ter ondersteuning van kleine lokale producenten in strategische sectoren in alle lidstaten¹⁶, waarbij meer gebruik wordt gemaakt van EU-programma's en -financieringsinstrumenten, zoals InvestEU;
7. Een betere samenwerking tussen de lidstaten om het beheer van de risico's in verband met de toeleveringsketen aan te pakken¹⁷.

18. Voorstel: Afhankelijkheid van de EU van buitenlandse actoren verminderen op het gebied van energie

Doel: Wij stellen voor dat de EU meer autonomie verwerft op het gebied van energieproductie en -voorziening, in de context van de huidige groene transitie, door:

Maatregelen:

1. De vaststelling van een strategie om autonoomer te worden wat de energieproductie van de EU betreft. De bestaande Europese energieagentschappen kunnen worden geïntegreerd in één Europees orgaan, dat de ontwikkeling van hernieuwbare energiebronnen coördineert en de uitwisseling van kennis bevordert¹⁸;
2. Actieve steunverlening aan projecten op het gebied van openbaar vervoer en energie-efficiëntie, een pan-Europees hogesnelheidsspoorweg- en goederenvervoersnet, de uitbreiding van schone en hernieuwbare energievoorziening (met name zonne- en windenergie) en alternatieve technologieën (zoals waterstof of energiewinning uit afval), en een cultuurromslag in stedelijke omgevingen van personenauto's naar openbaar vervoer, deling van elektrische auto's en fietsen¹⁹;
3. Met het oog op een rechtvaardige en eerlijke transitie, steunverlening aan met name kwetsbare burgers, die voor de grootste uitdagingen staan bij de overgang naar klimaatneutraliteit en die al te lijden hebben onder stijgende energieprijzen als gevolg van hun energieafhankelijkheid en de recente verdrievoudiging van de energieprijzen;
4. Meer samenwerking rond de beoordeling van het gebruik van kernenergie in de huidige groene transitie naar hernieuwbare energie in Europa, waarbij de collectieve problemen worden onderzocht die kernenergie kan oplossen of creëren, aangezien kernenergie nog steeds door vele lidstaten wordt gebruikt²⁰;
5. Overleg met internationale partners om hen aan te zetten tot het vaststellen van ambitieuze doelstellingen voor de aanpak van klimaatverandering in verschillende internationale fora, waaronder de G7 en de G20;
6. De koppeling van buitenlandse handel aan klimaatbeleidsmaatregelen (bijvoorbeeld door een investeringspakket voor klimaatvriendelijke technologieën en innovaties op te zetten, met inbegrip van financieringsprogramma's)²¹;
7. Het nastreven van gemeenschappelijke aankopen van ingevoerde energie en duurzame energiepartnerschappen om de Europese afhankelijkheid van ingevoerde energie te verminderen, met name op het gebied van gas en olie, en de ontwikkeling van binnenlandse energiebronnen van de EU.

Conferentie over de toekomst van Europa | [EINDVERSLAG](#)

19. Voorstel: Vaststelling van normen binnen en buiten de EU op het gebied van handels- en investeringsbetrekkingen

Doel: Wij stellen voor dat de EU de ethische dimensie van haar handels- en investeringsbetrekkingen versterkt door:

Maatregelen:

1. Het behoud en de hervorming van onze multilaterale, op regels gebaseerde internationale handelsarchitectuur, en partnerschappen met gelijkgestemde democratieën;
2. De vaststelling van doeltreffende en evenredige EU-wetgeving om ervoor te zorgen dat normen voor fatsoenlijk werk volledig worden toegepast in de wereldwijde waardeketens, met inbegrip van alle productie- en toeleveringsprocessen in de EU, en dat ingevoerde goederen voldoen aan kwalitatieve ethische normen, duurzame-ontwikkelingsnormen en mensenrechtensnormen, met inbegrip van werknemers- en vakbondsrechten, door certificering aan te bieden voor producten die aan de eisen van de EU-wetgeving voldoen²², en een proces van dialoog in de hele EU op gang te brengen dat gericht is op voorlichting en educatie over de milieu- en ethische gevolgen van beleidsveranderingen in de internationale handel;
3. Het beperken van de invoer en verkoop van producten uit landen die gedwongen arbeid en kinderarbeid toelaten, het opstellen van een regelmatig bijgewerkte zwarte lijst van bedrijven, en het bevorderen van het consumentenbewustzijn inzake kinderarbeid door middel van het verstrekken van informatie via officiële EU-kanalen²³;
4. Het volgen en handhaven van hoofdstukken over handel en duurzame ontwikkeling in vrijhandelsovereenkomsten van de EU, met inbegrip van de mogelijkheid van een op sancties gebaseerd mechanisme als laatste redmiddel;
5. De hervorming van het stelsel van algemene preferenties (SAP) van de EU door toevoeging van strenge conditionaliteitsbepalingen en doeltreffende processen voor toezicht, rapportage en dialoog, teneinde het effect dat het SAP kan hebben op handel, mensenrechten en ontwikkeling in partnerlanden te verbeteren, waarbij handelspreferenties kunnen worden ingetrokken in het geval van niet-naleving.

20. Voorstel: Vaststelling van normen binnen en buiten de EU op het gebied van het milieubeleid

Doel: Wij stellen voor dat de EU de milieudimensie van haar handelsbetrekkingen versterkt door:

Maatregelen:

1. De harmonisering en versterking van ecolabelling en de invoering van een verplichte ecoscore die moet worden weergegeven op alle producten die door de consument kunnen worden gekocht. De ecoscore moet worden berekend aan de hand van de emissies bij productie en vervoer, alsook eventuele schadelijke inhoud, op basis van een lijst van gevaarlijke producten. De ecoscore moet worden beheerd en gemonitord door een EU-autoriteit²⁴;
2. De vaststelling van strengere milieunormen voor de uitvoer van afval en strengere controles en sancties om illegale uitvoer een halt toe te roepen. De EU moet de lidstaten stimuleren om hun eigen afval te recyclen en te gebruiken voor energieproductie²⁵;
3. Het formuleren van een doelstelling om vervuilende verpakkingen uit te bannen door minder verpakkingen of milieuvriendelijker verpakkingen te bevorderen²⁶. Het aangaan van partnerschappen met ontwikkelingslanden, het ondersteunen van hun infrastructuur en het sluiten van wederzijds voordelige handelsovereenkomsten die hen helpen bij de transitie naar groene energiebronnen²⁷;
4. Het belonen van landen die strenge duurzaamheidsnormen hanteren door hun verdere toegang tot de EU-markt voor hun duurzame goederen en diensten te bieden, hetzij unilateraal via het stelsel van algemene preferenties SAP+, hetzij bilateraal via het sluiten van handelsovereenkomsten, hetzij multilateraal via initiatieven in de Wereldhandelsorganisatie.

21. Voorstel: Besluitvorming en cohesie binnen de Unie

Doel: Wij stellen voor dat de EU haar vermogen verbetert om snel en doeltreffend besluiten te nemen, in het bijzonder in het kader van het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid (GBVB), door met één stem te spreken en op te treden als een echte wereldspeler, die een positieve invloed in de wereld heeft en bij crises het verschil kan maken, met name door:

Maatregelen:

1. Voor onderwerpen waarover nu nog met eenparigheid van stemmen wordt beslist, over te stappen op gekwalificeerde meerderheid, met name op het gebied van het GBVB²⁸;
2. Samenwerking op het gebied van het veiligheids- en defensiebeleid te baseren op het onlangs goedgekeurde strategisch kompas en gebruik te maken van de Europese Vredesfaciliteit²⁹;
3. De rol van de hoge vertegenwoordiger te versterken om ervoor te zorgen dat de EU met één stem spreekt³⁰;
4. Een sterke visie en een gemeenschappelijke strategie uit te werken om de eenheid en de besluitvormingscapaciteit van de EU te verstevigen, als voorbereiding op verdere uitbreidingen van de EU³¹;
5. Een snellere ratificatie van recent gesloten handelsovereenkomsten, zonder dat dit een behoorlijke behandeling en besprekking in de weg staat.

Conferentie over de toekomst van Europa | [EINDVERSLAG](#)

22. Voorstel: Transparantie van de EU en haar betrekkingen met de burgers

Doel: Wij stellen voor dat de EU met name in haar optreden op internationaal niveau – met inbegrip van handelsbesprekingen – haar toegankelijkheid voor de burger verbetert door met betrekking tot haar optreden te voorzien in betere informatie, voorlichting, burgerparticipatie en transparantie, met name door:

Maatregelen:

1. Het versterken van de contacten met burgers en lokale instanties om de transparantie te verbeteren, de burgers beter te bereiken en beter met hen te communiceren en te overleggen over concrete initiatieven op EU- en internationaal niveau³²;
2. Een sterkere participatie van burgers in het internationaal beleid van de EU en evenementen waarbij de burgers rechtstreeks worden betrokken, vergelijkbaar met de Conferentie over de toekomst van Europa, die op nationaal, lokaal en Europees niveau worden georganiseerd³³, en met actieve participatie van het maatschappelijk middenveld³⁴;
3. Het verlenen van volledige steun door alle belanghebbenden aan burgers die ervoor kiezen zich aan te sluiten bij organisaties van het maatschappelijk middenveld, zoals zij hebben gedaan in verband met COVID-19 en Oekraïne;
4. Het toewijzen van een specifiek budget aan de ontwikkeling van onderwijsprogramma's over de werking van de EU en haar waarden, die zij kan aanbieden aan de lidstaten die dat wensen, zodat deze programma's kunnen worden opgenomen in hun leerplannen (basis- en middelbare scholen en universiteiten). Daarnaast kan een specifieke cursus over de EU en de werking ervan worden aangeboden aan studenten die in een ander Europees land willen studeren via het Erasmus-programma. Studenten die ervoor kiezen deze cursus te volgen, krijgen voorrang bij de toewijzing van deze Erasmusprogramma's;
5. Het verbeteren van haar mediastrategie door de zichtbaarheid van de EU op sociale media te vergroten en EU-inhoud actief te promoten, en het stimuleren van innovatie door toegankelijke Europese sociale media te bevorderen³⁵.

23. Voorstel: De EU als sterke wereldspeler op het gebied van vrede en veiligheid

Doel: Wij stellen voor dat de EU blijft optreden om dialoog te bevorderen en om vrede en een op regels gebaseerde internationale orde te waarborgen³⁶, door het multilateralisme te versterken en voort te bouwen op reeds lang bestaande vredesinitiatieven van de EU die hebben bijgedragen tot de toekenning van de Nobelprijs in 2012, en tegelijk de gemeenschappelijke veiligheid te versterken door³⁷:

Maatregelen:

1. Haar gezamenlijke strijdkrachten, die zullen worden gebruikt voor zelfverdediging en als preventie tegen agressieve militaire acties van welke aard dan ook, met de capaciteit om steun te verlenen in tijden van crises, met inbegrip van natuurrampen. Buiten de Europese grenzen kunnen deze strijdkrachten in uitzonderlijke omstandigheden en bij voorkeur op grond van een wettelijk mandaat van de VN-Veiligheidsraad, en dus in overeenstemming met het internationaal recht worden ingezet³⁸, zonder te concurreren met de NAVO of de

- activiteiten van de NAVO te dupliveren, en met inachtneming van de uiteenlopende nationale verhoudingen met de NAVO. Er moet een beoordeling worden verricht van de verhouding van de EU ten opzichte van de NAVO in het kader van het debat over de strategische autonomie van de EU;
2. Het voortouw te nemen bij de opbouw van de veiligheidsorde in de wereld na de oorlog in Oekraïne, voortbouwend op het recent goedgekeurde strategisch kompas van de EU;
 3. Het beschermen van haar strategisch onderzoek en haar capaciteit in prioritaire sectoren zoals de ruimtevaartsector,
- cyberveiligheid, de medische sector en het milieu³⁹;
4. Het versterken van de operationele capaciteiten die nodig zijn om de doeltreffendheid te waarborgen van de clausule inzake wederzijdse bijstand van artikel 42, lid 7, van het Verdrag betreffende de Europese Unie, op grond waarvan de EU adequate bescherming biedt aan elke lidstaat die door een derde land wordt aangevallen;
 5. Na te denken over de wijze waarop desinformatie en propaganda op objectieve en feitelijke wijze kunnen worden bestreden.

24. Voorstel: De EU als sterke wereldspeler wat het opbouwen van betrekkingen betreft

Doel: Wij stellen voor dat de EU in haar betrekkingen met derde landen:

Maatregelen:

1. Meer gebruikmaakt van haar collectieve politieke en economische gewicht, met één stem spreekt en eensgezind optreedt, zonder dat afzonderlijke lidstaten de Unie verdelen door ongepaste bilaterale acties⁴⁰;
2. Zorgt voor versterking van haar vermogen om sancties op te leggen aan staten, regeringen, entiteiten, groepen, organisaties of personen die zich niet houden aan haar fundamentele beginselen, overeenkomsten en wetgeving, en ervoor zorgt dat reeds bestaande sancties snel worden uitgevoerd en gehandhaafd. Sancties tegen derde landen moeten in verhouding staan tot de actie die tot die maatregelen heeft geleid, doeltreffend zijn en tijdig worden toegepast⁴¹;
3. Duurzame en op regels gebaseerde handel bevordert en tegelijk nieuwe handels- en investeringsmogelijkheden voor Europese ondernemingen creëert. Bilaterale handels- en investeringsovereenkomsten zijn van essentieel belang om het Europese concurrentievermogen te bevorderen, maar er zijn ook normen en regels nodig om een gelijk speelveld te garanderen. De EU moet een actieve en betrouwbare partner blijven door handelsovereenkomsten die ook strenge duurzaamheidsnormen bevatten via onderhandelingen te bespreken, te sluiten en uit te voeren;
4. Belangrijke internationale samenwerkingsovereenkomsten sluit namens de EU en niet namens afzonderlijke landen⁴²;
5. Het handels- en investeringsbeleid van de EU hervormt en een nieuwe impuls geeft aan het multilateralisme in de wereld, met de volgende doelstellingen: het scheppen van fatsoenlijke banen en de bescherming van de fundamentele mensenrechten, met inbegrip van werknemers- en vakbondsrechten; het behoud van het milieu en de biodiversiteit en de naleving van de Overeenkomst van Parijs inzake klimaatverandering; het waarborgen van hoogwaardige openbare diensten; en de versterking van de industriële basis van Europa. De EU moet bijdragen tot een heropleving van het wereldwijde multilateralisme, door middel van een grondige hervorming op basis van democratie en vrede, solidariteit en eerbiediging van de mensenrechten, sociale

Conferentie over de toekomst van Europa | [EINDVERSLAG](#)

- rechten en milieurechten, en een versterkte rol voor de IAO;
6. In samenwerkings- en investeringsovereenkomsten met derde landen de bestrijding van mensenhandel en illegale immigratie opneemt, alsmede samenwerking in het kader van terechte gevallen van terugkeer;
 7. Partnerschappen aangaat met ontwikkelingslanden, hun infrastructuur ondersteunt en wederzijds voordelige handelsovereenkomsten sluit die hen helpen bij de transitie naar groene energiebronnen⁴³;
 8. Een doeltreffender en meer verenigd beleid ontwikkelt ten aanzien van autocratische en hybride regimes, en partnerschappen tot stand brengt met maatschappelijke organisaties in deze landen;
 9. De middelen voor verkiezingswaarnemingsmissies van de EU verhoogt;
 10. Een geloofwaardig toetredingsperspectief biedt voor kandidaat-lidstaten en potentiële kandidaat-lidstaten om vrede en stabiliteit in Europa te bevorderen en miljoenen Europeanen welvaart te bieden⁴⁴.

OPMERKING: Verscheidene leden van de werkgroep waren van mening dat met name de voorstellen 2 en 5 voor andere werkgroepen bedoeld zijn. Sommige leden wensten de aandacht te vestigen op andere alternatieven voor besluitvorming met eenparigheid van stemmen in de Raad, naast besluitvorming met gekwalificeerde meerderheid van stemmen, zoals variabele geometrie, opt-outs en nauwere samenwerking. Er bestond een verschil van mening over de vraag of voor de toetreding van nieuwe lidstaten instemming van alle huidige lidstaten met eenparigheid van stemmen moet blijven gelden. Twee leden wezen op het vooruitzicht van Ierse eenmaking in het geval dat Noord-Ierland ervoor zou stemmen om zich aan te sluiten bij Ierland.



"Waarden en rechten, rechtsstaat, veiligheid"

25. Voorstel: Rechtsstaat, democratische waarden en Europese identiteit⁴⁵

Doel: De rechtsstaat in alle lidstaten systematisch handhaven, met name door:

Maatregelen:

1. Er voor te zorgen dat de waarden en beginselen die in de EU-Verdragen en in het EU-Handvest van de grondrechten verankerd zijn, gelden als niet-onderhandelbare, onomkeerbare en noodzakelijke voorwaarden voor lidmaatschap van en toetreding tot de EU. De waarden van de EU moeten in alle lidstaten volledig worden gehandhaafd, zodat deze waarden via diplomatie en dialoog als internationale normen kunnen worden uitgedragen en kunnen dienen als voorbeeld dat navolging verdient. De uitbreiding van de EU mag het EU-acquis met betrekking tot fundamentele waarden en burgerrechten niet ondermijnen⁴⁶;
2. Europese waarden concreet te maken voor de EU-burgers, in het bijzonder door middel van meer interactieve en directe betrokkenheid. Daartoe moet het Europees burgerschap worden versterkt, bijvoorbeeld door middel van een statuut voor Europees burgerschap dat specifiek op de burger toegesneden rechten en vrijheden biedt, en een statuut voor Europese grensoverschrijdende verenigingen en non-profitorganisaties. De Europese waarden moeten ook worden bevorderd door middel van een "instappakket" met educatieve elementen en informatiemateriaal voor burgers. Tot slot moet de EU verder investeren in de ontwikkeling van een Europese publieke ruimte met audiovisuele en online mediakanalen, moeten de bestaande EU-mediahubs worden verbeterd en moeten de meer dan 500 plaatselijke Europese liaisonbureaus verder worden ondersteund⁴⁷;
3. Er voor te zorgen dat het Handvest van de grondrechten van de EU universeel toepasbaar en afdwingbaar wordt gemaakt. Daarnaast moeten jaarlijkse conferenties over de rechtsstaat worden georganiseerd (naar aanleiding van het verslag van de Commissie over de rechtsstaat), met delegaties uit alle lidstaten en deelname van willekeurig geselecteerde en diverse burgers, ambtenaren, parlementsleden, lokale autoriteiten, sociale partners en het maatschappelijk middenveld. Ook moeten organisaties, onder meer uit het maatschappelijk middenveld, die de rechtsstaat ter plaatse bevorderen verder worden ondersteund⁴⁸;
4. Het toepassingsgebied van de "conditionaliteitsverordening" en andere rechtsstaatinstrumenten daadwerkelijk toe te passen en te evalueren, en mogelijke uitbreidingen tot nieuwe gebieden te overwegen, ongeacht de gevolgen voor de EU-begroting. Alle noodzakelijke juridische instrumenten, met inbegrip van Verdragwijzigingen, moeten worden overwogen om schendingen van de rechtsstaat te straffen⁴⁹;
5. Onderwijs- en mediaprogramma's te bevorderen waarbij de waarden van de EU onderdeel uitmaken van het integratieproces van migranten en contacten tussen migranten en EU-burgers worden aangemoedigd, zodat zij zich met succes in de EU-samenlevingen kunnen integreren en de EU-burgers zich bewust worden van kwesties die verband houden met migratie⁵⁰.

26. Voorstel: Gegevensbescherming⁵¹

Doel: Een meer beschermend en op de burger gericht gegevensverwerkingsbeleid waarborgen, met name door:

Maatregelen:

1. De bestaande wetgeving inzake gegevensbescherming volledig uit te voeren en opnieuw te bekijken om na te gaan of er eventueel sterker mechanismen voor handhaving moeten komen voor entiteiten die persoonsgegevens verwerken, waarvoor momenteel de onafhankelijke nationale gegevensbeschermingsautoriteiten verantwoordelijk zijn, met eerbiediging van het subsidiariteitsbeginsel. Aan dergelijke entiteiten moeten strengere sancties worden opgelegd dan het geval is in de uitvoering van de huidige verordening, in verhouding tot hun jaaromzet (tot 4 %), mogelijk door hun activiteiten te verbieden, en zij moeten jaarlijks aan een onafhankelijke audit worden onderworpen^{52 53};
2. Een betere uitvoering te geven aan het beginsel van privacy door ontwerp en privacy door standaardinstellingen, bijvoorbeeld door een evaluatie en de invoering van gemakkelijk te begrijpen, beknopte en gebruiksvriendelijke geharmoniseerde formulieren voor toestemming voor gegevensverwerking, waarin duidelijk wordt aangegeven wat noodzakelijk is en wat niet. Gebruikers moeten hun toestemming voor gegevensverwerking op een gemakkelijke, snelle en permanente manier kunnen geven of intrekken^{54 55};
3. Een evaluatie en de invoering van duidelijkere en beter beschermende regels over de verwerking van gegevens van minderjarigen, eventueel in de Verordening algemene gegevensbescherming van de EU, onder meer door de invoering van een speciale categorie voor gevoelige gegevens van minderjarigen en de harmonisatie van de leeftijdsgrens voor toestemming in de lidstaten van de EU. Hoewel het grootste deel van de uitvoering van privacyregels en bewustmaking tot de bevoegdheid van de lidstaten moet blijven behoren, onder meer door hogere investeringen en de beschikbaarstelling van extra middelen op nationaal niveau, moet de EU ook een grotere rol krijgen, bijvoorbeeld door EU-bevoegdheden te creëren inzake burgerschapsvorming met betrekking tot gegevensbescherming⁵⁶;
4. De criteria voor aanwijzing van de Europese en nationale gegevensbeschermingsautoriteiten beter te handhaven, in termen van kwalificaties en geschiktheid, om de hoogste mate van onafhankelijkheid van hun leden te garanderen^{57 58}.

27. Voorstel: Media, nepnieuws, desinformatie, factchecking, cyberbeveiliging⁵⁹

Doel: Desinformatie aanpakken door de onafhankelijkheid en pluriformiteit van de media en mediageletterdheid verder te bevorderen, met name door:

Maatregelen:

1. De vaststelling van wetgeving waarmee bedreigingen van de onafhankelijkheid van de media aangepakt worden aan de hand van EU-brede minimumnormen, met inbegrip van een herziening van het mediabedrijfsmodel om de integriteit en onafhankelijkheid van de mediamarkt van de EU te waarborgen⁶⁰;
2. De strikte handhaving van de mededingingsregels in de EU-mediasector om grote mediamonopolies te voorkomen en mediapluriformiteit en onafhankelijkheid van ongepaste politieke, commerciële en/of buitenlandse beïnvloeding te waarborgen. Ook moet kwaliteitsjournalistiek, met beproefde hoge ethische en zelfreguleringssnormen, worden bevorderd⁶¹;
3. De oprichting van een EU-orgaan dat belast wordt met het aanpakken en bestrijden van gerichte desinformatie en inmenging, vergroting van het situationeel bewustzijn en versterking van factcheckingorganisaties en onafhankelijke media. "Hotlines" en websites, zoals Europe Direct, waar zowel burgers als nationale media op feiten gecontroleerde informatie over Europese politiek en beleid kunnen opvragen en ontvangen, moeten ook verder worden gesteund en actiever worden gepromoot^{62 63};
4. De bevordering van mediageletterdheid en bewustmaking van burgers inzake desinformatie en de onopzettelijke verspreiding van nepnieuws, onder meer door verplichte vakken op school. De lidstaten moeten ook worden aangemoedigd om hiervoor voldoende personele en financiële middelen beschikbaar te stellen⁶⁴;
5. Voort te bouwen op bestaande initiatieven, zoals de praktijkcode betreffende desinformatie en het Europees Waarnemingscentrum voor digitale media (EDMO), om onlineplatforms te verplichten duidelijke verklaringen af te geven over de algoritmen die zij gebruiken (waarbij gebruikers zelf kunnen beslissen of zij ermee instemmen om eraan te worden onderworpen) en de desinformatierisico's waaraan gebruikers worden blootgesteld, zonder afbreuk te doen aan het recht op vrije meningsuiting en het recht op privacy^{65 66}.

28. Voorstel: Media, nepnieuws, desinformatie, factchecking, cyberbeveiliging (bis)

Doel: Een grotere rol voor de EU bij de aanpak van cyberdreigingen, met name door:

Maatregelen:

1. Versterking van het Agentschap van de Europese Unie voor cyberbeveiliging (Enisa) om personen, organisaties en instellingen verder te beschermen tegen inbreuken op de cyberbeveiliging en het gebruik van kunstmatige intelligentie voor criminale doeleinden. Daarbij moeten zowel de privacy van gegevens als de bescherming van persoonsgegevens gewaarborgd zijn^{67 68};
2. Verbetering van de coördinatie van de nationale cyberbeveiligingsautoriteiten en extra inspanningen die ervoor zorgen dat de regels op EU-niveau goed worden uitgevoerd op nationaal niveau^{69 70}.

29. Voorstel: Discriminatiebestrijding, gelijkheid en levenskwaliteit⁷¹

Doel: Maatregelen nemen om de levensomstandigheden in de hele EU te harmoniseren en de sociaal-economische levenskwaliteit van de EU-burgers te verbeteren, met name door:

Maatregelen:

1. In overleg met deskundigen en de sociale partners transparante indicatoren voor de levenskwaliteit te ontwikkelen, met inbegrip van economische en sociale criteria en criteria voor de rechtsstaat, teneinde een duidelijk en realistisch tijdschema op te stellen voor de verhoging van de sociale normen en de totstandbrenging van een gemeenschappelijke sociaal-economische structuur in de EU, onder meer door de uitvoering van de Europese pijler van sociale rechten. Deze moeten worden geïntegreerd in het kader voor economische governance en het proces van het Europees Semester^{72 73};
2. Verhoging en stimulering van de rechtstreekse overheidsinvesteringen in onderwijs, gezondheid, huisvesting, fysieke infrastructuur en zorg voor ouderen en personen met een handicap. Ook moeten aanvullende investeringen worden gedaan die gericht zijn op het waarborgen van een passend evenwicht tussen werk en privéleven voor burgers. Dergelijke investeringen moeten op volledig transparante wijze worden gedaan, zodat het hele proces kan worden gevolgd⁷⁴;
3. Het stimuleren van het beladen van grote ondernemingen, bestrijding van de toegang tot belastingparadijzen en opheffing van het bestaan daarvan in de EU, met het oog op meer overheidsinvesteringen op prioritaire gebieden zoals onderwijs (beurzen, Erasmus) en onderzoek. De strijd tegen belastingontduiking in de hele EU moet ook een manier zijn om fondsen te werven voor door de overheid gefinancierde initiatieven^{75 76};
4. De vaststelling van EU-brede criteria voor de bestrijding van discriminatie op de arbeidsmarkt en het stimuleren van het in dienst nemen door particuliere ondernemingen van mensen die doorgaans het meest worden gediscrimineerd (zoals jongeren, ouderen, vrouwen, minderheden), onder meer door middel van subsidies en, als tweede stap, tijdelijke quota. Sociale partners moeten nauw bij dit proces worden

betrokken. Ook moet discriminatie buiten de arbeidsmarkt bij wet worden tegengegaan, en moet gelijkheid worden bevorderd⁷⁷;

5. De oprichting en bevordering van betaalbare kleuterscholen te waarborgen, zowel in de openbare als in de particuliere sector, evenals gratis kinderopvang voor wie dat nodig heeft⁷⁸.

30. Voorstel: Dierenrechten, landbouw⁷⁹

Doel: Krachtige maatregelen nemen om een meer ecologische en klimaatgerichte landbouw te bevorderen en te waarborgen, met name door:

Maatregelen:

1. De vaststelling van gedetailleerde, meetbare en aan termijnen gebonden minimumcriteria voor de bescherming van landbouwhuisdieren, met als doel te zorgen voor hogere normen voor het welzijn van dieren, in overeenstemming met de invoering van duurzaamheidsdoelstellingen en op basis van een geïntegreerde benadering van het voedselsysteem^{80 81};
2. De invoering van geldboetes voor negatieve externe effecten van landbouwactiviteiten (bv. broeikasgasemissies, gebruik van pesticiden, overmatig watergebruik, langeafstandsvervoer enz.) op basis van hun milieueffecten. In de

EU ingevoerde landbouwproducten moeten ook op die basis worden getoetst, onder meer via douanerechten, als een manier om een eventueel concurrentievoordeel als gevolg van lagere milieunormen op te heffen⁸²;

3. Het afbouwen van subsidies voor massaproductie in de landbouw waar die niet bijdraagt tot een duurzame transitie, en de heroriëntering van die middelen ter ondersteuning van een ecologisch duurzame landbouw, waarbij betaalbare voedingsmiddelen worden gewaarborgd^{83 84}.

Conferentie over de toekomst van Europa | [EINDVERSLAG](#)

“Digitale transformatie”

Europa moet een wereldleider en internationale normbepaler worden in de digitale transformatie en een Europese weg uittekenen om een ethische, mensgerichte, transparante en veilige digitale samenleving tot stand te brengen. Europa moet kiezen voor een ambitieuze aanpak en ten volle gebruikmaken van de kansen die de digitalisering biedt, maar moet tegelijkertijd de risico's en uitdagingen die de digitalisering met zich meebrengt, beheersen. De digitalisering raakt alle aspecten van onze samenleving en er moet dan ook systematisch rekening mee worden gehouden. In dit verband werd verwezen naar de Europese verklaring over digitale rechten en beginselen voor het digitale decennium en werd gesuggereerd een eventueel toekomstig handvest van digitale rechten te overwegen.

De Russische agressie in Oekraïne heeft veel van de in de voorstellen opgenomen punten, zoals de behoefte aan digitale soevereiniteit, meer aandacht voor cyberdefensie en bescherming tegen desinformatie, nog versterkt. Ook is duidelijk geworden dat conflicten tegenwoordig gevolgen hebben op digitaal gebied en nieuwe problemen doen rijzen, zoals de langetermijngevolgen van het in beslag nemen van persoonsgegevens en het onrechtmatige gebruik van die gegevens in de toekomst.

31. Voorstel: toegang tot digitale infrastructuur⁸⁵

Doel: gelijke internettoegang is een grondrecht van elke Europese burger; we stellen voor dat iedereen in Europa in de praktijk toegang moet hebben tot het internet en digitale diensten, en dat de sovereiniteit van de digitale infrastructuur van de EU moet worden versterkt.

Maatregelen:

1. Investeren in kwalitatief hoogwaardige en innovatieve Europese digitale infrastructuur (inclusief in Europa ontwikkelde 5G en 6G) (ECP1 aanbevelingen 40 en 47, NCP Nederland 1);
2. Snelle, betaalbare, veilige en stabiele toegang tot het internet waarborgen in de hele EU, inclusief roaming, met prioritaire aandacht voor toegang tot het internet in “witte zones/dode zones”, plattelandsgebieden, afgelegen en perifere gebieden, om iets te doen aan de digitale kloof tussen en binnen de lidstaten en ervoor te zorgen dat niemand uit de boot valt (ECP1 aanbevelingen 17 en 47, NCP Nederland 1);
3. De uitrol van digitale en elektrische infrastructuur bevorderen in openbare en particuliere ruimten om het gebruik van elektrische en autonome voertuigen mogelijk te maken (debat werkgroep)⁸⁶;
4. Maatregelen nemen om eerlijke en open concurrentie te verzekeren en monopolies, afhankelijkheid van één aanbieder, gegevensconcentratie en afhankelijkheid van derde landen met betrekking tot infrastructuur en diensten te voorkomen, en markten verbeteren vanuit het perspectief van consumenten (ECP1 aanbeveling 17);
5. Prioriteit geven aan kinderen en gezinnen, ouderen alsook kwetsbare groepen, bij de toegang tot internet en hardware, met name wat betreft toegang tot onderwijs, openbare diensten en gezondheidszorg (ECP1 aanbeveling 17, debat werkgroep);
6. Digitale toegang tot en toegankelijkheid van essentiële openbare en particuliere diensten voor burgers en bedrijven verbeteren, bijvoorbeeld wat administratieve procedures betreft, en inclusieve toegang tot deze diensten en ondersteuning door middel van bijvoorbeeld helpdesks waarborgen (debat werkgroep, meertalig digitaal platform);
7. Harmoniseren van hoogwaardige digitale normen en verbeteren van beveiligde mobiliteit

- van data om de grensoverschrijdende interoperabiliteit te vergroten (debat werkgroep, meertalig digitaal platform);
8. Rekening houden met de milieueffecten van digitale infrastructuur en digitalisering,

teneinde de digitale transformatie duurzaam te maken en te streven naar een groene digitale samenleving (debat werkgroep, meertalig digitaal platform).

32. Voorstel: digitale geletterdheid en vaardigheden om burgers te empoweren⁸⁷

Doel: we stellen voor dat de EU waarborgt dat alle Europese burgers de voordelen van de digitalisering kunnen plukken, door hun de noodzakelijke digitale vaardigheden en kansen te geven.

Maatregelen:

1. Toegang waarborgen tot formele en niet-formele opleidingen en onderwijs inzake digitale geletterdheid en digitale vaardigheden, onder meer in de leerplannen, in alle levensfasen door voort te bouwen op bestaande initiatieven op Europees niveau, met bijzondere aandacht voor de inclusie van kwetsbare groepen en ouderen, het verbeteren van de digitale vaardigheden van kinderen op een wijze die strookt met hun gezonde ontwikkeling, en het aanpakken van digitale ongelijkheden, met inbegrip van de digitale genderkloof (ECP1 aanbeveling 8, NCP Italië 5.2, debat werkgroep);
2. Een gezond gebruik van het internet verzekeren door de lidstaten aan te sporen opleidingen in digitale vaardigheden voor alle leeftijdsgroepen te organiseren met standaardprogramma's en curricula die op Europees niveau worden vastgesteld, bijv. met betrekking tot de risico's en mogelijkheden van het internet, onlinerechten van gebruikers en netiquette (ECP1 aanbeveling 47, debat werkgroep);
3. Alle nodige maatregelen nemen om ervoor te zorgen dat ouderen door de digitalisering van de samenleving niet worden uitgesloten en dat technologie voor hen toegankelijk is door programma's en initiatieven te bevorderen, bijv. in de vorm van cursussen

die op hun behoeften zijn afgestemd. Tegelijkertijd moet ervoor worden gezorgd dat essentiële diensten ook persoonlijk en via niet-digitale middelen toegankelijk zijn (ECP1 aanbevelingen 34 en 47);

4. Op scholen een EU-certificering invoeren voor digitale vaardigheden die jongeren voorbereiden op de arbeidsmarkt van de toekomst (ECP1 aanbeveling 8);
5. Op EU-niveau gecoördineerde opleidingsinitiatieven organiseren om werknemers om te scholen en bij te scholen zodat zij concurrerend blijven op de arbeidsmarkt, met name rekening houdend met de competenties en vaardigheden die nodig zijn in kleine en middelgrote ondernemingen en om digitale experts op te leiden (ECP1 aanbeveling 8, debat werkgroep);
6. De bekendheid vergroten van bestaande digitale platforms die mensen in contact brengen met werkgevers en hen helpen bij het vinden van een baan in de EU, zoals Eures (ECP1 aanbeveling 8);
7. Investeringen en inspanningen opvoeren om de digitalisering van het onderwijs, met inbegrip van het hoger onderwijs, te bevorderen (debat werkgroep/meertalig digitaal platform).

Conferentie over de toekomst van Europa | [EINDVERSLAG](#)

33. Voorstel: een veilige en betrouwbare digitale samenleving – cyberbeveiliging en desinformatie⁸⁸

Doel: we stellen voor dat de EU met het oog op een veilige, veerkrachtige en betrouwbare digitale samenleving een snelle en doeltreffende toepassing van de bestaande wetgeving verzekert en meer bevoegdheden krijgt om de cyberbeveiliging te verbeteren, illegale inhoud en cybercriminaliteit te bestrijden, cyberdreigingen van niet-overheidsactoren en autoritaire staten tegen te gaan en ervan te herstellen, en desinformatie aan te pakken.

Maatregelen:

1. De financiële en personele middelen van Europol en het Europees Centrum voor de bestrijding van cybercriminaliteit versterken, waardoor cybercriminaliteit proactiever kan worden bestreden en gezamenlijke Europese cyberdefensiecapaciteiten tegen grootschalige aanvallen kunnen worden ontwikkeld, ook door middel van betere samenwerking (ECP1 aanbeveling 39, NCP Litouwen 2.6, NCP Nederland 1, debat werkgroep);
2. De nodige maatregelen nemen om voorbereid te zijn op en snel te herstellen van grootschalige aanvallen en black-outs, bijvoorbeeld door te zorgen voor veerkrachtige infrastructuur en alternatieve communicatiekanalen (debat werkgroep);
3. Zorgen voor soortgelijke sancties en snelle en doeltreffende handhaving in de lidstaten in geval van cybercriminaliteit door betere coördinatie van lokale, regionale en nationale cyberbeveiligingscentra en -autoriteiten (ECP1 aanbeveling 39);
4. Digitale geletterdheid en kritisch denken bevorderen als een manier om desinformatie, onlinedreigingen en haatzaaiende uitlatingen alsook misleidende interfaceontwerpen en preferentiële prijzen tegen te gaan (debat werkgroep);
5. Desinformatie bestrijden via wetgeving en richtsnoeren die onlineplatforms en socialemediabedrijven verplichten om kwetsbaarheden voor desinformatie aan te pakken en transparantiemaatregelen ten uitvoer te leggen, bijv. op AI gebaseerde algoritmen toe te passen die de betrouwbaarheid van informatie op sociale en nieuwe media kunnen benadrukken door de gebruiker in kennis te stellen van de bronnen van op waarheid gecontroleerde informatie. Bij het gebruik van algoritmen moeten mensen de uiteindelijke controle over de besluitvormingsprocessen behouden (ECP1 aanbeveling 46, debat werkgroep);
6. Digitale platforms ondersteunen die zorgen voor pluralisme in de media, en middelen en initiatieven aanreiken om de betrouwbaarheid en onpartijdigheid van informatie uit traditionele media (bijv. televisie, gedrukte pers, radio) en andere media te beoordelen met volledige inachtneming van de mediavrijheid en burgers informatie te verstrekken over de kwaliteit van het nieuws (ECP1 aanbeveling 46).

34. Voorstel: een veilige en betrouwbare digitale samenleving – gegevensbescherming⁸⁹

Doel: we pleiten voor een grotere datasoevereiniteit van individuele personen, een beter bewustzijn en efficiëntere uitvoering en handhaving van de bestaande gegevensbeschermingsregels (AVG) om de persoonlijke controle op eigen gegevens te verbeteren en misbruik van gegevens te beperken.

Maatregelen:

1. De regels inzake gegevensbescherming (AVG) beter uitleggen, de transparantie vergroten en de communicatie verbeteren door richtsnoeren op te stellen voor teksten in verband met geïnformeerde toestemming in eenvoudige, duidelijke en voor iedereen begrijpelijke taal, met inbegrip van meer visuele manieren om toestemming te verlenen voor het gebruik van gegevens, vergezeld van een informatiecampagne, en ervoor zorgen dat degenen die gegevens verwerken en advies geven aan wie hulp nodig heeft, over de nodige vaardigheden beschikken (ECP1 aanbevelingen 42 en 45, NCP Nederland 2);
2. Ervoor zorgen dat het bestaande verbod op standaardtoestemming voor hergebruik of doorverkoop van gegevens wordt toegepast (ECP1 aanbeveling 42);
3. Ervoor zorgen dat aan verzoeken van gebruikers om permanente verwijdering van gegevens binnen een specifiek tijdsbestek gevolg wordt gegeven (ECP1 aanbeveling 42);
4. Heldere en zo beknopt mogelijke informatie verstrekken aan gebruikers over hoe en door wie de gegevens zullen worden gebruikt (ECP1 aanbeveling 42);
5. De naleving van de Europese gegevensbeschermingsregels door niet-Europese ondernemingen waarborgen (ECP1 aanbevelingen 42 en 43);
6. Een certificeringssysteem op EU-niveau bevorderen dat de naleving van de AVG op een toegankelijke, duidelijke en eenvoudige manier weerspiegelt en zichtbaar is op websites en platforms, waarbij certificaten worden afgegeven door een onafhankelijke certificeringsinstantie op Europees niveau. Dit systeem mag niet leiden tot onevenredige lasten voor kleine en middelgrote ondernemingen (ECP1 aanbeveling 44, debat werkgroep);
7. Ervoor zorgen dat burgers efficiënt en snel worden geholpen wanneer zij problemen ondervinden met opt-outs of intrekking van toestemming. Daartoe moet bedreigend gedrag beter worden gedefinieerd en moeten op Europees niveau richtsnoeren en mechanismen worden ontwikkeld voor opt-out en intrekking van gegevens en voor het identificeren en bestraffen van fraudeurs (ECP1 aanbeveling 43, debat werkgroep);
8. Voorzien in sancties, met inbegrip van boetes die in verhouding staan tot het zakencijfer van ondernemingen en beperkingen van de activiteiten van ondernemingen, zoals het opleggen van een tijdelijk of definitief verbod op ongewenste gegevensverwerking, en de handhaving door de Europese Toezichthouder voor gegevensbescherming en de nationale instanties ondersteunen (ECP1 aanbevelingen 42, 43, debat werkgroep).

35. Voorstel: digitale innovatie om de sociale en duurzame economie te versterken⁹⁰

Doel: we stellen voor dat de EU digitaliseringmaatregelen bevordert die de economie en de eengemaakte markt op een eerlijke en duurzame wijze versterken, het Europese concurrentievermogen op het gebied van technologie en innovatie vergroten, de digitale eengemaakte markt voor bedrijven van elke omvang versterken en van Europa een wereldleider maken op het gebied van digitale transformatie en mensgerichte digitalisering.

Maatregelen:

1. Wetgeving voor de regulering van (mensgericht) "slim werken" invoeren of versterken, rekening houdend met de gevolgen voor de lichamelijke en geestelijke gezondheid van werk nemers, bijv. door de invoering van het recht om offline te zijn. Een mensgerichte benadering moet het beginsel omvatten dat de mens de uiteindelijke controle behoudt (ECP1 aanbeveling 7, debat werkgroep)⁹¹;
2. EU-wetgeving vaststellen die bedrijven aanspoort om maatschappelijk verantwoord te handelen en kwalitatief hoogwaardige banen van het type "slim werken" in Europa te houden en de outsourcing van dergelijke banen naar lagelonenlanden te vermijden. De stimulansen kunnen financieel en/of reputatieel zijn en moeten rekening houden met internationaal erkende ecologische, sociale en governancecriteria (ESG). Hiertoe moet de EU een werkgroep oprichten met deskundigen die alle belanghebbenden vertegenwoordigen, om dergelijke wetgeving te onderzoeken en te versterken (ECP1 aanbeveling 7);
3. Zorgen voor menselijk toezicht op besluitvormingsprocessen op de werkplek waarbij artificiële intelligentie betrokken is en transparantie van gebruikte algoritmen; rekening houden met negatieve gevolgen van onbegrensde digitale surveillance op de werkplek; werk nemers informeren en raadplegen voorafgaand aan de invoering van digitale technologieën die van invloed zijn op de arbeidsomstandigheden; waarborgen dat nieuwe vormen van werk, zoals platformwerk, de rechten van werk nemers eerbiedigen en passende arbeidsomstandigheden bieden (debat werkgroep);
4. Initiatieven nemen ter ondersteuning van telewerken, zoals kantoorruimten met toegang tot een betrouwbare, snelle internetverbinding en digitale opleidingen, en het ter beschikking stellen van middelen voor ergonomische apparatuur voor huiskantoren (ECP1 aanbeveling 17, debat werkgroep);
5. Een publiek toegankelijk digitaal scorebord invoeren, met een rankingsysteem dat het huidige niveau van digitalisering van ondernemingen in de EU aangeeft en vergelijkt (NCP Duitsland);
6. Om tot een sterke en concurrerende digitale economie te komen en de voordelen van de digitale transformatie gelijkelijk over Europa te verdelen, de nadruk leggen op technologie en innovatie als aanjagers van groei, door transformatief onderzoek van wereldklasse mogelijk te maken en ruimte te scheppen voor innovatieve ecosystemen in alle regio's door het bedrijfsklimaat voor kmo's en start-ups en de eerlijke toegang tot financiering te verbeteren, en juridische en andere belemmeringen voor grensoverschrijdende activiteiten weg te nemen (NCP Italië 1.3, debat werkgroep, meertalig digitaal platform);
7. Een data-infrastructuur opbouwen die gebaseerd is op Europese waarden, het "digitaal eerst"-beginsel en het eenmaligheidsbeginsel toepassen en digitale en veilige toegang tot gegevens voor innovatie en bedrijven faciliteren; de digitalisering van openbare diensten aanmoedigen (debat werkgroep, meertalig digitaal platform);
8. Het potentieel van betrouwbaar en verantwoord gebruik van artificiële intelligentie ten volle benutten, het potentieel van blockchain technologie en clouddiensten benutten, garanties en normen vaststellen die transparantie en interoperabiliteit waarborgen, vertrouwen scheppen en het gebruiksgemak

- verbeteren en elk discriminerend of vooringenomen gebruik van algoritmen voorkomen (debat werkgroep, meertalig digitaal platform);
9. Openbronsoftware en het gebruik daarvan in onderwijs en opleidingen, alsook gratis toegang tot publiek gefinancierd onderzoek en software bevorderen (debat werkgroep, meertalig digitaal platform);
 10. Een gemeenschappelijke Europese digitale identiteit invoeren om grensoverschrijdende digitale transacties en diensten te vergemakkelijken, met een kader van Europese normen en richtsnoeren dat de nodige garanties biedt (debat werkgroep, meertalig digitaal platform);
 11. De haalbaarheid van digitalisering van productinformatie voor consumptiegoederen en levensmiddelen beoordelen door middel van een gestandaardiseerde Europese app die zorgt voor meer gebruikersvriendelijke toegang tot informatie en die aanvullende informatie geeft over producten en de productieketen (ECP1 aanbeveling 16).

Conferentie over de toekomst van Europa | [EINDVERSLAG](#)

“Europese democratie”

36. Voorstel: burgerinformatie, burgerparticipatie en jeugdzaken

Doel: de burgerparticipatie en de betrokkenheid van jongeren bij de democratie op het niveau van de Europese Unie vergroten om een “volledige burgerervaring” voor Europeanen te ontwikkelen, ervoor zorgen dat hun stem niet alleen bij de verkiezingen wordt gehoord en dat de participatie doeltreffend is; daarom moet voor elk thema de meest geschikte vorm van participatie worden overwogen, bijvoorbeeld door:

Maatregelen:

1. Het verbeteren van de doeltreffendheid van bestaande mechanismen voor burgerparticipatie en de ontwikkeling van nieuwe mechanismen voor burgerparticipatie, in overeenstemming met het EU-acquis, door hierover beter informatie te verstrekken. Idealiter wordt alle informatie over deze participatieve ruimten samengevat⁹² op een geïntegreerde officiële website met verschillende functies⁹³. Er moet een mechanisme worden ontwikkeld om toezicht te houden op beleids- en wetgevingsinitiatieven die voortvloeien uit participatieve democratische processen⁹⁴. Participatiemechanismen moeten inclusief zijn en zij moeten een divers publiek kunnen bereiken. Er moet aandacht worden besteed aan de inhoud van het materiaal, de onderwerpen en de vaardigheden van de moderatoren. De mechanismen moeten een analyse omvatten van het effect van het besproken beleid op onder meer vrouwen en kwetsbare personen⁹⁵;
2. Het verhogen van de frequentie van online- en offline-interactie tussen EU-instellingen en de burgers via verschillende vormen van interactie om ervoor te zorgen dat burgers kunnen deelnemen aan het EU-beleidsvormingsproces om hun mening te uiten en feedback te krijgen, en het opstellen van een handvest voor EU-ambtenaren over burgerparticipatie⁹⁶;
3. Het bieden van een gebruiksvriendelijk digitaal platform waar burgers, en met name jongeren, ideeën kunnen uitwisselen, vragen kunnen stellen aan de vertegenwoordigers van de EU-instellingen en hun mening kunnen geven over belangrijke EU-aangelegenheden en -wetgevingsvoorstel. Het platform moet ook opiniepeilingen mogelijk maken⁹⁷;
4. Het verbeteren en stroomlijnen van bestaande mechanismen op Europees, nationaal en lokaal niveau om deze veiliger, toegankelijker, zichtbaarder en inclusiever te maken⁹⁸;
5. Het betrekken van maatschappelijke organisaties, regionale en lokale overheden en bestaande structuren zoals het Europees Economisch en Sociaal Comité (EESC) en het Comité van de Regio's (CvdR)⁹⁹ bij het burgerparticipatieproces¹⁰⁰;
6. Het opzetten van een systeem van lokale EU-raadsleden om de afstand tussen de EU-instellingen en de Europese burgers te verkleinen¹⁰¹;
7. Het houden van burgervergaderingen op gezette tijden, op basis van wettelijk bindend EU-recht. De deelnemers moeten op aselecte wijze worden geselecteerd aan de hand van representativiteitscriteria en participatie moet worden gestimuleerd. Zo nodig zal steun worden verleend door deskundigen, zodat de leden van de vergadering over voldoende informatie beschikken om te kunnen beraadslagen. Indien de resultaten niet door de instellingen worden overgenomen, moet dit naar behoren worden gemotiveerd¹⁰². De participatie en voorafgaande betrokkenheid van burgers en het maatschappelijk middenveld vormen een belangrijke basis voor politieke besluiten die door gekozen vertegenwoordigers moeten worden genomen.

<p>De EU is gegronvest op representatieve democratie: met de Europese verkiezingen geven burgers hun vertegenwoordigers een duidelijk mandaat en uiten zij zich indirect over het EU-beleid¹⁰³;</p> <p>8. Het verlenen van meer structurele, financiële en andere steun aan het maatschappelijk middenveld, met name het maatschappelijk middenveld van jongeren, en het ondersteunen van lokale autoriteiten bij het opzetten van lokale jeugdraden¹⁰⁴; dit kan worden bereikt door middel van een specifieke pijler in het Actieplan voor Europese democratie voor de betrokkenheid van het maatschappelijk middenveld en de sociale partners, en een specifieke strategie voor het maatschappelijk middenveld¹⁰⁵;</p>	<p>Het introduceren van een "jongerentoetsing" van wetgeving, met inbegrip van zowel een effectbeoordeling als een overlegmechanisme met jongerenvertegenwoordigers, wanneer wetgeving geacht wordt van invloed te zijn op jongeren¹⁰⁶;</p> <p>Het versterken van de samenwerking tussen EU-wetgevers en maatschappelijke organisaties om gebruik te maken van de verbinding tussen besluitvormers en burgers die maatschappelijke organisaties vormen¹⁰⁷;</p> <p>Het samenvatten van de elementen van burgerparticipatie in een EU-handvest voor de betrokkenheid van burgers bij EU-aangelegenheden.</p>
---	--

37. Voorstel: burgerinformatie, burgerparticipatie en jeugdzaken (bis)

Doel: de Europese Unie begrijpeliker en toegankelijker maken en een gemeenschappelijke Europese identiteit versterken¹⁰⁸, met name door:

Maatregelen:

1. Het garanderen van een minimumniveau van onderwijs over de EU en met name over haar democratische processen, met inbegrip van de geschiedenis van de Europese integratie en Europees burgerschap. Mensen van alle leeftijden moeten gebruik kunnen maken van dergelijke programma's, die op een aantrekkelijke manier moeten worden vormgegeven en op verschillende leeftijden moeten worden afgestemd, bijvoorbeeld door de ontwikkeling van specifieke programma's en educatief materiaal voor kinderen en scholen¹⁰⁹, en maatschappelijke organisaties die actief zijn op het gebied van niet-formeel onderwijs¹¹⁰;
2. Betrouwbare informatie over de EU gemakkelijk en op inclusieve wijze voor alle burgers toegankelijker te maken. De EU-instellingen moeten toegankelijker taal gebruiken en bureaucratische termen in hun communicatie vermijden, en tegelijkertijd de kwaliteit en deskundigheid van de verstrekte informatie op peil houden en de informatie afstemmen op verschillende communicatiekanalen en publieksprofielen¹¹¹. Er moet bijvoorbeeld worden overwogen een mobiele applicatie op te zetten waarin informatie over het EU-beleid in heldere taal wordt gepresenteerd¹¹². Bijzondere inspanningen moeten worden geleverd om jongeren te bereiken via digitale media, jongerenbewegingen en diverse "ambassadeurs" (organisaties en personen) die het EU-project uitleggen^{113 114};
3. Meer gebruik te maken van artificiële intelligentie en vertaaltechnologieën om taalbarrières te omzeilen^{115 116} en de toegankelijkheid en bruikbaarheid van alle digitale instrumenten voor mensen met een handicap te waarborgen¹¹⁷;
4. Vrije, pluralistische en onafhankelijke media te verdedigen en te ondersteunen, en mediakanalen, waaronder publieke omroepen, publieke nieuwsagentschappen en Europese media aan te moedigen om

Conferentie over de toekomst van Europa | EINDVERSLAG

- Europese kwesties regelmatiger aan de orde te stellen, met inachtneming van hun vrijheid en onafhankelijkheid, met het oog op regelmatige en uitgebreide berichtgeving in alle EU-lidstaten¹¹⁸; de strijd tegen desinformatie en buitenlandse inmenging op te voeren en de bescherming van journalisten te waarborgen¹¹⁹;
5. Europa dichter bij de burger te brengen door het verbeteren¹²⁰ van de contactpunten en speciale hubs of "Huizen van Europa" op lokaal niveau om burgers middelen, informatie en advies te verstrekken over EU-aangelegenheden, om naar hun zorgen te luisteren en het gesprek aan te gaan

met verenigingen om de standpunten van de burgers op Europees niveau te helpen verspreiden¹²¹;

6. Verdere stappen te zetten om de gemeenschappelijke identiteit van de Europeanen te versterken, bijvoorbeeld door middel van een EU-fonds voor de ondersteuning van online- en offline-interactie (d.w.z. uitwisselingsprogramma's, panels, vergaderingen) van zowel korte als langere duur tussen EU-burgers, door het organiseren van gemeenschappelijke sportevenementen en -teams, of door Europadag (9 mei) tot een extra¹²² Europese feestdag voor alle EU-burgers uit te roepen¹²³.

38. Voorstel: democratie en verkiezingen

Doel: de Europese democratie versterken door de grondslagen ervan te schragen, de deelname aan de verkiezingen voor het Europees Parlement te bevorderen, het transnationale debat over Europese kwesties te stimuleren en te zorgen voor een sterke band tussen burgers en hun gekozen vertegenwoordigers, met name door:

Maatregelen:

1. De bescherming te waarborgen van de in de Verdragen vastgelegde EU-waarden die de kern vormen van de Europese democratie, zoals de rechtsstaat en een sterk sociaal model¹²⁴. In haar betrekkingen met derde landen moet de Europese Unie in de eerste plaats de gemeenschappelijke democratische waarden intern versterken. Pas daarna kan de Europese Unie, door middel van diplomatie en dialoog, een ambassadeur zijn van ons democratisch model in de landen die klaar en bereid zijn het toe te passen¹²⁵;
2. Een door het Europees Parlement geïnitieerd EU-breed referendum te ontwerpen dat in uitzonderlijke gevallen moet worden georganiseerd over aangelegenheden die van bijzonder groot belang zijn voor alle Europese burgers¹²⁶;
3. Het kiesrecht van de EU te wijzigen om de verkiezingsvoorwaarden (kiesleeftijd, verkiezingsdatum, vereisten voor

kiesdistricten, kandidaten, politieke partijen en hun financiering) voor de verkiezingen voor het Europees Parlement te harmoniseren en stappen te zetten in de richting van het stemmen voor Uniebrede lijsten of "transnationale lijsten"^x, met kandidaten uit meerdere lidstaten, waarbij rekening is gehouden¹²⁷ met de standpunten die de burgers in de EU-lidstaten over deze kwestie hebben verwoord¹²⁸:

- sommige leden van het Europees Parlement moeten worden gekozen aan de hand van een lijst die de hele Europese Unie bestrijkt, terwijl de rest in de lidstaten moet worden gekozen¹²⁹,
- deze hervorming moet ook gericht zijn op het vergemakkelijken van digitale stemmogelijkheden¹³⁰ en het waarborgen van effectieve stemrechten voor personen met een handicap¹³¹;

^x Vertegenwoordigers van de Europese Commissie verklaarden dat dit na een overgangsperiode en niet overhaast moet worden ingevoerd.

4. De banden tussen burgers en hun gekozen vertegenwoordigers te versterken, rekening houdend met nationale bijzonderheden en de wens van de burgers om dichter bij hen te staan en het gevoel te hebben dat hun zorgen leiden tot specifieke maatregelen van gekozen vertegenwoordigers in het Europees Parlement en de nationale parlementen¹³². Dit is een universeel probleem en mensen van alle leeftijden zouden erbij betrokken moeten worden¹³³:
 - de Europese burgers moeten meer zeggenschap hebben over wie tot voorzitter van de Commissie wordt verkozen. Dit kan worden bereikt door de rechtstreekse verkiezing van de voorzitter van de Commissie¹³⁴ of door een lijsttrekkersysteem^{xl};
 - het Europees Parlement moet het recht van wetgevingsinitiatief hebben om de te bespreken onderwerpen voor te stellen en vervolgens de nodige teksten aan te nemen om uitvoering te geven aan de

aanbevelingen die uit de beraadslagingen voortkomen¹³⁶;

- het Europees Parlement moet een besluit nemen over de begroting van de EU, aangezien dit het recht van de parlementen op nationaal niveau is^{XII 137};
- politieke partijen, maatschappelijke organisaties en vakbonden moeten levendiger en toegankelijker worden, zodat de burgers meer betrokken raken bij de Europese democratie¹³⁸. Dit zou er ook toe bijdragen dat er EU-onderwerpen worden opgenomen in openbare debatten via politieke partijen, maatschappelijke organisaties en de sociale partners, niet alleen tijdens de Europese verkiezingen, maar ook voorafgaand aan nationale, regionale en lokale verkiezingen¹³⁹, de democratie wordt verankerd in de instellingen en in de samenleving als geheel, ook op de werkplek, via de rol van de sociale partners¹⁴⁰.

^{xl} Standpunt van het EP: *de lijsttrekker van de Europese politieke partij die bij de Europese verkiezingen het grootste aantal stemmen heeft behaald, die door een meerderheid van de leden van het Europees Parlement kan worden gesteund, wordt verkozen tot voorzitter van de Europese Commissie. Indien er geen coalitiemeerderheid kan worden bereikt, moet de taak worden toegewezen aan de volgende lijsttrekker. Daartoe kunnen Europese politieke partijen kandidaten voordragen voor de functie van voorzitter van de Commissie. De heer Paulo Rangel: om het lijsttrekkersproces te versterken moeten de functies van het Europees Parlement en de Europese Raad worden omgekeerd en dit houdt een Verdragswijziging in: het Parlement zou de voorzitter van de Commissie voorstellen en de Raad zou die goedkeuren.* MDP (*Eindverslag van Kantar: "De groep van respondenten bespreekt de verkiezing van de Commissievoorzitter en de benoeming van de Commissieleden, met inbegrip van het spitzenkandidatensysteem"*). EYE, blz. 23: *"De kandidaten voor het voorzitterschap van de Commissie mogen niet worden gekozen bij onderhandelingen in achterkamertjes tussen winnende partijen. Wij moeten het zogenoemde spitzenkandidatensysteem handhaven, waarbij elke partij vóór de verkiezingscampagne haar kandidaat voor het voorzitterschap van de Commissie bekendmaakt voor het geval dat deze partij een meerderheid krijgt. Door actieve deelname aan de campagne en rechtstreekse interactie met de burgers kan de toekomstige voorzitter dichter bij de Europese bevolking staan."*, en discussie in WG.

^{xii} De Raad is van oordeel dat dit voorstel niet gebaseerd is op een aanbeveling van de burgers. Het is derhalve niet in overeenstemming met de overeengekomen methodologie. Zie ook het standpunt van de burgercomponent als weergegeven op bladzijde 40.

Conferentie over de toekomst van Europa | [EINDVERSLAG](#)

39. Voorstel: EU-besluitvormingsproces

Doel: het besluitvormingsproces van de EU verbeteren om ervoor te zorgen dat de EU in staat is om op te treden, waarbij rekening wordt gehouden met de belangen van alle lidstaten en wordt gezorgd voor een transparant en begrijpelijk proces voor de burgers, met name door:

Maatregelen:

1. De besluitvormings- en stemregels in de EU-instellingen te herzien, waarbij de nadruk ligt op de kwestie van eenparigheid van stemmen, die het zeer moeilijk maakt om overeenstemming te bereiken, en tegelijkertijd te zorgen voor een eerlijke berekening van de "stemgewichten", zodat de belangen van kleine landen worden beschermd¹⁴¹;
 - over alle kwesties waarover met eenparigheid van stemmen besloten wordt, moet voortaan met gekwalificeerde meerderheid worden besloten. De enige uitzonderingen hierop zijn de toelating van een nieuw lid tot de EU en wijzigingen van de grondbeginselen van de EU, zoals vastgelegd in artikel 2 van het VEU en het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie¹⁴²;
 2. De transparantie van de besluitvorming te waarborgen door onafhankelijke burgerwaarnemers in staat te stellen het besluitvormingsproces nauwlettend te volgen, een breder¹⁴³ recht op toegang tot documenten te waarborgen en op basis daarvan sterkere banden en een versterkte dialoog tussen de burgers en de EU-instellingen te ontwikkelen¹⁴⁴;
 - de EU moet de transparantie van haar besluitvormingsproces en haar instellingen verbeteren. Zo moeten de vergaderingen van de Raad en het Europees Parlement, met inbegrip van de stemmingen, op dezelfde manier online worden uitgezonden. Dit zou geïnteresseerde burgers in staat stellen de beleidsvorming van de EU te volgen en politici en beleidmakers ter verantwoording te roepen¹⁴⁵. Het enquêterecht van het Europees Parlement moet worden versterkt¹⁴⁶;
 - het besluitvormingsproces van de EU moet verder worden ontwikkeld, zodat nationale, regionale en lokale vertegenwoordigers,
- de sociale partners en maatschappelijke organisaties meer worden betrokken¹⁴⁷. De interparlementaire samenwerking en dialoog moet worden versterkt. De nationale parlementen moeten ook nauwer worden betrokken bij de wetgevingsprocedure door het Europees Parlement, bijvoorbeeld door deel te nemen aan hoorzittingen¹⁴⁸. Bovendien helpt een grotere betrokkenheid van het subnationale niveau en van het Comité van de Regio's om beter rekening te houden met de ervaring die is opgedaan met de uitvoering van het EU-recht¹⁴⁹;
3. Te overwegen om de namen van de EU-instellingen te wijzigen om hun taken en hun respectieve rol in het besluitvormingsproces van de EU voor burgers te verduidelijken¹⁵⁰;
 - het besluitvormingsproces van de EU moet gebaseerd zijn op een duidelijker en begrijpelijkere structuur die lijkt op nationale systemen¹⁵¹ en die explicet de bevoegdheidsverdeling tussen de Europese instellingen en de lidstaten weerspiegelt¹⁵²;
 - de Raad van de EU zou bijvoorbeeld de Senaat van de EU kunnen worden genoemd en de Europese Commissie de Uitvoerende Commissie van de EU¹⁵³.
 4. Het vermogen van de Europese Unie om op zeer belangrijke gebieden resultaten te boeken te versterken¹⁵⁴;
 5. Te zorgen voor adequate mechanismen en processen voor een civiele en sociale dialoog in elke fase van het besluitvormingsproces van de EU, van effectbeoordeling tot beleidsontwerp en -uitvoering¹⁵⁵;
 6. De werking van de Europese Unie te hervormen door de sociale partners en maatschappelijke organisaties nauwer bij het proces te betrekken; de bestaande structuren te versterken om beter rekening te kunnen houden met de behoeften en

verwachtingen van de EU-burgers in het besluitvormingsproces, gezien hun belang in het Europese democratische leven. In dit kader moet de institutionele rol van het EESC worden versterkt en moet het bevoegdheden krijgen als facilitator en hoeder van activiteiten op het gebied van de participatieve democratie, zoals een gestructureerde dialoog met maatschappelijke organisaties en burgerpanels. Een levendig maatschappelijk

middenveld is van cruciaal belang voor het democratische leven van de Europese Unie¹⁵⁶;

7. De discussie over de grondwet te heropenen om ons, in voorkomend geval, te helpen ons beter op onze waarden te richten. Een grondwet kan helpen om preciezer te zijn, en ook om de burgers te betrekken en overeenstemming te bereiken over het besluitvormingsproces¹⁵⁷.

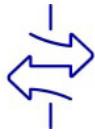
40. Voorstel: subsidiariteit

1. Actieve subsidiariteit en bestuur op verschillende niveaus zijn kernbeginselen en fundamentele kenmerken van de werking van de EU en de democratische verantwoordingsplicht¹⁵⁸;
2. De EU moet het mechanisme herzien dat de nationale parlementen in staat stelt te beoordelen of nieuwe wetgevingsvoorstellen op Europees niveau geen inbreuk maken op hun wettelijke bevoegdheden en dat hun de mogelijkheid biedt om een wetgevingsinitiatief op Europees niveau voor te stellen. Dergelijke mechanismen moeten ook worden uitgebreid tot alle regionale parlementen binnen de EU die wetgevende bevoegdheden hebben¹⁵⁹;
3. Het Comité van de Regio's moet zodanig worden hervormd dat het beschikt over passende kanalen voor dialoog met de regio's

alsook met steden en gemeenten door het een belangrijkere rol¹⁶⁰ te geven in de institutionele architectuur als het gaat om aangelegenheden met territoriale gevolgen¹⁶¹;

4. Een systematisch gebruik van een door alle EU-instellingen gezamenlijk overeengekomen definitie van subsidiariteit kan helpen verduidelijken of besluiten op Europees, nationaal of regionaal niveau moeten worden genomen¹⁶²;
5. De sociale partners en maatschappelijke organisaties moeten beter bij het besluitvormingsproces worden betrokken, gezien hun belang in het Europese democratische leven. Een levendige samenleving is van cruciaal belang voor het democratische leven van de Europese Unie¹⁶³.

Wij roepen de instellingen van de Europese Unie op om de conclusies van deze werkgroep tot een realiteit te maken en ze daadwerkelijk uit te voeren. Dit zou kunnen worden verwezenlijkt via de mogelijkheden die het Verdrag van Lissabon reeds biedt, en door zo nodig het verzoek in te dienen voor het initiëren van een Europese Conventie¹⁶⁴.



“Migratie”

Conferentie over de toekomst van Europa | [EINDVERSLAG](#)

41. Voorstel: Legale migratie¹⁶⁵

Doel: De rol van de EU op het gebied van legale migratie versterken:

Maatregelen:

1. Een communicatiecampagne op Europees niveau opzetten om ervoor te zorgen dat het Europees netwerk van diensten voor de arbeidsvoorziening (Eures), het EU-immigratieportaal en het EU-instrument voor het opstellen van een vaardighedsprofiel voor onderdanen van derde landen meer bekendheid krijgen bij de Europese burgers en vaker door EU-bedrijven worden gebruikt bij het aanwerven van personeel (aanbeveling 6).
2. Een Europees orgaan opzetten voor de toegang van migranten tot de arbeidsmarkt van de EU, of de bevoegdheden van Eures uitbreiden en zo bijvoorbeeld de talentpartnerschapprojecten verbeteren (aanbeveling 7 en werkgroepdebat), met de mogelijkheid om de vraag naar en het aanbod van vaardigheden online op elkaar af te stemmen, in het land van vertrek, op basis van beoordelingscriteria (aanbeveling 9 en werkgroepdebat). De EU zou de lidstaten ertoe moeten aansporen de opvang- en integratieprocedure voor legale migranten te vereenvoudigen en hun gemakkelijker toegang te bieden tot de arbeidsmarkt van de EU door te zorgen voor een betere interoperabiliteit tussen de diverse bevoegde instanties (werkgroepdebat).
3. De werking en uitvoering van de blauwkaartrichtlijn verbeteren met het oog op het aantrekken van de kwalificaties waar de EU-economie behoeft aan heeft (aanbeveling 7 en werkgroepdebat), rekening houdende met het risico op braindrain (zoals in maatregel 1 van voorstel 42).
4. De opwaartse convergentie van arbeidsvoorraarden in de hele Unie bevorderen om ongelijke arbeidsvoorraarden tegen te gaan en om een efficiënt EU-beleid op het gebied van arbeidsmigratie en de rechten van werkenden te waarborgen. De rol van vakbonden op nationaal en transnationaal niveau in dit verband versterken (aanbeveling 28 en werkgroepdebat), in samenwerking met werkgeversorganisaties (plenair debat).
5. Meer inspanningen leveren om de burgers van de lidstaten te informeren en kennis bij te brengen over onderwerpen die verband houden met migratie en integratie (aanbeveling 30, LT aanbeveling 9 en werkgroepdebat).

42. Voorstel: Irreguliere migratie¹⁶⁶

Doel: De rol van de EU in de aanpak van alle soorten irreguliere migratie versterken en de bescherming van de buiten grenzen van de Europese Unie verbeteren, zonder afbreuk te doen aan de mensenrechten:

Maatregelen:

1. Een actieve bijdrage leveren, bijvoorbeeld via partnerschapsovereenkomsten, aan de economische en sociale ontwikkeling van landen buiten de EU met een grote uitstroom van migranten om de diepere oorzaken van migratie – met inbegrip van klimaatverandering – aan te pakken. Dit optreden moet transparant zijn, tastbare resultaten opleveren en meetbare effecten hebben die duidelijk naar de EU-burgers moeten worden gecommuniceerd (aanbeveling 27, NL aanbeveling 3 en werkgroepdebat).
2. De bescherming van alle buiten grenzen waarborgen, door de transparantie en verantwoordingsplicht van Frontex te verbeteren en zijn rol te versterken (aanbeveling 8 en werkgroepdebat) en de EU-wetgeving aan te passen om beter het hoofd te bieden aan de huidige uitdagingen in verband met irreguliere migratie, zoals mensensmokkel, mensenhandel, seksuele uitbuiting, hybride aanvallen door landen die migranten inzetten als instrument en schending van de mensenrechten (LT aanbeveling 10 en werkgroepdebat).

43. Voorstel: Irreguliere migratie¹⁶⁷ (bis)

Doel: De gemeenschappelijke regels voor de eerste opvang van migranten in alle lidstaten uniform toepassen:

Maatregelen:

1. EU-maatregelen uitwerken om de veiligheid en gezondheid van alle migranten – met name van zwangere vrouwen, kinderen, niet-begeleide minderjarigen en alle kwetsbare bevolkingsgroepen – te waarborgen (aanbevelingen 10 en 38 en werkgroepdebat).
2. Meer financiële, logistieke en operationele EU-steun bieden, ook aan lokale en regionale overheden en maatschappelijke organisaties, voor het beheer van de eerste opvang, met als uitkomst de mogelijke integratie van vluchtelingen en legale migranten in de EU of de repatriëring van irreguliere migranten (aanbeveling 35 en werkgroepdebat).

44. Voorstel: Asiel en integratie¹⁶⁸

Doel: De rol van de EU versterken en het Europees asielstelsel hervormen op basis van de beginselen van solidariteit en een eerlijke verdeling van verantwoordelijkheid:

Maatregelen:

1. Gemeenschappelijke EU-regels aannemen met betrekking tot procedures voor de beoordeling van verzoeken om internationale bescherming in de lidstaten, en deze voor alle asielzoekers op gelijke wijze toepassen. Bij deze procedures moeten de menselijke waardigheid en het internationaal recht worden geëerbiedigd (aanbeveling 29 en IT aanbevelingen 3.8 en 4.4, blz. 15, en werkgroepdebat). Aangezien er op nationaal niveau verschillende actoren betrokken zijn bij de opvang van asielzoekers, zou de EU de lidstaten ertoe moeten aansporen de procedure te vereenvoudigen en versnellen door te zorgen voor een betere interoperabiliteit tussen de verschillende overheidsdiensten, en één enkel loket op te zetten voor asielzoekers om de nationale administratieve procedures te stroomlijnen (aanbeveling 37 en werkgroepdebat).
2. Het Dublinsysteem herzien, voornamelijk om solidariteit en een eerlijke verdeling van verantwoordelijkheid met inbegrip van een herverdeling van migranten tussen de lidstaten te waarborgen; aanvullende vormen van steun kunnen eveneens worden overwogen (aanbevelingen 33, 36, 37 en 40; LT aanbeveling 2; IT aanbeveling 3.8 (blz. 15); NL aanbeveling 2; werkgroepdebat en plenair debat).
3. De in Richtlijn 2013/33/EU vastgestelde minimumnormen voor de opvang van asielzoekers aanscherpen door middel van krachtigere wetgevingsmaatregelen voor het verbeteren van de opvangfaciliteiten en huisvesting (ECP aanbeveling 31, IT aanbeveling 5.6 (blz.11) en werkgroepdebat).
4. Er moet bijzondere aandacht worden besteed aan zwangere vrouwen, kinderen en met name niet-begeleide minderjarigen (aanbeveling 38 en werkgroepdebat).
5. Het Asielagentschap van de EU voorzien van meer financiële en personele middelen en een grotere beheerscapaciteit om de herplaatsing van asielzoekers binnen de EU-lidstaten te coördineren en beheren met het oog op een eerlijke verdeling (aanbevelingen 36 en 37, LT aanbeveling 3 en werkgroepdebat).

45. Voorstel: Asiel en integratie¹⁶⁹ (bis)

Doel: Het integratiebeleid in alle lidstaten verbeteren:

Maatregelen:

1. De EU ziet er in samenwerking met lokale en regionale overheden en maatschappelijke organisaties op toe dat alle asielzoekers en vluchtelingen tijdens hun verblijfsaanvraagprocedure deelnemen aan een taal- en integratiecursus en aan beroepsopleidingsactiviteiten (aanbeveling 32, FR aanbeveling 13, werkgroepdebat en plenair debat).
2. Asielzoekers met relevante kwalificaties moeten in de gehele EU toegang krijgen tot de arbeidsmarkt, waar mogelijk met het doel hun zelfredzaamheid te verbeteren (aanbeveling 7 en werkgroepdebat).



“Onderwijs, cultuur, jeugdzaken en sport”

46. Voorstel: Onderwijs

Doele: De EU en haar lidstaten moeten ernaar streven uiterlijk in 2025 een inclusieve Europese onderwijsruimte tot stand te brengen waarbinnen alle burgers, ook burgers in plattelands- en afgelegen gebieden, gelijke toegang hebben tot hoogwaardig onderwijs en een leven lang leren. Daartoe moeten de Europese Unie en haar lidstaten in het bijzonder de volgende maatregelen nemen:

Maatregelen:

1. Het niveau van alle verschillende onderwijsprogramma's in de Europese Unie moet gecoördineerd worden met erkenning van het nationale, regionale en lokale aanbod, en er moet gewerkt worden aan een betere koppeling tussen de onderwijsstelsels, onder meer door de gelijkwaardigheid van diploma's te waarborgen¹⁷⁰. Vanaf de lagere school moet een gecertificeerde minimumnorm voor het onderwijs in de kernvakken worden vastgesteld¹⁷¹. Gedeelde bevoegdheden op het gebied van onderwijs moeten worden ingevoerd, ten minste wat burgerschapsvorming betreft, waarbij de uitoefening van die bevoegdheid door de EU de lidstaten niet mag beletten hun eigen bevoegdheden uit te oefenen. Beroepsdiploma's en -opleidingen moeten in alle EU-lidstaten worden gevalideerd en wederzijds worden erkend¹⁷². De Europese Unie moet zich ook inzetten voor de erkenning van niet-formeel en informeel leren¹⁷³, moet de jongerenorganisaties die dit aanbieden ondersteuning bieden, en moet leerperioden in het buitenland bevorderen.
 2. Er moet gewerkt worden aan de ontwikkeling van toekomstbestendig onderwijs en een leven lang leren in Europa, in overeenstemming met het recht op gratis opleiding op de werkplek voor iedereen, waarbij aandacht wordt besteed aan de volgende onderwerpen:
 - Maatschappelijke vorming met betrekking tot democratische processen, de waarden van de EU en de geschiedenis van Europa¹⁷⁴. Dit moet de vorm krijgen van een gemeenschappelijke module die in alle lidstaten moet worden onderwezen. Als onderdeel van het vergroten van het inzicht in het proces van Europese integratie moet ook de economische geletterdheid worden verbeterd¹⁷⁵.
 - Digitale vaardigheden¹⁷⁶.
- STEAM¹⁷⁷
 - Ondernemerschap en onderzoek
 - Het stimuleren van kritisch denken. Mediageletterdheid moet bevorderd worden om de onlineveiligheid te waarborgen en om burgers in alle lidstaten in staat te stellen zelfstandig te beoordelen of informatie betrouwbaar is of niet en nepnieuws te herkennen en hen tevens in staat te stellen om te profiteren van alle mogelijkheden die het internet biedt. Dit onderwerp moet in het basisonderwijs aan de orde komen in lessen die hier speciaal aan gewijd zijn, en daarnaast moet buiten het basisonderwijs over dit onderwerp voorlichting worden gegeven aan burgers van alle leeftijden, een en ander onder leiding van een speciale organisatie op EU-niveau en op basis van beste praktijken van alle lidstaten. De EU moet erop toezien dat de lidstaten de toegewezen middelen ook daadwerkelijk voor de beoogde doeleinden gebruiken¹⁷⁸.
 - Integratie van zachte vaardigheden in alle vakken van het lesprogramma op scholen. Met "zachte vaardigheden" wordt bedoeld: naar elkaar luisteren, dialoog bevorderen, blijk geven van weerbaarheid, begrip, respect en waardering voor anderen, kritisch denken, zelfstudie, nieuwsgierig blijven, resultaatgerichtheid¹⁷⁹.
 - Iedereen in de gelegenheid stellen kennis op te doen over ecologische duurzaamheid en het verband tussen milieu en gezondheid. Biodiversiteit moet een verplicht vak worden op school. Deze onderwerpen zouden in het onderwijs aan de orde moeten komen in lessen die speciaal aan milieukwesties gewijd zijn. In het kader van die lessen zouden excursies georganiseerd moeten worden, zodat de leerlingen in de praktijk over deze onderwerpen kunnen leren. Hiervoor moet financiering beschikbaar worden gesteld¹⁸⁰.

Conferentie over de toekomst van Europa | EINDVERSLAG

- Het aanpakken van pestgedrag en racisme.
- 3. De opleiding van leerkrachten moet ondersteund worden¹⁸¹, zodat zij kunnen voortbouwen op beste praktijken en gebruik kunnen maken van moderne, innovatieve en creatieve onderwijs technieken die een afspiegeling vormen van de evolutie in didactische methoden, waaronder praktijkactiviteiten, waarbij ook wordt voortgebouwd op de lessen die uit de COVID-19-pandemie en andersoortige crises kunnen worden getrokken, en de mogelijkheden voor mobiliteit moeten gestimuleerd worden¹⁸².
- 4. Om tegemoet te komen aan de onderwijsbehoeften van alle kinderen en gezinnen moet de focus liggen op de toegang tot hardware en efficiënte breedbandconnectiviteit¹⁸³.
- 5. Er moet een informatieplatform worden opgezet voor een EU-brede uitwisseling van kennis en ervaring, waarbij informatie over transnationaal onderwijs en transnationale opleidingen in de EU wordt gebundeld, voorbeelden van beste praktijken onder de aandacht worden gebracht en burgers de kans krijgen om nieuwe ideeën voor grensoverschrijdende uitwisseling voor te stellen. Via het platform zou ook lesmateriaal beschikbaar moeten worden gesteld over klimaatverandering, duurzaamheid, milieukwesties en digitalisering en zou tevens informatie te vinden moeten zijn over bestaande gespecialiseerde fora over centrale onderwerpen¹⁸⁴. Daarbij zou een financieringsprogramma opgezet kunnen worden ter ondersteuning van het gebruik en de praktische toepassing van de informatie op het platform.

47. Voorstel: Europese jongerenvraagstukken

Doel: De EU en haar lidstaten moeten in het kader van alle relevante beleidsmaatregelen, waaronder op het gebied van het regionaal beleid van de Europese Unie, aandacht besteden aan de specifieke behoeften van jongeren. Dit is nodig om ervoor te zorgen dat jongeren onder de best mogelijke omstandigheden kunnen studeren en werken en zelfstandig kunnen worden, en om jongeren bij democratische en besluitvormingsprocessen, onder meer op Europees niveau, te betrekken. Voor jongerenorganisaties is een cruciale rol weggelegd. Om dit doel te bereiken, stellen wij het volgende voor:

Maatregelen:

1. Jongeren moeten meer mogelijkheden krijgen om deel te nemen aan en vertegenwoordigd te zijn in de democratische en besluitvormingsprocessen op alle niveaus, onder meer door burgerpanels te organiseren, ook met kinderen (bijv. tussen 10 en 16 jaar) op scholen. Daarnaast moeten de bestaande programma's op dit gebied worden versterkt. Europese vertegenwoordigers zouden scholen kunnen bezoeken om scholieren te ontmoeten en de afstand tussen de burgers en Europa te verkleinen en scholieren reeds op jonge leeftijd kennis te laten maken met de EU¹⁸⁵. Er moet een "EU-jongerentoets" worden ontwikkeld: een effectbeoordelingsinstrument in het kader waarvan jongeren worden geraadpleegd en dat ervoor zorgt dat bij beleidsvorming op EU-niveau altijd rekening wordt gehouden met de standpunten van jongeren.
2. Er moet meer aandacht komen voor burgerschapsvorming en onderwijs over de EU en daarnaast moet het debat op gang worden gebracht en moet nagedacht worden over de mogelijkheid om de stemgerechtigde leeftijd voor de verkiezingen voor het Europees Parlement te verlagen tot 16 jaar. Nationale politieke partijen moeten ervoor zorgen dat er ook jongere kandidaten op hun verkiezingslijsten voor het Europees Parlement staan¹⁸⁶.
3. Om jongeren beter voor te bereiden op hun toetreding tot de arbeidsmarkt moeten middelbare scholieren (vanaf 12 jaar) de kans krijgen om profit- en non-profitorganisaties te bezoeken en daarbij waardevolle ervaringen op te doen. Hierbij moet nauw worden samengewerkt tussen scholen, plaatselijke overheden en de betrokken organisaties en bedrijven¹⁸⁷. Deze bezoeken moeten beschouwd worden als onderdeel van een breder proces van loopbaanbegeleiding binnen het formeel onderwijs, bedoeld om jongeren kennis te laten maken met een professionele werkomgeving

- en ideeën op te doen voor hun latere werkzame leven en/of een toekomst als ondernemer.
4. In het kader van Next Generation EU moet ook meer EU-financiering worden uitgetrokken voor de uitvoering van de versterkte Europese jongerengarantie. In dit kader is het ook nodig dat de lidstaten en de betrokken overheidsniveaus meer inzet tonen, meer publiciteit geven aan de versterkte Europese jongerengarantie, ervoor zorgen dat het aanbod verbeterd en dat er meer financiële middelen beschikbaar worden gesteld en dat er daadkrachtiger wordt opgetreden. Om ervoor te zorgen dat de jongerengarantie zo doeltreffend mogelijk wordt uitgevoerd, moeten nationale regeringen samenwerken met jongerenorganisaties. Zij zijn immers deskundig op het gebied van de behoeften van jongeren.
 5. Er moet voor gezorgd worden dat stages en banen van jongeren voldoen aan kwaliteitsnormen, onder meer op het gebied van beloning. Minimumjeugdlonen en andere discriminerende arbeidsrechtelijke bepalingen die specifiek voor jongeren gelden, moeten worden afgeschaft en onbetaalde stages op de arbeidsmarkt en buiten het formele onderwijsysteem moeten wettelijk verboden worden¹⁸⁸.
 6. Jongeren moeten verzekerd zijn van een redelijke levensstandaard, met inbegrip van toegang tot een sociaal vangnet en huisvesting. Jongeren moeten toegang hebben tot een sociaal vangnet, op gelijke voet met andere leeftijdsgroepen. De toegang tot betaalbare huisvesting voor jongeren, onder meer via EU-financiering, moet worden vergemakkelijkt¹⁸⁹.
 7. Er is specifiek beleid nodig om een braindrain uit sommige regio's en landen binnen de EU als gevolg van onvoldoende kansen voor jongeren te voorkomen. Tegelijkertijd moet Europa aantrekkelijker worden gemaakt, onder meer door EU-financiering in te zetten, om te voorkomen dat Europese talentvolle jongeren en arbeidskrachten wegtrekken naar derde landen en de territoriale cohesie achteruitgaat, met name in gebieden die een acuut verlies van jong talent ondervinden¹⁹⁰.
 8. Indien zich een ernstige crisis voordoet (zoals een gezondheidscrisis of oorlog), moeten goed voorbereide plannen met gedetailleerde scenario's klaarliggen die op flexibele wijze kunnen worden ingezet, zodat de gevolgen voor jongeren bij hun studie, beroepsopleiding, intrede op de arbeidsmarkt en mentaal welzijn zo beperkt mogelijk blijven¹⁹¹.

48. Voorstel: Cultuur en uitwisselingen

Doel: Om een cultuur van uitwisseling te bevorderen en de Europese identiteit en Europese diversiteit op verschillende gebieden te stimuleren, zouden de lidstaten, met de steun van de Europese Unie, de volgende maatregelen moeten nemen¹⁹²:

Maatregelen:

1. Europese uitwisselingen, zowel fysiek als digitaal en op verschillende terreinen, moeten gestimuleerd worden. Hierbij kan gedacht worden aan onderwijsuitwisselingen, jumelages, reizen en beroepsmobilitéit (ook voor leerkrachten en lokale volksvertegenwoordigers). Dergelijke uitwisselingen moeten in alle lidstaten toegankelijk worden gemaakt voor iedereen, ongeacht leeftijd, opleidingsniveau, achtergrond en financiële draagkracht¹⁹³. Met dit algemene doel voor ogen moet de EU onder meer de bestaande uitwisselings- en mobiliteitsprogramma's op EU-niveau, zoals het Europees Solidariteitskorps, Erasmus+ en DiscoverEU, versterken en zorgen voor een bredere en meer diverse deelname aan deze

programma's. Ook moet worden overwogen nieuwe elementen toe te voegen, zoals een burgerdienst op basis van vrijwilligerswerk (in het kader van het Europees Solidariteitskorps) en "culturele passen" (voor DiscoverEU). Er is in dit kader een belangrijke rol weggelegd voor de lokale en regionale overheden, onder auspiciën van het Comité van de Regio's.

2. Meertaligheid moet reeds op jonge leeftijd bevorderd worden, omdat hiermee een brug geslagen kan worden naar andere culturen. Minderheidstalen en regionale talen moeten extra worden beschermd, in overeenstemming met het Handvest voor regionale talen of talen van minderheden en het Kaderverdrag inzake de bescherming van nationale minderheden

Conferentie over de toekomst van Europa | [EINDVERSLAG](#)

van de Raad van Europa. De EU zou moeten overwegen een instelling op te richten, belast met de bevordering van taalverscheidenheid op Europees niveau. Vanaf de basisschool zouden kinderen verplicht een andere EU-taal dan hun moedertaal moeten leren en zij zouden hierin een zo hoog mogelijk niveau moeten behalen. In grensregio's moet het leren van de talen van aangrenzende EU-landen door de lidstaten worden aangemoedigd, naast het behalen van een officieel erkend niveau van taalbeheersing in het Engels, om ervoor te zorgen dat Europese burgers beter in staat zijn om doeltreffend met een bredere groep van hun mede-Europeanen te communiceren en ter bevordering van de Europese cohesie¹⁹⁴.

3. Er moeten mogelijkheden worden gecreëerd om kennis te maken met Europese culturen, om mensen samen te brengen en hen in staat te stellen een gemeenschappelijke Europese identiteit op te bouwen, bijvoorbeeld door middel van evenementen en bijeenkomsten waaraan alle doelgroepen deelnemen en die op verschillende locaties plaatsvinden. Hierbij kan gedacht worden aan het organiseren van World Art Days¹⁹⁵, een Europese Expo met educatieve

evenementen, of het uitroepen van de Dag van Europa (9 mei) tot Europese feestdag voor alle EU-burgers¹⁹⁶.

4. Het Europees cultureel erfgoed en Europese cultuur moeten beschermd worden¹⁹⁷, onder meer door lokale en regionale bijzonderheden in de cultuur en productietechnieken te erkennen¹⁹⁸, door nieuwe initiatieven te nemen om cultureel erfgoed en cultuur te behouden en onder de aandacht te brengen en door mobiliteitsprogramma's voor uitwisseling op het gebied van cultureel erfgoed, en door bestaande maatregelen zoals Creatief Europa, Nieuw Europees Bauhaus, programma's voor stedenbanden en Culturele Hoofdsteden van Europa te bevorderen, een en ander in overeenstemming met de duurzameontwikkelingsdoelstellingen.
5. Door middel van het vaststellen van een wettelijk statuut op Europees niveau moet ervoor gezorgd worden dat personen die werkzaam zijn in de cultuursector op EU-niveau voldoende beschermd worden, met name tijdens eventuele toekomstige crises.

49. Voorstel: Sport

Doel: Sport vervult een cruciale rol binnen onze maatschappij – namelijk het verdedigen van onze waarden, een gezonde leefstijl en gezond ouder worden, het bevorderen van een uitwisselingscultuur en het in ere houden van de diversiteit van het Europese erfgoed. Daarom moeten de lidstaten, met de steun van de Europese Unie, de volgende maatregelen nastreven:

Maatregelen:

1. De nadruk moet gelegd worden op waarden, met name gendergelijkheid, rechtvaardigheid en inclusiviteit, die via de sportlessen in het onderwijs concreet kunnen worden gemaakt.
2. De meerwaarde van sport en lichaamsbeweging voor de gezondheid moet onder de aandacht worden gebracht¹⁹⁹.
3. Sportactiviteiten moeten een plek krijgen in uitwisselings- en mobiliteitsprogramma's op EU-niveau²⁰⁰.
4. De aandacht mag niet alleen gericht zijn op topsport en professionele sport, maar moet ook uitgaan naar lokale en traditionele sportbeoefening, omdat deze vormen van sport deel uitmaken van de Europese culturele diversiteit en het cultureel erfgoed. Ook steun voor sport in een niet-professionele context moet gestimuleerd worden.
5. Sport kan tevens ingezet worden om zichtbaarheid te verlenen aan de Europese identiteit, bijvoorbeeld door meer internationale sportevenementen te organiseren, EU-sportteams op te richten of bij Europese sportevenementen EU-vlaggen of -symbolen te tonen.
6. Er moet meer geïnvesteerd worden in communicatie op het gebied van sport, bijvoorbeeld in verband met de Europese Week van de Sport, zodat burgers uit de hele EU samen kunnen profiteren van mogelijkheden die prominent voor het voetlicht worden gebracht.